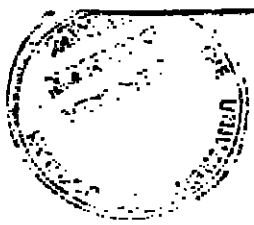


NICATION

at est prêt
relais des 1993



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14334 - 8 F

MARDI 26 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'opération d'encerclement du Koweït

Jusqu'où ?

Les forces alliées ont progressé sans rencontrer de grande résistance
et ont fait environ vingt mille prisonniers irakiens

Mitterrand l'a rappelé dimanche soir : « Il n'y a qu'un objectif à l'action des forces de la coalition, il n'y en a pas deux », et cet objectif est la libération du Koweït, même si elle nécessite « des manœuvres enveloppantes, ce qui exige que l'on passe par le territoire irakien ». Pas question donc, pour les troupes alliées, de se diriger vers la capitale irakienne afin d'y renverser Saddam Hussein, même si celui-ci est aussi « incorrigible » que « suicidaire ». « Le Koweït n'est pas dans la direction de Bagdad. »

On ne peut qu'approuver la prise de position du président de la République. L'avenir de Saddam Hussein est du ressort des irakiens, auxquels il a imposé en dix ans deux guerres aussi vaines que meurtrières et l'intérêt de la coalition n'est surtout pas de s'installer dans une guerre au sol en Irak.

Il n'en reste pas moins que la suite des événements ne va pas dépendre que des alliés. La faiblesse de la résistance des unités irakiennes occupant le Koweït fait déjà craindre une nouvelle ruse du dictateur de Bagdad : ne cherche-t-il pas, en pratiquant une politique de la retraite en profondeur et de la terre brûlée - chère aux conseillers militaires soviétiques, qui ont formé son armée - à attirer l'adversaire sur son propre terrain, dans l'espoir de donner quelque crédit à sa propagande, selon laquelle la coalition chercherait en fait à exterminer le peuple irakien ?

A supposer que l'offensive terrestre se poursuive au même rythme et avec le même succès que le premier jour, les coalisés risquent très vite d'être confrontés à un grave dilemme si Saddam Hussein est toujours capable non seulement d'envoyer des Scud sur Israël et sur l'Arabie saoudite, mais aussi de menacer le territoire du Koweït libéré grâce à son artillerie à longue portée, ses missiles Frog, voire des opérations aériennes « kamikaze », pour ne rien dire d'un éventuel recours aux armes chimiques.

AUTRE question délicate à laquelle devront répondre les coalisés, s'il se confirme que les troupes irakiennes ont emmené en otage des milliers de citoyens koweïtiens : la communauté internationale peut-elle tolérer des pratiques qui relèvent du gangstérisme ? De même, peut-elle passer l'éponge sur les destructions gratuites effectuées dans tout le Koweït et sur les atrocités déjà avérées dont a été victime la population civile de l'émirat ?

Toutes ces questions ne sont pas encore d'actualité, mais elles risquent de l'être très vite. Les réponses, encore une fois, ne sont pas évidentes tant serait désastreuse une campagne militaire sur le sol irakien. La coalition choisira-t-elle de poursuivre ses opérations aériennes contre un Irak refusant de déposer les armes ? Maintiendra-t-elle le blocus économique et militaire de l'Irak aussi longtemps que Saddam Hussein règnera à Bagdad ? C'est loin d'être impossible. Souhaitons cependant qu'un des effets « induits » - pour reprendre l'expression de M. Mitterrand - d'une cuisante défaite au Koweït soit la mise à l'écart, par les siens, d'un homme aussi « incorrigible ».

Un porte-parole de la 2^e division de marines américaine, cité par la radio saoudienne, a déclaré, lundi 25 février, que les forces alliées consolidaient leurs positions autour de la ville de Koweït « pour se préparer » à y entrer.

A l'ouest de l'émirat, complétant une manœuvre en tenaille, blindés américains, britanniques et français continuaient de progresser en direction de la garde républicaine irakienne,

jusqu'à la retranchée de part et d'autre de la frontière irako-koweïtienne. Des pilotes alliés ont déclaré avoir vu pour la première fois des chars de ce corps d'élite faire mouvement vers le sud et les troupes alliées approchant de la capitale koweïtienne. Après avoir affirmé, dimanche, qu'ils avaient repoussé l'offensive alliée, les irakiens ont déclaré lundi avoir reconquis des positions perdues. Selon un officier

koweïtien, les militaires irakiens - entre autres exactions - auraient fait sauter le Parlement et quatre hôtels de luxe à Koweït-Ville.

Le commandant des forces arabes, le général Khaled Ben Sultan, a annoncé qu'environ vingt mille irakiens ont été faits prisonniers au cours des premières vingt-quatre heures de l'opération, par les forces alliées. Dans son intervention télévisée, dimanche

soir, M. François Mitterrand a repoussé l'idée selon laquelle le déclenchement de l'offensive terrestre aurait pu être évité grâce à l'initiative diplomatique lancée par Moscou. Il a expliqué que les dernières propositions irakiennes étaient inacceptables et beaucoup trop tardives. Il a rappelé que le seul objectif de la guerre était la libération du Koweït.

Une facilité qui inquiète

ROUKI
Frontière koweïto-saoudienne
de notre envoyée spéciale

« Nous avons franchi la frontière à l'aube et à 9 heures du matin nous étions déjà à 40 kilomètres à l'intérieur. » Son arme à la main, ce para d'un commando égyptien qui interdit le passage au Koweït paraît bien seul. A la nuit tombée, dimanche 24 février, soit vingt-quatre heures après le début de l'offensive « Tempête du désert », ne

résonnent que les bruits sourds et réguliers des déflagrations.

La nuit a absorbé le nuage d'épaisse fumée noire qui monte des puits de pétrole en feu et qui, toute la journée, a obscurci sur un large front la frontière koweïto-saoudienne. Ici, tout paraît désormais calme. Le front s'est déplacé très vite et c'est par camions entiers que les militaires vont de l'avant, suivis de la logistique.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 5



L'échappée « Daguet »

FRONT IRAKIEN
de notre envoyé spécial

« Comme dans du beurre ! » répète l'adjudant, ravi. Et, un ton au-dessous : « Pourvu que ça dure ! ». En deux mots tout est dit. Le soulagement et l'inquiétude. Cinquante kilomètres, mille prisonniers - auxquels il faut en ajouter six cents capturés par les Américains qui accompagnent la division : ce fut dimanche 24 février, jour de grâce de la division « Daguet ». Mais attention à la suite !

Cette échappée de « Daguet » et de ses accompagnateurs américains, on ne l'a pas vue, imaginée tout au plus, comme une randonnée fulgurante et quelque peu monotone. Qu'il suffise de savoir, par exemple, que les marsoûns (soldats de l'infanterie de marine) du 3^e RIMA durent ralentir leur marche, encombrés, submergés de prisonniers empressés à se rendre, et de matériel comme s'il en pleuvait.

Plusieurs heures après, notre adjudant n'en revient toujours pas. Et pourtant, il sait de quoi il parle : c'est lui qui règle la circulation. Quel trafic ! En quelques heures, cette portion de désert a pris des

allures d'autoroute du Sud un dimanche soir. Pare-chocs contre pare-chocs, des dizaines de milliers de camions américains bourrés de matériel logistique. Pelleteuses, bétonneuses, citernes, poids lourds débordant de vivres et matériels divers, le tout entrecoupé d'innombrables Humvees, les nouvelles Jeep américaines. Il y a là de quoi reconstruire un émirat ou deux, jusqu'au dernier derrick. Au moins, en tout cas, de rétablir des voies de communication que l'on peut supposer anéanties par les bombardements. « Ça surpasse le débarquement de Normandie en 1944 », assure, lyrique, un officier supérieur.

Pour l'heure, pourtant, dimanche après-midi, ce monstrueux convoi piétine au soleil. Pourquoi ? « Tout est réglé par informatique », soupire l'adjudant. L'ordre d'arrivée prévu des véhicules doit être respecté et certains sont peut-être partis trop tôt. A moins que la raison de l'embouteillage ne soit une halte forcée, plus haut, des combattants qui ouvrent la voie. Allez savoir !

DANIEL SCHNEIDERMAN
Lire la suite page 3

L'euphorie, de nouveau

WASHINGTON
de notre correspondant

Il n'est même plus question de victoire, elle est certaine depuis longtemps, mais de « triomphe », un triomphe « de dimension historique », pour reprendre l'expression de la chaîne NBC. Au second jour d'une offensive terrestre présentée depuis des mois comme infiniment redoutable, les États-Unis vivent une atmosphère d'euphorie semblable à celle qui avait suivi le déclenchement de la guerre aérienne, il y a un peu plus de cinq semaines. A nouveau, les officiels s'emploient à tempérer un peu l'optimisme général, nourri par leurs propres déclarations et par la succession de bonnes nouvelles venues du « front ».

M. Bush est « tout à fait satisfait », le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, est « agréablement surpris » et souligne que les pertes américaines sont « extrêmement légères ». Le général Schwarzkopf décide d'accélérer le rythme des opérations, tandis que de longues files de prisonniers irakiens apparaissent sur les écrans des télévisions américaines, succédant à des semaines de « coups au

but » réalisés par des bombes intelligentes et autres missiles.

L'intense agitation diplomatique des jours qui ont précédé l'offensive, les brefs soucis causés par les velléités d'un Mikhaïl Gorbatchev tenté de jouer les trouble-fête, tout cela est, provisoirement peut-être, oublié. L'offensive terrestre, objet, récemment encore, de tant de descriptions apocalyptiques et de tant de craintes, apparaît à posteriori comme la solution qui s'imposait, l'apothéose finale d'une longue série de succès : 84 % des Américains approuvent son déclenchement, et les trois quarts des Américains ne veulent pas entendre parler de cessez-le-feu avant l'annexion de Saddam Hussein, (un quart seulement se satisfait de la libération du Koweït).

Au Congrès, les élus connus pour leur hostilité passée à la guerre furent les premiers quand ils ne se mettent pas à l'unisson de l'humeur du public, et certains politologues se demandent quel démocrate pourra être assez fou pour tenter de s'opposer, l'an prochain, à la réélection de George Bush.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 4

Lire également

■ Le film des événements : « Manu militari »	par JACQUES DE BARRIN
■ Une guerre de mouvement face à un adversaire statique	par JACQUES ISNARD
■ Les déclarations du président de la République	
■ Moscou : des regrets, mais pas de condamnation	par SOPHIE SHIHAB
■ Londres : « Les jours qui viennent pourraient être plus difficiles »	par DOMINIQUE DHOMBRES
■ Jérusalem : les Israéliens satisfaits de voir l'épreuve finale s'engager	ALAIN FRACHON
■ Tokyo : soutien total et « naturel » aux alliés	par PHILIPPE PONS
■ Pékin : appel à la « retenue » des alliés	par FRANCIS DERON
■ Amman : les Jordaniens abasourdis	par JEAN GUEYRAS
■ Alger : « En contradiction totale » avec les objectifs de l'ONU	par GEORGES MARION
■ Tunis : une « extrême réprobation »	
■ La bataille perdue des pacifistes	par ALAIN ROLLAT
pages 2 et 11	
■ L'Irak est-il pauvre ?	par VÉRONIQUE MAURUS
■ Le retour en Inde des « millionnaires » déçus	par LAURENT ZECCHINI
pages 21 et 22	

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

URSS : les partisans de M. Eltsine contre-attaquent

Au lendemain de la manifestation organisée par les conservateurs à l'occasion de la fête de l'armée, les sympathisants de M. Eltsine se sont rassemblés dimanche 24 février à Moscou. page 12

Lendemain de putsch en Thaïlande

L'armée a profité de la lassitude de la population et du discrédit de la classe politique pour s'emparer du pouvoir sans effusion de sang. page 32

Violences à la Réunion

Le saisis du matériel d'une télévision pirate a entraîné, samedi, dimanche et lundi, des affrontements entre la police et les manifestants. page 32

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Emploi : le retard français.

■ La chronique de Paul Fabra : « L'idole productivité ». pages 21 à 23

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32

M0147 - 0226 0 - 6.00 F



SCIENCES
ET MÉDECINE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 DR ; Hongrie, 90 p.; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 180 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LA GUERRE DU GOLFE

Dimanche 24 février, 3 h 9 (GMT) : Washington annonce que

Le film des événements

«Manu militari»

De la parole aux actes : les Etats-Unis et leurs alliés ont entrepris, manu militari, dimanche 24 février à 3 heures GMT (4 heures, heure de Paris), la reconquête du Koweït. « Nos forces ont fait du beau boulot mais la guerre n'est pas encore finie », a déclaré, au soir de la première journée de l'offensive terrestre, le général Norman Schwarzkopf, le commandant en chef de l'opération «Tempête du désert». «Cela se passe mieux que prévu», a constaté, de son côté, M. Mitterrand, ce qui ne préjuge pas l'avenir.

En «souscrivant totalement», samedi matin, au plan de paix soviétique qui prévoyait un retrait «total et inconditionnel» de ses troupes en 21 jours, l'Irak se posait en victime car il connaissait, par avance, la réponse des Etats-Unis. Cette acceptation est «sans effet» sur l'ultimatum en cours, répliqua la Maison Blanche. Avec l'énergie du désespoir, le président Mikhail Gorbatchev n'en multipliait pas moins les contacts téléphoniques avec plusieurs de ses homologues étrangers pour tenter de rapprocher les propositions soviétique et alliée, tout en laissant entendre, par la voix de son porte-parole, que Moscou n'exprimerait pas de condamnation en cas d'offensive terrestre.

Quelques minutes avant l'heure d'expiration de l'ultimatum, fixée à 18 heures, heure de Paris, Bagdad subissait des bombardements intensifs tandis qu'un trente-septième missile Scud était tiré en direction d'Israël. Un porte-parole militaire américain faisait alors état d'une «campagne de terreur» au Koweït, l'armée irakienne se livrant à des «atrocités» et à

une «campagne systématique d'exécutions». Saddam Hussein, lui, étudiait, avec les «responsables concernés», la formation «d'un gouvernement démocratique» dans ce qui fut, trop brièvement à son goût, la «dix-neuvième province» du pays.

Faux espoir

Passée l'heure fatidique de l'ultimatum, le président George Bush «regrettait» le silence de l'Irak. Qui pro quo et faux espoir à New-York, au palais de verre des Nations unies où le Conseil de sécurité, en mal d'utilité, était réuni en session informelle : l'Irak n'a pas accepté les conditions des alliés, comme l'avait laissé supposer le représentant soviétique. En début de soirée, M. Gorbatchev proposait à M. Bush de suspendre, «pour un jour ou deux», l'ultimatum que Bagdad qualifiait alors de «grand guignol», promettant de «n'y accorder aucune attention».

Dix heures après l'expiration de l'ultimatum, à 4 heures, heure de Paris, M. Bush, de retour de sa résidence de Camp David, annonçait, suite à «d'intensives consultations avec nos partenaires de la coalition», que «la libération du Koweït est entrée dans sa phase finale». Il ordonnait au général Schwarzkopf d'utiliser «toutes les forces disponibles, y compris terrestres» pour bouter les troupes irakiennes hors de l'émirat. M. Dick Cheney, le secrétaire américain à la défense, précisait que les mouvements des unités militaires alliées «devant être soigneusement protégés», les réunions de presse «sont suspendues jusqu'à nouvel ordre».

Saddam Hussein confirmait, lui-même, dimanche matin, le déclenchement d'une offensive terrestre «de grande envergure» et encourageait ses soldats à combattre, «sans pitié» et «en croyants», les forces de la coalition. Il accusait de «trahison» l'«abject Bush et son agent le maudit Fahd» pour avoir ouvert les hostilités au moment même où le Conseil de sécurité de l'ONU était en réunion. Radio-Bagdad en rajoutait : «Les alliés sont en train de se suicider sur les frontières de l'Irak et meurent comme des mouches».

«Agréable surprise»

«Soulagé» par la bonne nouvelle de l'offensive terrestre, Israël décrétait, par mesure de précaution, un couvre-feu général, «jusqu'à nouvel ordre», en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, déclarées «zones militaires fermées». De son côté, la Jordanie réagissait avec «douleur» et «colère» tandis que la Tunisie exprimait son «extrême réprobation» et que le président algérien dénonçait «l'attaque sauvage». Le ton était beaucoup plus mesuré du côté de Téhéran et de Moscou qui, ces derniers jours, avaient joué les bons offices. Le président iranien «regrettait» le déclenchement de l'offensive terrestre, tout en déclarant que Bagdad ait «trop tardé» à réagir. L'Union soviétique, plutôt dépitée par le cours des événements, regrettait, elle aussi, «que l'on ait laissé passer une réelle chance de règlement pacifique du conflit» sans, pour autant, s'avouer vaincu.

Douze heures après le déclenchement des hostilités, le gé-

ral Schwarzkopf s'avouait «ravi des progrès de la campagne», qualifiant de «léger» le contact avec l'ennemi. Il faisait état de pertes alliées «extrêmement faibles» et de plus de 5 500 prisonniers irakiens. Le général Michel Roquejeoffre, le commandant du dispositif «Daguet», indiquait, de son côté, que les troupes françaises avaient déjà pénétré de plus de 50 kilomètres en territoire irakien, qu'elles avaient capturé plus d'un millier d'ennemis et n'avaient eu à déplorer qu'un blessé léger par mine.

Au même moment, Radio-Bagdad assurait que l'offensive alliée «avait, jusqu'à présent, complètement échoué» et que les troupes irakiennes «contrôlaient totalement la situation», infligeant de «très lourdes pertes à l'agresseur». Au fil des heures, elle multipliait les communiqués «engourdis», appelant les «héroïques soldats» à sauver le pays «de l'abîme et de l'esclavage».

Les troupes de Bagdad en mouvement

Outre-Atlantique, dimanche soir, l'humeur était sereine. On faisait état de onze morts dans les rangs américains dans les douze premières heures du conflit. M. Bush se déclarait ainsi «tout à fait satisfait» du déroulement de l'offensive. M. Cheney se disait «agréablement surpris» et M. James Baker, le secrétaire d'Etat, jugeait que «les choses allaient très, très bien». Au point que le général Schwarzkopf, prenant en compte le fait que les objectifs avaient été atteints plus tôt que prévu, avançait d'une demi-journée l'ordre d'attaque de certaines unités. «Il n'y a pas de

raison de les retenir», confiait-il.

Pratiquant une stratégie d'«enveloppement», les forces alliées ont percé, en plusieurs endroits, les lignes ennemies. Plus de 2 000 soldats américains ont été ainsi aéroportés en territoire irakien avec leur matériel et leur ravitaillement. Cette opération, conduite par plus de 300 hélicoptères, a été appuyée par des tirs de barrage des unités navales. Lundi matin, les troupes de la coalition étaient aux portes de Koweït-Ville et consolidaient leurs positions. A cette heure, elles avaient déjà fait au moins 14 000 prisonniers.

Aucun engagement massif n'a encore eu lieu. La seule riposte notable a été le tir sans effet de plusieurs missiles Scud contre l'Arabie saoudite et Israël. Mais, comme le soulignent les experts militaires, les troupes alliées n'ont été, jusqu'à présent, confrontées qu'à des unités irakiennes de second ordre, composées de conscrits. Le facteur décisif sera la rencontre avec les 150 000 hommes de la redoutable garde républicaine dont on signalait, lundi matin, des mouvements, comme si celle-ci se portait au devant de ses adversaires.

Une guerre de quatre jours, suivie d'opérations de ratissage, comme les optimistes tentaient de s'en persuader, du côté de Washington, au vu des résultats de cette première journée ? «Il y a un risque que la guerre se prolonge», a estimé M. Pierre Joxe, et ne soit une épreuve très cruelle même si les troupes irakiennes «ne semblent pas tellement convaincues» de la justesse de leur djihad.

JACQUES DE BARRIN

Une journée de dupes à l'ONU

L'ONU a connu une véritable journée de dupes, samedi 23 février, où, croyant pouvoir encore influer sur le cours de la guerre, le Conseil de sécurité s'est réuni, au moment même où le président Bush annonçait le déclenchement de la phase terrestre dans le Golfe.

NEW-YORK

de notre correspondant

Au moment même où le Conseil de sécurité se réunissait dans la soirée du samedi 23 février pour examiner les dernières possibilités de parvenir à un règlement diplomatique dans la guerre du Golfe, le président Bush annonçait sur les écrans de télévision l'ordre donné aux forces alliées «d'expulser l'armée irakienne du Koweït». A elle seule, cette «simple coïncidence», selon les propos de l'ambassadeur américain aux Nations unies, M. Thomas Pickering, illustrait parfaitement la vanité de cette ultime tentative pour rapprocher des positions désormais inconciliables alors que l'offensive terrestre était déjà réalité sur le terrain.

Cette journée de dupes a connu son temps fort en fin de matinée lorsque, à quelques minutes de l'expiration de l'ultimatum fixé par les Etats-Unis à l'Irak, le Conseil de sécurité, réuni en séance formelle mais toujours à huis clos, entendait les étonnants propos du représentant soviétique. Evoquant des informations en provenance de Moscou et sur lesquelles il lui était difficile d'être plus précis, son discours était d'une conversation téléphonique entre M. Tarek Aziz qui se trouvait à l'aéroport, en partance de la capitale soviétique, et le bureau de M. Gorbatchev. L'ambassadeur Youli Vorontsov faisait état «d'éléments qui pouvaient apparaître comme une réaction positive du ministre irakien des Affaires étrangères» au plan américain.

Aussitôt répercuté à l'extérieur mais déformé, ce passage de l'intervention du délégué soviétique, même fortement atténué par M. François Giulliani, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, sorti précipitamment pour éviter toute interprétation erronée, relançait les spéculations.

A l'intérieur, où la tension était extrême, le Conseil était clairement divisé entre les partisans d'une ultime recherche de plan de paix (notamment l'URSS, la Chine, l'Inde, le Yémen, Cuba) à travers

une fusion des conditions soviétiques et américaines adressées au président Saddam Hussein et ceux qui, sans le dire ouvertement, y étaient résolument hostiles (notamment la coalition armée : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France), estimant, en privé, que «tout cela était dépassé». Présent dans la salle (fait exceptionnel pour une réunion à huis clos du Conseil), M. Javier Perez de Cuellar faisait une courte déclaration avant la suspension de séance pour rapprocher l'obligation du Conseil «de soutenir les principes qui ont débouché sur les résolutions du Conseil de sécurité mais aussi l'impératif moral suprême de prévenir la destruction d'autres vies. Deux objectifs qui ne sont pas irréconciliables».

«Echec du Conseil de sécurité...»

Après une longue série de consultations bilatérales entre la présidence du Conseil (assurée par le Zimbabwe) et les quinze pays membres, cette instance se réunissait pour entendre le résultat de ces efforts de dernière minute. Mais la confirmation du début des combats terrestres rendait naturellement caduque toute tentative. Quittant le premier le Conseil avant la fin de la séance, l'ambassadeur du Yémen, très ému, déclarait : «Nous devons être francs vis-à-vis du monde entier. Nous sommes en pure perte face à une attaque terrestre qui constitue une injustice. Alors que quelques points pouvaient être réglés par la négociation, des milliers de gens vont mourir. Nous pouvons blâmer Saddam Hussein mais l'Irak avait enfin accompli le geste attendu. Nous assistons clairement à un échec du Conseil de sécurité et du nouvel ordre mondial qui a utilisé l'ONU comme une couverture».

Dans une très courte intervention, l'ambassadeur américain a ensuite expliqué que le Conseil avait constaté «des différences de vues» à propos d'un éventuel rapprochement des deux textes, ce qui avait conduit à l'ajournement de ses travaux. Son homologue britannique, Sir David Hannay, a rappelé que «Saddam Hussein n'a pas répondu à l'appel lancé par le président Bush», le rôle du Conseil étant désormais «de suivre l'application de la résolution 678» préconisant le recours «à tous les moyens» pour rendre au Koweït sa liberté. Les représentants des trois autres membres permanents de l'instance suprême de l'ONU (URSS, Chine, France), n'ont fait aucune déclaration.

SERGE MARTI

De la diplomatie au combat

Voici la chronologie des événements - en heure française - à compter de l'acceptation du plan de paix soviétique par l'Irak, annoncée samedi matin 23 février par le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, à Moscou :

SAMEDI 23 FÉVRIER

17 h 34 : le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit à huis clos.

17 h 47 : nouveau bombardement intensif sur Bagdad, une demi-heure avant l'expiration de l'ultimatum allié.

17 h 50 : un missile Scud irakien est tiré contre Israël. Aucune victime.

18 heures : l'ultimatum des forces alliées à l'Irak expire.

19 heures : le président Bush dit «regretter» que M. Saddam Hussein n'ait rien fait pour montrer son intention de se retirer du Koweït et annonce que «l'action

militaire se poursuit conformément aux plans».

19 h 36 : l'Irak déclare que son armée est prête pour la guerre terrestre et qualifie l'ultimatum américain de «grand guignol».

18 h 45 : «Les opérations militaires continuent de se dérouler selon les plans prévus», indique un communiqué de la présidence française. La France «constate et déplore que M. Saddam Hussein ait refusé la possibilité d'aboutir sans affrontement supplémentaire à la libération du Koweït».

20 h 47 : M. Izzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution irakien, déclare que l'Irak ne se pliera pas à l'ultimatum lancé par les alliés.

DIMANCHE 24 FÉVRIER

2 h 44 : un Scud irakien tiré sur Ryad est intercepté en vol par des missiles antimissiles Patriot.

3 h 9 : Washington annonce que les forces alliées ont lancé une offensive terrestre contre les troupes irakiennes au Koweït.

4 h 2 : George Bush annonce officiellement que l'offensive terrestre a été déclenchée.

4 h 10 : Le président Mitterrand «a donné l'ordre d'engager les forces terrestres françaises pour la libération du Koweït, selon les plans prévus», annonce la présidence dans un communiqué.

5 h 45 : environ 4 000 hommes des unités de la division française Daguet ont pénétré tôt dimanche matin en territoire irakien et continuent à avancer, apprend-on de très bonne source.

8 heures : le jour et l'heure «H» du déclenchement de l'offensive avaient été décidés il y a une dizaine de jours, bien avant l'initiative de paix soviétique, déclare la Maison Blanche. Le général Schwarzkopf, commandant en chef de l'opération «Tempête du désert», a décidé de la date peu après le 11 février, au lendemain de la visite conjointe en Arabie saoudite du secrétaire à la défense Dick Cheney et du chef d'état-major inter-armes Colin Powell.

9 h 50 : les éléments d'une brigade des forces koweïtiennes ont atteint l'entrée de Jahra (à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Koweït), affirme l'agence koweïtienne KUNA.

10 h 15 : Bagdad est frappée par quatre missiles, selon l'agence iranienne IRNA.

12 heures : l'URSS regrette l'offensive terrestre contre l'Irak, estimant qu'il restait «une chance» de parvenir à un règlement pacifique, déclare le porte-parole des affaires étrangères soviétiques.

12 h 30 : interception de deux missiles Scud irakiens tirés sur Hafar-al-Batin (nord-est saoudien).

13 h 42 : l'Irak déclare que ses troupes ont repoussé l'assaut allié et ont la situation «bien en main».

15 heures : le commandant en chef des forces alliées, le général Norman Schwarzkopf, déclare que tous les objectifs du premier jour de l'offensive ont été atteints, que les alliés n'ont rencontré qu'une faible opposition de la part des 500 000 hommes de l'armée irakienne, et qu'ils ont fait 5 500 prisonniers.

17 h 25 : la division Daguet et les forces américaines qui la renforcent ont avancé de plus de 50 kilomètres en territoire irakien et capturé plus d'un millier de prisonniers, indique le général Michel Roquejeoffre.

19 h 10 : onze soldats américains ont été tués depuis le début de l'offensive terrestre, annonce CNN.

20 h 5 : le président Mitterrand déclare à la télévision que l'offensive terrestre se déroule pour l'instant «mieux que prévu».

22 h 15 : le général Schwarzkopf donne l'ordre d'accélérer le rythme des opérations.

LUNDI 25 FÉVRIER

2 h 30 : un missile Scud irakien tombe dans le sud d'Israël. Ni victimes, ni dégâts.

4 h 30 : seconde alerte en Israël.

5 h 30 : Radio-Bagdad réitère les affirmations selon lesquelles les forces irakiennes ont repoussé l'offensive terrestre et affirme que les troupes ennemies vaincues sont en train de «rouler dans leur sang et leur honte».

7 heures : les forces alliées ont pénétré profondément à l'intérieur du Koweït et sont prêtes à entrer dans la ville de Koweït, annonce la radio saoudienne.

8 h 40 : les forces alliées ont capturé environ 14 000 prisonniers irakiens au cours des premières vingt-quatre heures de leur offensive terrestre, annonce un porte-parole militaire américain.

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

LA GUERRE DU GOLFE

les forces alliées ont lancé une offensive terrestre au Koweït

Une guerre de mouvement face à un adversaire statique

En pénétrant simultanément en plusieurs points du territoire koweïtien, les coalisés ont imposé une guerre de mouvement aux irakiens, qui ont plutôt la pratique d'une guerre de positions. Mais, pour autant, les alliés ne se sont pas encore attaqués à ce qui constitue le « noyau dur » du dispositif irakien, à savoir la garde républicaine, à cheval sur la frontière entre l'Irak et le Koweït. C'est peut-être ce qui explique le silence prudent des commentateurs, dans les états-majors, au lendemain des premières trente-six heures de la nouvelle phase aéroterrestre des opérations destinées à libérer l'émirat.

Après trente-huit jours de bombardements aériens de l'Irak, puis après le pilonnage des premières lignes irakiennes au Koweït, les coalisés sont entrés progressivement, depuis le début de la semaine dernière, dans une série de reconnaissances agressives et d'incursions rapides en territoire koweïtien. Il s'est agi de créer des brèches dans les défenses irakiennes et de déceler les chemins qui serviraient ensuite au déploiement allié.

Ces opérations coups de poing, appuyées par des raids aériens et des tirs d'artillerie, ont conduit à affaiblir et à démorceler les troupes irakiennes au Koweït, qui ont perdu le tiers de leur potentiel blindé et mécanisé, et environ la moitié de leurs pièces d'artillerie. Mais ces bilans varient beaucoup d'une formation à une autre. Certaines unités – celles des premières lignes, souvent les moins aguerries dans le dispositif irakien – sont très éprouvées et pratiquement hors de combat. D'autres – celles qui sont maintenant en réserve, comme les formations de la garde républicaine, mieux entraînées, mieux encadrées et mieux équipées aussi – ont probablement gardé des capacités non négligeables si elles devaient mener des contre-offensives.

Empêcher la réplique chimique

Après l'échec de leur ultimatum, les alliés ont donc été conduits à développer la phase aéroterrestre, en prononçant les attaques de plus grande envergure qu'ils avaient toujours planifiées de monter dès la conception de l'opération « Tempête du désert ». Si jamais la solution diplomatique n'aboutissait pas, ces attaques ont été menées dans le but de bousculer toutes les premières lignes adverses à la fois, en visant le centre du Koweït et en le contournant sur ses marges.

En programmant une guerre de mouvement destinée à semer la confusion à l'ouest, à l'est et sur le centre de gravité du dispositif irakien, la coalition a, jusqu'à présent, empêché son adversaire de répliquer par des actions chimiques sur des forces qui ont évité de se concentrer et de se fixer.

L'offensive a été généralisée par des alliés, qui ont ainsi conservé l'initiative des opérations. Plus les points d'attaque étaient, en effet, multiples, plus l'initiative était du côté de la coalition et plus la résistance, en face, devenait difficile à organiser.

Des éléments aéroterrestres de onze armées de terre alliées, les avions de neuf armées de l'air et les navires de quatre armées de marine ont coordonné leurs actions contre le Koweït. Avec, au centre, une série d'opérations échelonnées, conçues pour fixer l'adversaire et, sur les flancs, de puissantes manœuvres d'enveloppement pour tenter de couper de leurs arrières les troupes irakiennes au Koweït grâce à des raids terrestres, aéroportés, hélicoptères et amphibies.

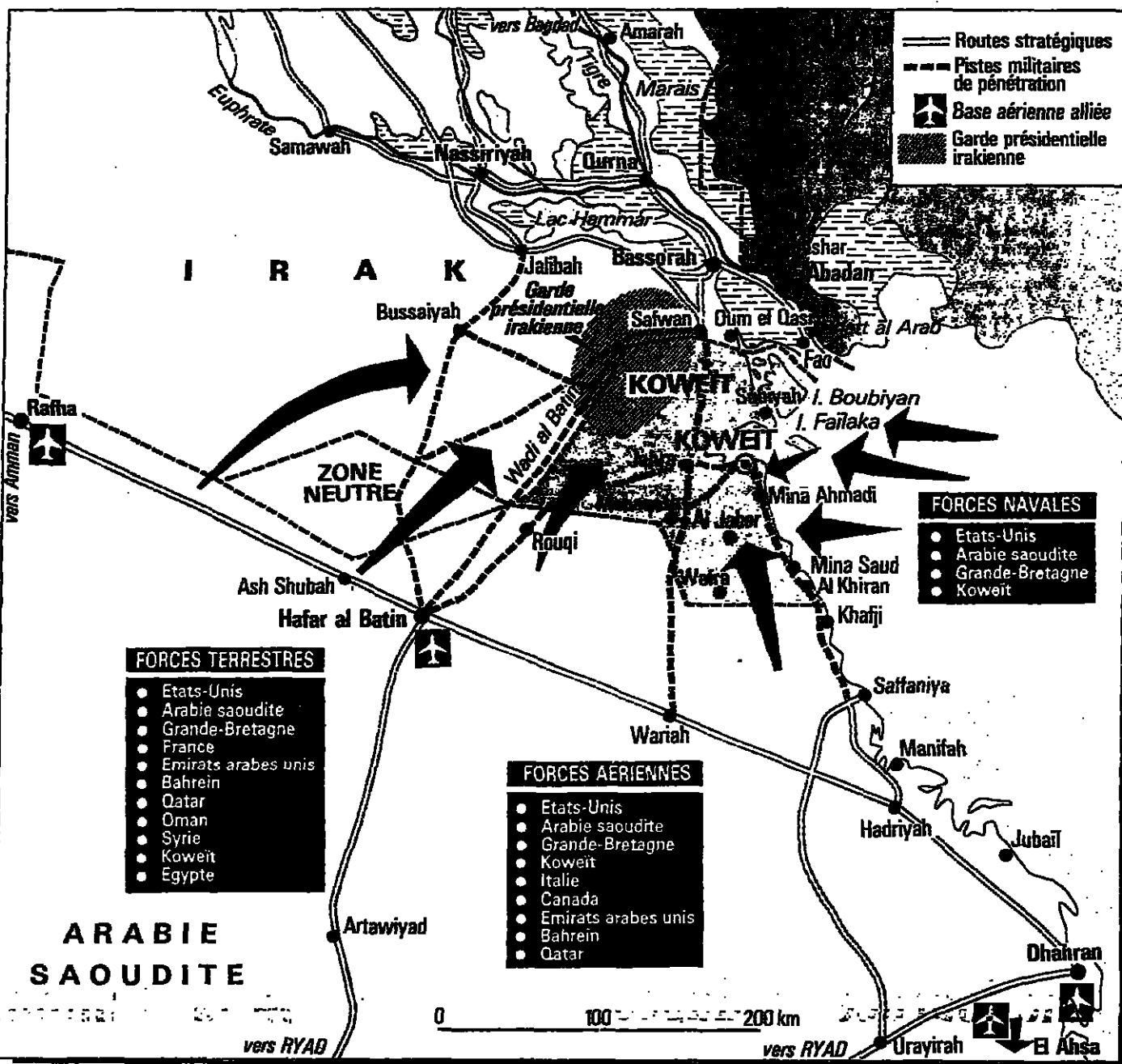
Organisé sur le mode soviétique, le dispositif irakien présente plusieurs lignes de défense, avec des unités d'inégale valeur. En première ligne, des formations de réserves et de miliciens, jeunes et vieux, qui ne sont pas absolument convaincues de la nécessité de continuer les affrontements dès lors qu'ils croient de plus en plus à l'éventualité d'un abandon du Koweït par M. Saddam Hussein. En seconde ligne, des unités de l'armée régulière plus aguerries, mais affaiblies et probablement démoralisées. Enfin, derrière, en réserve pour des contre-offensives, un corps plus sûr et plus dur, formé des divisions de la garde républicaine.

Dans les états-majors alliés, on a noté la résistance moins vive que prévu des premiers combattants irakiens. Les soldats, qui n'ont même pas engagé les hostilités et qui se sont rendus relevaient des deux premières lignes. De l'avis de M. François Mitterrand, qui évoquait l'inconnue de la garde républicaine, il semble que les meilleures unités de M. Saddam Hussein, basées à la lisière koweïto-irakienne, ne soient pas encore entrées en action.

C'est dans la perspective de leur engagement que l'opération en cours consiste à déployer, derrière les troupes d'assaut, une logistique suffisante pour passer, lorsqu'il le faudra, à une nouvelle étape de la bataille, qui visera à démanteler la garde républicaine. C'est une manœuvre combinée, délicate à conduire de front si l'on ne veut pas présenter un objectif à des contre-attaques éventuelles.

La question demeure de savoir si le chef de l'Etat irakien a intérêt à mettre sa garde républicaine en mouvement, au risque de la « consommer » à son tour, ou s'il n'en aurait pas davantage besoin pour l'après-guerre, dans l'espoir qu'elle contribue par sa seule menace à la sauvegarde du régime actuel.

JACQUES ISNARD



L'échappée « Daguet »

Suite de la première page

En tout cas, l'adjudant – qui, la veille encore, ignorait ce qui se tramait – régule le trafic avec une obstination de motard accordant la priorité, par exemple, aux convois de munitions, autorisés à doubler toute la file.

Cette voie-là, donc, a été explorée la nuit dernière par « Daguet ». Mais où était-elle, cette division « Daguet », dimanche en fin d'après-midi ? Nulle trace. A coup sûr, ses régiments les plus avancés, légionnaires et spahis, sont loin, très loin devant, comme avalés par le désert. « A 50 kilomètres », dira

l'état-major en fin d'après-midi. Ce que corrobore un pilote d'hélicoptère croisé près de la frontière. Il a effectué dans la journée des missions de reconnaissance. La veille, il a tiré trois missiles sur trois véhicules blindés irakiens, touchés tous les trois. « Ça ne fait pas plaisir, bien sûr, mais c'était eux ou moi. Et puis, moi, je n'ai pas envahi le pays du copain. » Il a vingt-huit ans et va se marier à son retour.

Ces escarmouches mises à part, le plus frappant reste cette absence de toute trace de combat aux alentours de la frontière. Oui, les Français ont pénétré en Irak comme dans du beurre, sans rencontrer aucune résistance.

armées qui ont insulté la Terre sainte. Dans la cour, une curieuse stèle de pierre portant naïvement dessinée et presque effacée la carte de la Palestine (Israël). C'est tout. Non, les marabouts n'ont pas dû avoir trop de mal à passer ce « fortin ».

D'ailleurs, à quel moment au juste sont-ils passés ? En fait, l'offensive terrestre avait commencé bien avant la fin de l'ultimatum fixé aux irakiens. Dès la nuit du vendredi 22 au samedi 23 février, des hélicoptères Gazelle équipés de missiles anti-chars Hot avaient pilonné des objectifs irakiens. Dès samedi, les artilleurs du 11^e RAMA avaient reçu l'ordre de « mise en route » de la division « Daguet » et s'étaient en conséquence revêtus de leur combinaison anti-chimique. Quant à l'infanterie française, dès avant la fin de l'ultimatum, elle avait, en certains endroits, franchi la frontière sans retour.

Reste à savoir pourquoi tout s'est déroulé si facilement au cours des premières vingt-quatre heures pour les troupes françaises. Est-ce vraiment, comme l'assurent les officiers, parce que les irakiens n'ont pas décelé l'emplacement de « Daguet » ? Il semble a priori que le secret sur lequel le SIRPA veille jalousement ait été, au total, correctement préservé.

Quand bien même les premières lignes auraient-elles subordonné quelque chose, « une armée en déroute ne transmet pas ses renseignements vers le sommet », explique un officier. Toujours est-il que ne se trouvaient en face de « Daguet » que des troupes de second ordre, aux uniformes approximatifs, chaussées de baskets. Le plus dur pour la division française est certainement encore à venir.

DANIEL SCHNEIDERMAN

« Une armée en déroute »

En atteste la visite de ce poste frontière irakien abandonné. Pendant plusieurs semaines, les marabouts français, qui campaient en face à quelques kilomètres, l'ont tenu au bout de leurs jumelles, y guettant les allées et venues. On a même donné à observer à M. Joxe, en visite à la frontière (le Monde du 7 février), ce redoutable « bunkers ». Les nombreux impacts d'obus alentour attestent que l'artillerie française l'a « traité » comme il fallait. Pourtant, tout laisse penser qu'il était abandonné depuis plusieurs semaines. Peut-être des patrouilles irakiennes y séjourneraient-elles périodiquement. Mais, dans ce banal poste frontière en parpaings, tout respire un abandon de longue date. Dans un recoin, outre l'invivable portrait de Saddam Hussein, un petit manuel sur l'usage des masques à gaz, une boîte de fruits au sirop jordanien, un emballage de savon d'eau de toilette de Paris.

De curieuses harangues, aussi, rédigées en arabe, aux « enfants d'Égypte » pour empêcher les étrangers de salir le ciel d'Égypte et l'eau du canal de Suez. Signé du « chef Saddam Hussein ». Ou encore, cet « Appel aux Arabes et musulmans à se révolter contre les étrangers ».

M. Joxe : « Les soldats français ont démarré comme un TGV »

Citant un responsable américain, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a affirmé, dimanche 24 février, au « Club de la presse Europe 1-Libération », que « les soldats français ont démarré comme un TGV » pour la reconquête du Koweït. « Il y a un risque que cette guerre se prolonge, a-t-il cependant ajouté, et qu'elle soit une épreuve très cruelle ».

M. Joxe, qui intervenait après l'entretien télévisé du chef de l'Etat, a, à plusieurs reprises, insisté sur le fait que l'objectif des opérations en cours n'était ni l'Irak, ni même Bagdad, « mais la libération du Koweït ». « Nous n'avons aucun contentieux avec le peuple irakien, ni avec aucun pays arabe (...). Les opérations sont motivées par l'obstination des dirigeants ira-

kiens. Le peuple irakien n'est pas notre ennemi, il est la première victime de Saddam Hussein qui a ruiné son pays et hypothéqué l'avenir pour des années », a dit M. Joxe.

Le ministre de la défense s'est refusé à dire combien de temps la guerre aéroterrestre pouvait encore durer, car le commandement irakien pourrait avoir « une impulsion criminelle », évoquant ainsi implicitement un recours à l'armement chimique.

Selon M. Joxe, des soldats du génie et des commandos français – les premiers pour déminer, les seconds pour assurer la protection – pourraient entrer dans Koweït-Ville et aider à rouvrir l'ambassade de France. Les dispositions seront prises en temps utile pour rouvrir normalement l'ambassade de France.

Vingt mille prisonniers

Dans un paysage lugubre, sous un ciel bas, un soldat irakien vêtu d'un maillot de corps et d'un pantalon kaki est accroupi, les yeux levés vers ses vainqueurs qui l'entourent en braquant leurs fusils sur lui : les premières images de reddition des soldats irakiens, pathétiques, ont été diffusées dimanche 24 février par les chaînes de télévisions américaines.

Dans l'un des reportages, des soldats saoudiens s'affairaient à ligotter des prisonniers de guerre irakiens, dont beaucoup ne sont vêtus que d'un caleçon long. Un soldat aide l'un des captifs, choqué ou blessé, à se relever. L'homme, ventripotent, âgé d'une quarantaine d'années, est torse nu. Il se lève et commence à marcher comme un automate ; son pantalon menace de lui tomber sur les chevilles. Le Saoudien ramonte le pantalon un peu rudement et pousse son captif vers un groupe d'autres prisonniers assis, les mains liées dans le dos.

Une escouade de soldats saoudiens poursuit pendant ce temps le « nettoyage » des abris irakiens

peu profonds, certains détruits, et qui ressemblent plus à ceux construits pendant la première guerre mondiale qu'aux bunkers ultra-modernes que les irakiens passaient pour posséder. Ils tirent des coups de fusil dans les entrées et appellent en hurlant les occupants à se rendre. On distingue deux corps racroquevilés sur le sol. Un irakien au flanc ensanglanté, les yeux hagards, embrasse deux Saoudiens qui le soutiennent.

Dans le lointain, au sommet d'une crête à peine distincte du désert ocre, un drapeau blanc triangulaire enfile sur un bâton, flotte au vent au milieu des cailloux. A l'horizon, une file interminable de prisonniers s'éloigne.

Le nombre élevé des prisonniers irakiens faits par les forces de la coalition dès les premières heures de l'offensive terrestre au Koweït pourrait se révéler rapidement un problème. Le commandement américain à Ryad a fait état lundi matin dans un communiqué de près de quinze mille irakiens capturés ou qui se sont rendus dans les

premières vingt-quatre heures de l'offensive. Quelques heures plus tard, le commandement des forces arabes donnait le chiffre de vingt mille.

Dès avant le lancement des opérations, samedi, le général Perry Smith, expert militaire de la chaîne de télévision américaine CNN, avait estimé que « la collecte des prisonniers sera un des problèmes les plus sérieux » pour les forces de la coalition. Les alliés ont construit des camps pouvant accueillir quelque cent mille hommes. Mais ce chiffre risque d'être dépassé.

Selon les plans du commandement, les prisonniers sont d'abord regroupés à l'arrière des premières lignes. Ils sont ensuite transférés dans des camps à la garde de l'armée saoudienne. Le ravitaillement de milliers d'hommes, voire de dizaines de milliers, leur transfert sur plusieurs centaines de kilomètres, ont été prévus de longue date. Un afflux trop brusque aggraverait cependant les difficultés, surtout dans les zones de combats. — (AFP.)

LA GUERRE DU GOLFE

de l'offensive terrestre par les forces alliées

Le face-à-face des chefs militaires

Face aux principaux chefs militaires de l'opération « Tempête du désert », enlevée par le général Schwarzkopf, l'armée irakienne a à sa tête un féal - mais relativement inconnu des alliés - de M. Saddam Hussein.

- Norman Schwarzkopf. - Cinquante-six ans, dont environ quarante sous l'uniforme américain. Fils d'un général qui a commandé la police du chah d'Iran dans les années 50. Sorti de West Point. A servi dans l'infanterie au Vietnam, où il a fait deux séjours, en 1965 puis en 1970. A commandé en 1983 la 24^e division d'infanterie mécanisée et, cinq ans plus tard, il devient le « patron » de la Force américaine de déploiement rapide, qui a engagé des unités en Arabie saoudite. Il est le commandant en chef des coalisés.

- Sir Peter de la Billière. - Cinquante-six ans, dont trente sous l'uniforme britannique et vingt années, au total, au Proche-Orient à des titres divers. Ancien des célèbres commandos SAS (Special Air Services), il s'est illustré en Malaisie, à Oman, à Aden et au Soudan. A la tête des SAS, il a mis fin au siège de l'ambassade d'Iran, à Londres, il y a une dizaine d'années. Normalement, il aurait dû quitter le service actif de l'armée britannique en novembre 1990. Il est le « patron » du corps expéditionnaire anglais.

- Michel Roquejeoffre. - Cinquante-huit ans, dont trente-neuf dans l'armée de terre française. Un spécialiste du génie aéroporté, issu de Saint-Cyr. Il a servi en Afrique, après un séjour en Algérie entre 1956 et 1959. Il a commandé le 17^e régiment du génie parachu-

tiste, à Montauban, en 1978. Dès 1984, il a été de ceux - comme chef d'état-major - qui ont participé à la création de la Force d'action rapide (FAR), dont, aujourd'hui, des unités sont alignées en Arabie saoudite. Après divers postes d'état-major, il commande la FAR en juin 1990. En septembre de la même année, il est choisi pour commander le dispositif « Daguet ».

- Bernard Janvier. - Cinquante-deux ans et ancien de Saint-Cyr. Il a servi en Algérie, à Madagascar et au Liban (au titre de la Force multinationale). Il a notamment commandé le 2^e régiment étranger de parachutistes (REP) à Calvi, avant d'être engagé au Tchad pour l'opération « Manta ». Depuis juillet 1988, il était chef de la division organisation logistique à l'état-major des armées et, à ce titre, il a participé au déploiement du dispositif « Daguet ». Il a pris le commandement de la division « Daguet », forte de 13 000 hommes, quand le général Jean-Charles Mouscardes, qui l'avait installé, dut regagner la France pour raisons de santé.

- Rachid Al Takriti. - Chef d'état-major des armées irakiennes, nommé en novembre 1990, après le limogeage du général Nizar Abdel Karim Al Khazraji. A la différence de son prédécesseur, qui passa pour un officier de carrière brillant et qui s'est illustré pendant le conflit irano-irakien, le nouveau « patron » des forces irakiennes, sur lequel on ne dispose pas d'informations détaillées, est un officier plus politique : il a commandé auparavant la garde républicaine.

Une facilité qui inquiète

Suite de la première page
Le matériel antichar Tow, en grande quantité, mais aussi des obus, des caisses de munitions et des centaines de citernes de carburant forment le gros du convoi. L'hôpital de campagne établi sous de grandes tentes vertes, non loin de là, ne paraît pas en grande effervescence, et sur les 300 kilomètres de la route qui longe la frontière, seuls deux hélicoptères ornés de la croix rouge et quelques ambulances sont visibles.

Toute la journée, c'est par longues colonnes de blindés que les troupes alliées ont franchi la frontière, dans laquelle de larges ouvertures avaient été opérées ces trois derniers jours. Quelques coups de canon ont été tirés, mais de manière sporadique : la percée ne semble pas avoir rencontré de vraie résistance, à l'exception de la région de Wafra, où les marines américains ont été accrochés par une division irakienne.

Tôt dimanche matin, les troupes saoudiennes et koweïtiennes, légèrement encadrées par des forces spéciales américaines qui menaient l'offensive le long de la côte, étaient déjà à hauteur du village d'Al Khirah, à 20 kilomètres à l'intérieur du Koweït. Elles ont encore progressé dans la journée, sans rencontrer de très forte résistance.

Plusieurs milliers de prisonniers

Les Britanniques, Egyptiens et Syriens marchent, eux, vers le nord de l'émirat à partir du centre du front, alors que Français et Américains, à l'extrémité ouest, poursuivent leur avance dans ce qui apparaît être un mouvement tournant pour séparer le Koweït de l'Irak et affronter la garde républicaine irakienne, qui n'est pas, au cours de ces premières trente-six heures de combat, entrée en action.

Près de partout les troupes irakiennes qui se trouvaient en première ligne se sont rendues et, en quelques heures, plusieurs milliers de prisonniers - ce chiffre aurait atteint dix mille lundi - se trouvaient aux mains des différentes armées. L'image de ces soldats, jeunes ou très âgés pour certains, mais liés dans le dos et treillis déballés, restera la vision la plus marquante de cette offensive qui semble se dérouler mieux que prévu, mais réserve sans doute encore bien des surprises.

Combiné à l'offensive terrestre, un débarquement des marines, annoncé de source koweïtienne mais non confirmé, aurait eu lieu aussi sur l'île de Failaka, à une demi-heure par bateau de Koweït-Ville. Cette petite île de 12 kilomètres de long sur 7 de large, avait été très violemment bombardée jeudi et des rumeurs de débarquement avaient déjà circulé.

Malgré le black-out sur le déroulement des opérations annoncé par Washington et confirmé samedi

soir par les différents porte-parole militaires alliés à Ryad, au milieu de l'après-midi de dimanche, le général Schwarzkopf, commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », affirmait « que toutes les troupes atteignent leurs premiers objectifs et que l'offensive progresse avec un succès spectaculaire ». Mais, précisait-il prudemment, « la guerre n'est pas finie ».

Les pertes alliées, selon le général Schwarzkopf, seraient « légères » : onze marines auraient été tués, sans doute dans la région de



Wafra. L'engagement autour de ce champ de pétrole enflammé avait commencé dès vendredi, et samedi matin le commandant en chef des marines, le général Boomer, affirmait que son dispositif « progressait avec précision vers l'offensive ».

Les troupes américaines auraient découvert lors de cette percée de nombreux explosifs encore attachés aux têtes des puits de pétrole, sans s'expliquer pourquoi ils n'avaient pas été utilisés. Des équipes de spécialistes ont été envoyées sur place, tandis que des engins de détection chimique signalaient des traces de fumée, dues selon toute vraisemblance aux bombardements par l'aviation alliée de stocks d'armes chimiques irakiennes.

Nombreuses questions sur le dispositif irakien

La vitesse à laquelle se déroule cette offensive, que le général Schwarzkopf a demandé d'accélérer encore, pose cependant de nombreuses questions sur le dispositif irakien. La facilité avec

laquelle, jusqu'à présent, la grande majorité des troupes alliées ont pénétré au Koweït semble montrer, soit que les défenses irakiennes n'étaient pas aussi importantes qu'on voulait bien le dire, soit que l'armée irakienne s'est repliée plus au nord, dans l'éventualité d'une contre-attaque. Enfin, on estimait généralement entre 400 000 et 500 000 le nombre de soldats irakiens se trouvant au Koweït. Si 14 000 se sont bien rendus, où sont passés tous les autres, même si le nombre de victimes irakiennes reste inconnu?

Autre question : qu'en est-il des menaces du président irakien, armes chimiques, bactériologiques notamment, qui se sont limitées pour l'instant à de nouveaux tirs de missiles Scud sur Israël et l'Arabie saoudite? Les débris d'un Scud sont tombés à Ryad samedi soir, endommageant sérieusement une

matum, dressait ce qui devait être le dernier bilan des destructions effectuées par la seule aviation : 1 685 chars sur les 4 000 présents sur le théâtre des opérations au Koweït ; 925 véhicules blindés sur 4 000 et 1 485 pièces d'artillerie sur 3 200. Tout cela ajouté au matériel déjà endommagé et aux difficultés de ravitaillement et de communication des troupes irakiennes au Koweït. Le général Neal insistait aussi sur « la politique de terreur pratiquée par l'Irak au Koweït », indiquant que 180 puits de pétrole sur les 950 du Koweït étaient en feu, avant d'ajouter qu'il avait aussi reçu des informations sur la destruction de réservoirs d'eau et des dommages causés aux usines de dessalination.

Plus grave, le général Neal déclarait : « Nous entendons beaucoup de choses sur des exécutions som-

La Croix-Rouge demande la création de zones neutralisées pour évacuer les populations civiles

GENÈVE

de notre correspondant

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a réussi à maintenir une délégation de onze personnes à Bagdad - mais qui n'est toujours pas autorisé par les Irakiens à se rendre au Koweït, ni à se déplacer librement en Irak, ni même à rencontrer les prisonniers de guerre alliés - est en train de renforcer de cent quarante personnes ses délégations basées dans les pays limitrophes.

Des hôpitaux de campagne mis sur pied dans ces pays sont prêts à fonctionner dans les plus brefs délais. Des équipes médicales attendent en Iran l'autorisation des autorités de Bagdad de traverser la frontière afin de venir en aide à la population civile irakienne et aux prisonniers de guerre.

Quelques heures après le déclenchement de l'offensive terrestre, le CICR a lancé un nouvel appel « au nom de toutes les victimes civiles et militaires » pour que les conventions de Genève soient respectées. Il souligne notamment que les blessés et les malades doivent être recueillis, que tous ceux qui se rendent « ont droit au respect » et que les prisonniers doivent être rapidement éloignés du front et évacués vers des zones où leur sécurité pourra être assurée.

Le CICR en appelle de façon pressante aux parties pour que les

populations civiles soient épargnées, en acceptant notamment de créer des zones neutralisées. Lors de conflits précédents, de telles zones (même limitées dans le temps et réduites à quelques bâtiments) ont en effet permis de sauver un nombre important de vies humaines. Le CICR souhaiterait enfin que les belligérants organisent, en cas d'aggravation des combats, l'évacuation des couches vulnérables de la population civile - blessés, malades, enfants et vieillards - et autorisent l'acheminement de secours et de denrées essentielles à la survie des non-combattants.

ISABELLE VICHNIAC

Voici les principaux événements de la crise du Golfe :

1990

- 2 août : l'Irak envahit le Koweït. La résolution 660 du Conseil de sécurité de l'ONU exige son « retrait immédiat et inconditionnel ». L'émir du Koweït se réfugie en Arabie saoudite.

- 3 août : dans un « geste inhabituel », Américains et Soviétiques appellent la communauté internationale à prendre des « mesures concrètes » contre l'Irak. Washington annonce l'envoi d'une force navale dans le Golfe.

- 6 août : le Conseil de sécurité décrète un embargo économique contre l'Irak et le Koweït.

- 7 août : les États-Unis annoncent l'envoi de forces aériennes et terrestres.

- 8 août : l'Irak annexe le Koweït.

- 9 août : le Conseil de sécurité déclare l'annexion nulle et non avenue.

- 10 août : douze chefs d'État arabes réunis au Caire décident l'envoi d'une force panarabe en Arabie saoudite.

- 12 août : après avoir déclaré le djihad (guerre sainte), le président irakien préconise « une solution globale » pour « tous les problèmes d'occupation dans la région », établissant ainsi un lien entre le règlement de la crise du Golfe et celui du problème palestinien.

- 15 août : M. Saddam Hussein annonce que l'Irak va évacuer les territoires iraniens qu'il occupe encore depuis le 15 janvier, s'il n'a pas évacué le Koweït.

- 16 août : Bagdad ordonne à 4 000 Britanniques et à 2 000 Américains au Koweït de se rassembler dans des hôtels. L'Irak annonce par la suite que les « hôtes » étrangers serviront de « bouclier humain ».

- 28 août : l'Irak fait du Koweït sa « dix-neuvième province » et ordonne la libération des femmes et enfants occidentaux retenus.

- 9 septembre : rencontre entre M. Bush et M. Gorbatchev à Helsinki. Les deux hommes pressent l'Irak de se retirer du Koweït.

- 24 septembre : devant l'ONU, M. Mitterrand déclare : « Que l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes, qu'il libère les otages et tout devient possible ».

- 15 octobre : M. Bush déclare que M. Saddam Hussein pourrait devoir répondre d'atrocités commises au Koweït.

- 30 octobre : les 263 otages français sont libérés.

- 8 novembre : l'Irak menace de réduire en cendre la péninsule arabique. M. Bush ordonne l'envoi de 100 000 soldats supplémentaires dans le Golfe. Les forces américaines dépassent 300 000 hommes.

- 18 novembre : M. Saddam Hussein offre de libérer, du 25 décembre au 25 mars, 2 000 Occidentaux et Japonais toujours retenus.

- 29 novembre : dans la résolution 678, le Conseil de sécurité autorise le recours à la force contre l'Irak, après le 15 janvier, s'il n'a pas évacué le Koweït.

- 30 novembre : l'Irak rejette l'ultimatum de l'ONU. M. Bush invite le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tariq Aziz, à Washington et propose d'envoyer à Bagdad son secrétaire d'État, M. James Baker.

- 1^{er} décembre : Bagdad accepte l'offre américaine, mais dit vouloir discuter en même temps d'autres questions, notamment du problème palestinien.

- 6 décembre : M. Saddam Hussein annonce la libération de tous les étrangers encore retenus en Irak et au Koweït.

- 18 décembre : le président irakien exclut toute négociation avec les États-Unis s'il s'agit seulement de réaffirmer les résolutions de l'ONU.

- 22 décembre : l'Irak affirme qu'il n'évacuera jamais le Koweït et qu'il utilisera des armes chimiques s'il est attaqué.

1991

- 3 janvier : M. Bush propose à l'Irak des pourparlers de la dernière chance à Genève.

- 7 janvier : le secrétaire d'État américain James Baker exclut un report de l'ultimatum sur l'évacuation du Koweït.

- 8 janvier : M. George Bush

exhorte les alliés de Washington à n'accepter aucun compromis avec l'Irak : 605 000 hommes de la force multinationale font face à 540 000 soldats irakiens stationnés au Koweït et à proximité.

- 9 janvier : échec des pourparlers de Genève entre M. James Baker et M. Tariq Aziz. L'Irak annonce qu'il attaquera Israël en cas de conflit.

- 12 janvier : le Congrès américain approuve le recours à la force.

- 13 janvier : M. Saddam Hussein réaffirme que le Koweït « restera la dix-neuvième province de l'Irak » et deviendra « le théâtre de la grande bataille entre croyants et infidèles ».

- 16 janvier : expiration de l'ultimatum de l'ONU.

- 17 janvier : les hostilités débutent par des bombardements massifs des avions alliés sur l'Irak et le Koweït.

- 18 janvier : l'Irak tire ses premiers missiles Scud sur Israël hebreu dans le conflit.

- 25 janvier : Washington accuse l'Irak d'avoir provoqué, dans le Golfe, la pire marée noire de l'histoire.

- 29 janvier : l'armée irakienne lance une attaque contre la ville-frontière saoudienne de Khafji.

maître. Il semble qu'il y ait eu à ce niveau une campagne systématique visant particulièrement les gens qui ont été torturés, comme pour les faire taire. » Il affirmait aussi que les soldats irakiens arrêtaient et exécutaient au hasard des hommes et de très jeunes gens.

A 20 heures locales, soit à la minute même de l'expiration du délai, les pilotes américains, de retour de mission, recevaient par radio un message sans équivoque : « Saddam ! Saddam ! Ici les États-Unis, soyez sur vos gardes, vous n'avez plus le temps ». L'agitation régnait aussi à Dhafran dans le bureau d'information koweïtien où le déclenchement de l'offensive terrestre a été salué par une explosion de joie. En deux minutes, des panneaux étaient affichés partout : « Prochaine étape : Koweït-Ville ». En attendant, c'est sous le feu des bombes que les Koweïtiens toujours présents dans l'émirat auront été lundi le trentième anniversaire de l'indépendance du Koweït.

FRANÇOISE CHIPAUX

Sept mois de crise

par l'aviation américaine. Washington affirme que l'immetable abritait un PC militaire.

- 15 février : l'Irak offre de se retirer sous condition du Koweït. Refus des alliés.

- 18 février : M. Gorbatchev soumet à M. Tariq Aziz un plan de paix, mais M. George Bush estime qu'il ne remplit pas toutes les conditions posées par l'ONU dans ses résolutions.

- 21 février : M. Saddam Hussein jure de ne pas céder et affirme que ses troupes continueront le combat. M. Tariq Aziz repart à Moscou pour de nouvelles négociations.

- 22 février : Moscou annonce que l'Irak a accepté un plan de paix en huit points. M. George Bush le rejette au nom des alliés et lance un ultimatum à M. Saddam Hussein, à qui il donne vingt-quatre heures pour commencer à évacuer le Koweït.

- 23 février : aucun mouvement de troupes irakiennes n'a été constaté à l'expiration de l'ultimatum.

- 24 février : le Pentagone annonce que les forces alliées ont lancé « une opération terrestre de grande envergure » contre les forces irakiennes au Koweït. « La libération du Koweït est entrée dans sa phase finale », déclare M. Bush.

Le Monde
PUBLICITE
LITTERAIRE

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions dans le monde après le déclenchement de l'offensive terrestre

Les Israéliens sont satisfaits de voir l'épreuve finale enfin s'engager

La détermination de George Bush impressionne les dirigeants israéliens. S'ils se félicitent que celui-ci n'ait pas cédé aux sirènes soviétiques - celles du compromis - ils savent aussi qu'il sera difficile de résister dans l'après-guerre à un président américain aussi impérial.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

C'est avec ce mélange de sentiments que l'offensive terrestre des alliés a été accueillie à Jérusalem. La satisfaction domine, cependant, parce que les milieux officiels n'ont jamais caché que seule une bataille décisive sur le terrain serait susceptible de conduire à une défaite politique et militaire du président Saddam Hussein. Il en va de l'intérêt immédiat d'Israël, qui s'estime directement

menacé par un régime ayant poursuivi sans répit la course aux armements conventionnels et non conventionnels. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a fait part de sa satisfaction et souhaité plein et rapide succès aux États-Unis et à leurs alliés.

Les ministres des affaires étrangères et de la défense, MM. David Lévy et Moshe Arens, en ont fait autant. Ils se sont entretenus dans la nuit de samedi à dimanche avec leurs homologues américains, MM. James Baker et Richard Cheney, et on se félicitait, à Jérusalem, qu'Israël ait été ainsi rapidement tenu au courant par les États-Unis. Dans cette période délicate des relations entre les deux pays, au moment où l'on peut penser que les États-Unis veulent voir l'État hébreu s'en tenir strictement à sa politique de retenue, c'est un détail de forme qui compte.

Le sentiment de soulagement et de satisfaction a voir enfin engagée l'épreuve décisive avec Saddam

Husseini était partagé d'un bord à l'autre de l'échiquier politique. « C'est une journée unique et historique », disait le travailliste Itzhak Rabin, nous voyons le début de la fin de Saddam Hussein, avec cette phase de la guerre qui doit mettre un terme au régime du pire mégalomane que la région ait connu depuis trente ans. Voilà le sentiment de tout Israélien. »

Incident

dans la vallée du Jourdain

N'était le permanent fond sonore des radios, poussé à plein volume à chaque bulletin d'information, la vie quotidienne était aussi « normale » que possible pour une population qui doit toujours déambuler le masque à gaz en bandoulière. A mesure qu'on approche le dénouement de la guerre, les autorités affirment craindre que Saddam Hussein ait recouru à l'arme chimique. La défense civile a multiplié les rappels à l'ordre, mais,

contrairement à ce qui avait été décidé lors de la première semaine du conflit, l'état d'urgence n'a pas été proclamé. Les écoles sont restées ouvertes et l'économie fonctionne comme à l'habitude.

Pourtant Israël est toujours dans la guerre. A l'aube du lundi 25 février - à 3 h 30 puis à 5 h 30 - une double attaque de missiles irakiens a été lancée sur le sud du pays. Armés de charges conventionnelles, les Scud - 39 et 39 tirés sur Israël - sont tombés sur une zone désertique. Samedi, à cinq minutes de l'expiration de l'ultimatum fixé par le président américain, le premier missile du week-end était venu s'écraser dans la « région centre », là encore sans faire ni victimes ni dégâts matériels. Ces attaques sont venues confirmer que Saddam Hussein entend toujours essayer d'entraîner Israël dans la guerre et « de fragiliser » la coalition.

Dans la matinée de dimanche, c'est dans la vallée du Jourdain qu'avait eu lieu un autre incident, lorsqu'une patrouille s'est retrouvée face à face avec un homme armé infiltré depuis la Jordanie. A la suite d'un échange de coups de feu, l'homme a été mortellement blessé après avoir tué un soldat israélien. Cet incident-là est venu rappeler que l'Irak peut aussi être tenté de provoquer Israël en incitant ses partisans en Jordanie à multiplier ce type d'incursion voire en faisant entrer une ou deux divisions sur le territoire du royaume hachémite.

Si plusieurs responsables, dont le Premier ministre, laissent entendre qu'ils ne voyaient pas de nécessité pour Israël, à ce stade, d'intervenir dans le conflit, les milieux officiels n'en rappellent pas moins que la politique de retenue est susceptible d'évolution. Ils faisaient remarquer que la coalition paraît aujourd'hui des plus solides, ce qui accroit le marge de manœuvre d'Israël. Certains ajoutent que pour participer activement à une « après-crise », qui sera dominée par les États-Unis, peut-être faudrait-il avoir participé à la guerre.

ALAIN FRACHON

YVES HELLER

Colère palestinienne

La Cisjordanie, où « Saddam » reste le héros, est de nouveau soumise à un strict couvre-feu

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Les enfants ont pu arriver à l'étranger dans cette rue de la vieille ville de Jérusalem. L'atmosphère n'avait pas été aussi tendue, ils ont aussitôt arrêté leurs jeux et se sont mis à danser, à chanter, à scander le nom de leur héros en battant des mains : « Saddam ! Saddam ! »

De quasiment toutes les échappées de la Cisjordanie arabe, une même voix venait couvrir, dimanche 24 février, le brouhaha de la rue : la voix du présentateur de la trêve pro-irakienne Radio-Amman commentant les combats dans le Golfe, quelques heures après le déclenchement de l'offensive terrestre des forces coalisées.

Mais l'animation de Jérusalem-Est contrastait avec la paralysie des territoires occupés. A peine ceux-ci avaient-ils timidement commencé, les jours précédents, à retrouver un semblant d'activité grâce à un certain allègement du couvre-feu (imposé depuis le 16 janvier), que les Palestiniens ont été replongés dans leur confinement. La plus grande partie de la Cisjordanie et du territoire de Gaza a été déclarée zone militaire, fermée et de nouveau soumise à un strict couvre-feu, dans la nuit de samedi à dimanche. Quelques milliers d'habitants de la région de Gaza ont, toutefois, été autorisés à aller travailler en Israël, dont l'économie a beaucoup souffert de l'absence d'ouvriers palestiniens au cours des premières semaines du conflit.

Les mesures prises par les autorités israéliennes - pour éviter que des manifestations ne viennent marquer le début de la phase terrestre de la guerre - sont intervenues alors que tous les observateurs ont noté un regain de tension dans les territoires occupés au cours du week-end. Samedi, un adolescent de quinze ans a été tué par un soldat près de Hébron (dans le sud de la Cisjordanie) alors qu'une patrouille était la cible de jets de pierres. Des bombes incendiaires ont, en outre, été lancées dans plusieurs localités ainsi qu'à Jérusalem-Est.

« Embraser la région l'Europe et le monde... »

Consternation, colère, mais aussi espoir étaient perceptibles dimanche matin chez nombre de Palestiniens, qui n'avaient pas de mots assez durs pour condamner les Américains : « Salauds ! », « Ils ne se battent pas pour le Koweït mais pour détruire l'Irak et le monde musulman ! ». Pour un habitant de Jérusalem-Est, « cette guerre n'est rien de plus que celle qui va éclater et qui va embraser la région. Tout le monde sera touché, y compris l'Europe ». « Saddam Hussein n'est pas fini », à cette profession de foi s'ajoutent des paroles de dénonciation pour les forces coalisées. « Plus de vingt pays s'y sont mis, et regardez ce qu'ils ont fait en plus d'un mois de bombarde-

ment. Ils n'ont fait que tuer des civils ! ». « Même s'ils (les coalisés) parviennent à tuer Saddam, ils ne vont pas arriver à éliminer 18 millions d'Irakiens. »

Le fossé apparaissait, dimanche, encore un peu plus manifeste entre Palestiniens et Israéliens. A la joie exprimée, une fois de plus, par les premiers au seizième tir de missile irakien sur Israël, dans la nuit de samedi à dimanche, répondait, le lendemain, la satisfaction affichée par les seconds à l'annonce des succès alliés au Koweït et en Irak. L'ancien ministre travailliste de la défense, M. Itzhak Rabin, s'est réjoui de la fin prochaine du président irakien - ce « mégalomane » -

ment. Ils n'ont fait que tuer des civils !

qu'annonce à ses yeux l'offensive terrestre contre les forces irakiennes. Mais, pour M. Hanna Siniora, rédacteur en chef du quotidien palestinien *El Fajr* et personnalité nationaliste modérée, « il est clair que l'Irak ne pouvait accepter l'ultimatum américain, il est en attente de l'honneur du peuple arabe et du peuple palestinien. »

Des manifestations d'hostilité de la part de Palestiniens à l'encontre des États-Unis et de l'Europe ont amené chancelleries et organisations internationales à multiplier les mesures de sécurité pour leur personnel dans les territoires occupés.

« Les troupes égyptiennes n'entreront pas en Irak »

déclare le président Mubarak

Le président égyptien, M. Hosni Mubarak, a affirmé, dimanche 24 février, que les troupes égyptiennes « n'entreront pas en Irak ». A l'issue d'une réunion avec le ministre de la défense et les commandants des diverses armées, le président a déclaré que « les forces égyptiennes avaient une mission bien déterminée : participer à la libération du Koweït ».

LE CAIRE

de notre correspondant

Répondant à un journaliste qui lui demandait s'il souhaitait le renversement du président irakien, le chef de l'État égyptien a déclaré : « Ce n'est pas à moi de prendre une telle décision, mais au peuple irakien ». Le rais a toutefois ajouté qu'il n'aurait plus de rapports avec le président irakien car « je ne pourrais jamais plus faire confiance à cet homme ».

Un éditorialiste du quotidien officiel *Al Ahras* a de son côté estimé que « Saddam était condamné à payer, tôt ou tard, le prix de sa défaite et que la meilleure solution consistait à le laisser aller vers sa chute inéluctable ». Au sujet de la participation égyptienne à l'offensive terrestre, une source militaire autorisée a déclaré que les forces égyptiennes avaient traversé la frontière saoudo-koweïtienne et avancé de plusieurs kilomètres sans rencontrer de résistance significative. Près de cinq cents officiers et soldats irakiens se sont rendus, ce qui veut dire, selon le porte-parole « qu'ils ne sont pas convaincus des objectifs poursuivis par leurs commandements militaire et politique ». Et le président Mubarak a posé la question : « Comment peut-il (Saddam) demander à ses soldats de se battre alors qu'ils manquent d'entraînement et qu'ils sont privés d'eau et de nourriture. C'est crimi-

nel ! On ne se constitue pas un leadership en tant que concluyants. » A propos de l'initiative soviétique jugée « insuffisante », le rais a rappelé que le président irakien avait rejeté durant six mois toutes les tentatives de règlement pacifique du conflit.

Manifestation à l'université du Caire

« La situation regrettable à laquelle on est parvenu est due à l'entêtement des dirigeants irakiens et à leur détermination à dénier la légitimité arabe, islamique et internationale », a de son côté déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid. L'Égypte avait soutenu l'ultimatum américain.

Abordant l'après-guerre, le chef de la diplomatie a affirmé que les mesures de sécurité dans la région « seront élaborées par les seuls États de la région ». Il a par ailleurs indiqué que Le Caire accueillait favorablement toute coopération entre l'Irak et un État de la région. Il a ajouté que Le Caire souhaitait avoir des rapports solides avec Téhéran.

Les Égyptiens ont accueilli avec calme l'annonce de l'offensive terrestre. La majorité d'entre eux semble pressée d'en finir « afin que l'on puisse s'occuper de nos propres affaires ». La crise du Golfe a paralysé le tourisme et réduit les virements bancaires des expatriés égyptiens, qui étaient les deux principales sources de devises (près de 6 milliards de dollars par an). L'engagement du Caire ne fait toutefois pas l'unanimité, comme en témoigne une manifestation, dimanche à l'université du Caire, qui a regroupé quelques centaines d'étudiants islamistes ou gauchistes.

ALEXANDRE BUCCIANTI

« L'Iran va poursuivre ses efforts de paix »

déclare le président Rafsanjani

Le président iranien Ali Akbar Hachémi Rafsanjani a affirmé, dimanche 24 février, le déclenchement de l'offensive terrestre contre l'Irak et affirmé que l'Iran va poursuivre ses efforts pour prévenir des développements tragiques dans la région. D'autre part, les forces iraniennes ont été placées en état d'alerte, a révélé le même jour le président du Parlement iranien, en visite au Pakistan.

Le président iranien, qui recevait dimanche à Téhéran le chef d'État libanais, M. Elias Hraoui, a déclaré que l'Iran, à l'instar de la coalition, « a fait beaucoup d'efforts pour convaincre l'Irak de se retirer du Koweït, mais malheureusement ils ont eu des résultats trop tardifs », a-t-il affirmé.

Les ministres des affaires étrangères de quatre pays du mouvement des non-alignés - Cuba, Inde, Iran et Yougoslavie - se sont réunis dimanche après-midi à Téhéran. Selon la radio iranienne, ils ont suspendu leur réunion après une heure et demie de discussions pour « prendre contact avec les dirigeants irakiens ».

Samedi soir, avant le déclenchement de l'offensive mais après l'expiration de l'ultimatum américain, M. Rafsanjani avait été informé par téléphone par M. Gorbatchev de l'absence de progrès dans les ultimes négociations que le président soviétique avait eues avec M. Bush et lui avait répondu, selon l'agence iranienne Irna, qu'il « afin d'éviter un bain de sang, l'Irak devrait faire preuve de bonne volonté et effectuer une démarche pratique en retirant ses troupes du Koweït pour mettre à nu les prétextes des États-Unis et de leurs alliés ». Au même moment, le Conseil

suprême de sécurité nationale, plus haute instance de décision politique en Iran, avait qualifié de « positive et importante » la récente position de l'Irak sur son retrait du Koweït et accusé le conseil de « esprit de corps des résolutions de l'ONU et d'attitude pacifique ».

Pour sa part, M. Velsayati, ministre iranien des affaires étrangères, avait déclaré samedi soir que l'Iran resterait neutre même en cas d'offensive terrestre, cette attitude n'étant susceptible de changer que si Israël traitait dans le conflit. En revanche, le vice-président du Parlement, M. Mohammad Hachémi, a accusé dimanche au Parlement « l'Amérique et la Grande-Bretagne, cette vieille hyène » d'être « entrées en guerre contre l'Irak » et le Conseil de sécurité de l'ONU d'« avoir manqué à ses obligations ».

A Sanaa, où quelque cent mille Yéménites ont manifesté dimanche pour soutenir l'Irak, le chef de l'État yéménite, le général Ali Abdallah Saleh, a vigoureusement condamné dimanche ce qu'il a appelé l'attaque de « la coalition impérialiste », tandis que le Conseil présidentiel et le Conseil consultatif appelaient « les peuples arabes et islamiques à assumer leurs responsabilités face à cette agression préméditée ». De même, le chef de la junte soudanaise, le général Al-Bachir, a affirmé dimanche à Tunis que l'objectif des États-Unis est « la destruction de l'Irak et non la libération du Koweït ».

Pour sa part, le président cubain Fidel Castro a accusé dimanche les États-Unis de vouloir « une boucherie et un massacre » plutôt qu'un règlement pacifique du conflit.

L'Inde a exprimé dimanche ses « profonds regrets » et critiqué la position de « certains membres du Conseil de sécurité de l'ONU ». En Europe, pratiquement tous les gouvernements ont soutenu les alliés de la coalition, que le chancelier Kohl notamment a assuré de son « soutien inébranlable ». En revanche, la Suède, la Finlande et la Suisse ont « regretté » le déclenchement de l'offensive. (AFP, Reuters.)

Les Jordaniens abasourdis

Le début de l'offensive terrestre contre les forces irakiennes au Koweït a fait à Amman l'effet d'une douche froide. Malgré l'ultimatum américain et l'accélération des préparatifs à la frontière saoudo-koweïtienne, les Jordaniens croyaient encore à une solution de compromis qui ferait l'économie d'une guerre dont l'une des principales victimes sera le royaume hachémite.

Les propos optimistes du roi Hussein, affirmant deux jours auparavant être plein d'espoir et entretenant « la fin du tunnel », avaient rassuré une bonne partie de la population en entretenant l'illusion qu'il existait encore de réelles chances de paix.

AMMAN

de notre envoyé spécial

Dès samedi soir, ravis à leurs postes de radio, les Jordaniens et surtout les Palestiniens des camps de réfugiés étaient à la recherche du moindre indice susceptible de confirmer l'existence d'un accord de dernière minute qui aurait constitué à leurs yeux une « victoire morale et politique » de l'Irak. Aussi leur déception avait-elle été particulièrement vive dimanche matin à leur réveil lorsqu'ils apprirent que « la guerre » - la vraie, cette fois-ci - avait commencé. Littéralement abasourdis par l'événement, la rue - contrairement à ce qu'on aurait pu croire - n'a pas réagi.

Seules quelques deux cents femmes obstinées, toujours les mêmes, qui avaient veillé samedi soir, à l'heure de l'expiration de l'ultimatum de M. Bush, devant les fenêtres de l'ambassade d'Irak, ont manifesté dimanche en fin d'après-midi devant la mission diplomatique des États-Unis en égrenant les habituels slogans : « Bush va-t'en ! », « Les bourreaux dehors ! », « Résiste, ô Saddam ! ».

Interrogés par les journalistes, Jordaniens et Palestiniens dissimulaient mal leurs sentiments de colère, d'impuissance et de frustration derrière un optimisme de commande. « Les Irakiens, nous en

sommes sûrs, vaincront, car Dieu est avec eux. » Une manière comme une autre de se remonter le moral. Et au fur et à mesure que la radio jordanienne et la télévision retransmettaient les communiqués triomphalistes de Radio-Bagdad affirmant que les « agresseurs (avaient) été vaincus en pièces et que l'attaque (avait) échoué devant la résistance héroïque des troupes irakiennes, qui (avaient) infligé de lourdes pertes à l'ennemi », l'inquiétude commençait à céder la place à une certaine euphorie.

Le gouvernement, pour sa part, n'a réagi qu'en début d'après-midi, condamnant en termes énergiques mais mesurés l'offensive des alliés, « lancée malgré les progrès accomplis par l'Irak frère et l'Union soviétique dans la voie d'un règlement de paix honorable et conforme à la légitimité internationale ». Le communiqué, lu à la radio par un porte-parole officiel, affirme que « la Jordanie, profondément désemparée par le peu de cas accordé par les alliés aux délibérations du Conseil de sécurité, invite l'organisme international à renouveler et à intensifier ses efforts pour imposer un cessez-le-feu ». « La Jordanie, qui dès la première heure de la crise s'est efforcée de sauver la région des conséquences catastrophiques d'une guerre destructrice, poursuit le communiqué, déplore que la situation ait dégénéré à ce point, dénonce cette agression, exprime la colère et l'indignation de son peuple, invite la communauté internationale à adopter une position ferme pour mettre fin aux combats. »

La « tromperie » de l'URSS

Selon le premier ministre, M. Moudar Badrane, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, qui a effectué un bref séjour samedi soir à Amman pour rendre compte de sa mission à Moscou (avant de regagner Bagdad par la route), a demandé à ses interlocuteurs jordaniens de poursuivre leurs efforts en vue d'un cessez-le-feu. Il aurait réitéré au cours de ces entretiens l'attente des dégâts infligés par l'aviation alliée. Il aurait notamment précisé qu'au cours des trois dernières semaines « plus de sept mille civils auraient péri à la suite des raids aériens effectués par les avions ennemis ». Ces bombardements, aurait-il précisé, ont réduit en cendres le palais présidentiel de Bagdad ainsi que le bâtiment du ministère de la défense et le palais des conférences, endommageant gravement tous les autres bâtiments gouvernementaux. Il aurait également ajouté qu'il n'existerait plus en Irak une seule usine demeurée intacte et que certaines d'entre elles avaient été bombardées à plusieurs reprises afin de s'assurer qu'elles ne fonctionnaient plus.

Dans les milieux officiels jordaniens, on se montre particulièrement inquiet des pertes infligées par ces bombardements à l'économie irakienne et à l'armée, dont la capacité de résistance, estime-t-on, a été substantiellement réduite. Ces mêmes milieux espèrent encore que la bataille terrestre va se poursuivre, mais arrivent difficilement à dissimuler leur anxiété, voire leur désarroi, devant la gravité de la situation militaire. En privé, plusieurs responsables critiquent l'intransigence du président Saddam Hussein, qui, selon eux, a raté à plusieurs reprises l'occasion de « sortir honorablement de l'ennemi dans laquelle son obstination l'a enfoncé ».

Des critiques sont également formulées contre le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, et même contre le souverain hachémite, auquel on reproche maintenant de s'être trop aligné sur Bagdad. De même, l'URSS, qui, il y a encore quelques jours, était félicitée pour son initiative de paix en faveur de Bagdad, ne trouve plus grâce aux yeux de certains, qui lui reprochent maintenant de ne pas vouloir aider l'Irak matériellement et militairement dans sa lutte contre les forces coalisées. C'est ainsi que le quotidien *Al Chaab* écrit que « l'URSS devrait maintenant appuyer ses prises de position verbales par des actes, ce qui pourrait mettre fin à la guerre ». Al Rai va même jusqu'à se demander si l'initiative soviétique ne faisait pas en fait partie d'une « tromperie américaine » et d'une manœuvre de « guerre psychologique » destinée à miner le moral des combattants irakiens.

JEAN GUEYRAS

كلنا من الأصل

[illegible][illegible]

**7,9 MILLIARDS DE FRANCS D'ENCAISSEMENTS.
PLUS DE 300 000 ENTREPRISES CLIENTES.
3 MILLIONS DE SALAIRES ET RETRAITES.
1 300 COLLABORATEURS DANS 45 VILLES EN FRANCE.**

* Salariés et anciens salariés.



LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions dans le monde après le déclenchement de l'offensive terrestre

Moscou : des regrets mais pas de condamnation

« L'instinct en faveur d'une solution militaire a fonctionné. » Cette phrase, qui ouvre la déclaration du gouvernement soviétique sur l'offensive terrestre publiée dimanche 24 février à la mi-journée, a donné le ton de la réaction à Moscou, celui pour le moins de la réprobation, puisque, officiellement et à l'usage de l'Occident en tout cas, il n'est pas question de « condamnation ».

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Seulement de « regret » que les Américains « aient laissé passer la chance réelle d'une issue pacifique au conflit qui aurait permis d'atteindre les buts définis par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, sans victimes ni destructions matérielles supplémentaires », ajoute la déclaration du gouvernement, rédigée, la première phrase une fois passée, en termes modérés et diplomatiques. Quelques heures plus tard, l'agence Tass donnait un premier commentaire, soit destiné à un autre public, soit émanant d'une autre puissance, agrémentant cette déclaration d'exagérés beaucoup plus durs pour les Américains, ou peut-être même pour M. Gorbatchev.

Selon cette déclaration, « les différences entre les formulations adoptées par l'Irak et celles proposées par une série de gouvernements n'étaient pas grandes et auraient pu être conciliées au Conseil de sécurité en un jour ou deux ». C'est-à-dire dans le délai que M. Mikhail Gorbatchev a proposé à M. George Bush - lors de son ultime appel téléphonique aux États-Unis, une heure avant l'offensive - pour repousser celle-ci. Le président soviétique, à qui ses multiples entretiens avec M. Bush n'auraient dû laisser aucun doute sur les intentions de ce dernier de lancer l'offensive, assis-il pour qu'il ne fût pas dit - en URSS, chez ses anciens alliés ou chez ceux dont il escompte qu'ils pourraient le devenir - qu'il n'avait pas tout essayé pour tenter d'éviter l'escalade américaine ?

Les inquiétudes de M. Jazov

La déclaration énumère les huit autres pays dont il a contacté les dirigeants le 23 février - Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne, Japon, Syrie, Égypte et Iran - ainsi que ses messages au Conseil de sécurité et ceux de ses collaborateurs aux pays arabes. A chacun, il était expliqué que les entretiens de M. Tarek Aziz à Moscou avaient abouti à une « situation qualitativement nouvelle » qui avait permis la paix. Et la déclaration conclut que, malgré le lancement de l'offensive, il n'est « pas trop tard » pour retourner au Conseil de sécurité.

L'ensemble de cette déclaration est parfaitement dans la ligne du long entretien de vendredi entre M. Bush et M. Gorbatchev, si l'on en croit du moins le compte rendu qu'en a fait la Pravda. M. Gorbatchev a alors affirmé qu'« aucune intempérie ne pourra influer à l'avenir sur le choix fait en faveur du développement de la coopération soviéto-américaine » et qu'il « comprenait la lourde charge supportée par le peuple américain pour réaliser la volonté de la communauté internationale en levant l'obstacle sur la voie menant à un monde nouveau représenté par l'invasion du Koweït ».

La Pravda ne cite que deux arguments dans la bouche de M. Gorbatchev pour défendre son plan : d'une part, le fait qu'il « espère » que M. Tarek Aziz « dit vrai » quand il lui affirme que, la direction à Bagdad ayant pris la décision de se retirer du Koweït, il en sera ainsi. D'autre part, que « la création d'un système de sécurité dans la région, dont la nécessité est maintenant largement reconnue et qui inclut une délimitation progressive, est une possibilité d'interpréter la fin de la guerre avec l'Irak comme une prime à l'agression ». En d'autres termes, qu'il ne va pas réarmer l'agresseur et que les États-Unis pourront le contrôler. Les arguments de M. Bush pour refuser son plan, toujours selon la Pravda, tournaient autour du sort des prisonniers, des réparations au Koweït et du délai trop long de retrait des troupes irakiennes.

Toutes ces civilités et visions responsables de l'avenir ne sont pas exactement ce qui a été mis en valeur par l'agence Tass dans son

commentaire diffusé dimanche soir. L'ultimatum des alliés y est qualifié de « pure excuse », pour camoufler « un désir des militaires américains d'achever les forces irakiennes ou de les obliger à se rendre, avec toutes leurs armes, à la merci de soldats américains victorieux... de détruire totalement le potentiel militaro-industriel de l'Irak, ainsi que ses structures d'Etat, afin d'assurer une position privilégiée aux États-Unis et à ses alliés dans les arrangements d'après-guerre ».

Le commentateur se réfère à la déclaration du porte-parole de la Maison Blanche, M. Filzwater, « révélateur » que les dates de l'offensive étaient fixées depuis deux semaines, une manière de suggérer que M. Gorbatchev a été trompé par M. Bush quand ce dernier le remerciait pour ses efforts de médiation et présentait des contre-propositions à ses plans. Le commentateur se réfère aussi aux propos tenus à Moscou par M. Rajiv Gandhi, qui a rencontré M. Gorbatchev lors d'une escale samedi à Moscou et a émis la crainte que la guerre du Golfe ne soit une menace pour l'indépendance de pays comme l'Inde, dans la mesure où « le vieux système international de sécurité se désagrége alors qu'aucun substitut adéquat ne lui a encore été trouvé ».

Cette appréciation se retrouve aussi dans la bouche du ministre de la défense, M. Dmitri Jazov, arrivé lundi à Budapest pour y signer la mort des structures militaires du

pacte de Varsovie. Avant son départ, le maréchal a déploré que, depuis la défection des anciens pays frères, il n'y ait plus parlé entre l'armement de l'OTAN et celui de l'URSS, mais des rapports de 1 à 1,5 ou de 1 à 2 selon les armes. Il s'est dit « très inquiet » des concessions unilatérales de l'URSS, d'autant plus que l'OTAN ne souhaite pas se dissoudre à l'exemple du pacte. Ses inquiétudes sont donc suscitées aussi par la baisse des crédits alloués en URSS à la recherche dans le domaine militaire, par les usines de tanks qui ferment, jetant les ouvriers à la rue, alors que « peut-être dans cinq ans, quand ça ira mieux, on leur dira de refaire des tanks ».

Une catégorie d'armes qu'il semble affecter particulièrement, en soulignant que les T-72 soviétiques utilisés par les Syriens dans le Golfe n'ont pas fait moins bien que les Abrams américains. Bref, comme un ministre de la défense responsable d'un pays dont M. James Baker a déclaré dimanche qu'il a « joué un rôle positif dans le Golfe depuis le 2 août » et « pourrait contribuer à la solution de certains problèmes de cette région », il pense à l'avenir. « L'URSS ne sera pas en guerre demain, après-demain ou dans un an. Mais nous ne devons pas être primés et vivre dans le présent. Il faut prévoir à quinze ou vingt ans. À juger par la dynamique qui se crée dans les relations entre États aujourd'hui, nous ne devons pas perdre notre vigilance », a-t-il dit.

SOPHIE SHIHAB

Londres : « Les jours qui viennent pourraient être plus difficiles »

a déclaré M. John Major

LONDRES

de notre correspondant

Les principaux responsables du pays se sont succédé, dimanche 24 février, à la télévision pour exprimer leur soutien aux troupes britanniques engagées dans l'offensive terrestre. L'opinion est plus que jamais convaincue du bien fondé de cette guerre : 85 % de la population approuve les opérations militaires, selon un sondage du Sunday Times. La proportion de Britanniques qui sont prêts à « accepter » un nombre important de soldats tués a encore augmenté et atteint 71 %. Neuf personnes interrogées sur dix estiment que M. Saddam Hussein devrait être jugé en justice.

M. John Major a, dans ces conditions, plutôt joué un ton au-dessus de la moyenne de ses compatriotes lorsqu'il a commenté dimanche le début des combats au sol. « C'est ce qu'on pouvait s'attendre, mais il convient d'être prudent. Nous n'en sommes qu'au tout premier stade de la campagne. Nous devons attendre et voir ce qui se passe sur une période plus longue. Les jours qui viennent pourraient être plus difficiles », a-t-il déclaré. Le premier ministre se trouvait à sa résidence de campagne de Chequers où il a passé le week-end.

M. Major venait de s'entretenir par téléphone pendant un quart d'heure avec le président Bush. Il a justifié le déclenchement de l'offensive, estimant que « les dirigeants irakiens

n'avaient à aucun moment été prêts à accepter intégralement les résolutions des Nations unies » et qu'il n'y avait, dans ces conditions, « aucune raison » de retarder l'assaut. L'intervention au sol était, selon lui, d'autant plus nécessaire que les Irakiens avaient entrepris de « détruire systématiquement Koweït-Ville », assassinant et enlevant ses habitants et avaient mis le feu à « plus de deux cents puits de pétrole ».

Le premier ministre a regretté de ne pouvoir donner aucune information précise sur le succès de l'offensive. Il s'est de nouveau adressé aux familles des soldats pour leur répéter que ceux-ci seraient rapatriés dès que cela serait possible. « Ce ne sera pas un long conflit, mais il sera peut-être acharné », a-t-il conclu.

La Reine

s'adresse à la nation

M. Neil Kinnock, malgré quelques voix dissidentes au sein de son parti, a apporté son soutien au gouvernement. Le leader travailliste a affirmé que M. Saddam Hussein avait rendu inévitable une guerre au sol. « Alors même que les Soviétiques s'efforçaient de trouver une solution, il lançait ses Scuds, brûlait les puits de pétrole et affichait sa détermination à ne pas appliquer les résolutions des Nations unies », a-t-il déclaré. Deux responsables de la gauche travailliste, M. Tony Benn et M. Clare Short, ont cependant regretté qu'on n'ait pas laissé plus de temps au plan de paix soviétique. La reine Elisabeth s'est exprimée

publiquement pour la première fois depuis le début du conflit. Dans une très courte allocution télévisée, elle a déclaré que les Britanniques pouvaient être « fiers à juste titre de leurs forces armées » et les a invités à prier « pour que leur succès soit aussi rapide que décisif et qu'il soit obtenu au prix le plus bas possible en vies humaines et en souffrances ».

Le consensus du pays s'est manifesté également par le nombre nettement plus important que d'habitude de Britanniques qui se sont rendus dimanche à l'église. Ils auraient été un tiers de plus qu'un dimanche ordinaire, selon le Times. Quelques centaines de musulmans ont, de leur côté, manifesté contre la guerre dans le centre de Londres. Ils ont défilé devant l'ambassade des États-Unis et celle d'Arabie saoudite portant une bannière qui proclamait « Saddam Hussein champion de l'islam ».

Tous les journaux britanniques consacrent lundi leur première page aux premiers succès de l'offensive terrestre de la coalition. Ils insistent sur la facilité apparente avec laquelle les forces alliées sont entrées au Koweït et en Irak et sur le nombre de prisonniers de guerre. Sandy Gall, un reporter de la chaîne de télévision ITN, décrit dans le Times l'assaut très rapide d'une colonne de blindés saoudiens qu'il a suivie au Koweït. Les obstacles au passage des chars avaient été détruits, les bunkers irakiens étaient déserts et les soldats irakiens eux-mêmes se rendaient sans difficulté aux Saoudiens.

D. Dh.

Alger estime que l'action des coalisés est en « contradiction totale » avec les objectifs fixés par l'ONU

Au Maghreb, seules l'Algérie et la Tunisie (voir ci-dessous) ont officiellement réagi, dimanche 24 février, pour dénoncer le déclenchement de l'offensive alliée contre l'Irak.

ALGER

de notre correspondant

Le ministère algérien des affaires étrangères a « condamné avec force », dimanche 24 février, le déclenchement de l'offensive alliée, qualifiée de « violation honteuse de la morale internationale ». « En contradiction totale avec les objectifs que le Conseil de sécurité s'est explicitement assignés ».

L'Irak avait accepté de quitter le Koweït, conformément à la résolution 660 des Nations unies, la paix était à portée de la main. Mais, si guerre il y a, c'est que les États-Unis l'ont voulu ainsi, devant leur déshonneur objectif : celui de soumettre un pays rebelle, qui porte bien haut les espoirs d'émancipation des Arabes. Vingt-quatre heures après le début de l'offensive terrestre, l'Algérie officielle - par la voix du président Chadli Bendjedid, venu à Hassi Messoudj célébrer l'anniversaire de la nationalisation du pétrole - comme l'Algérie des partis politiques et des médias se sont, dans l'ensemble, limitées à cette appréciation générale, comme si, avant tout autre commentaire, il était prudent de voir d'abord comment tournaient les combats.

La rue, elle aussi dans l'attente, a

gardé un calme inattendu, qui rendait superflue la présence des forces de police déployées devant les ambassades, les compagnies d'aviation ou les bureaux des sociétés étrangères susceptibles de servir de cibles aux manifestants.

Le black-out quasi étanche que maintiennent les forces de la coalition sur le déroulement des opérations, explique aussi la retenue des Algériens qui, démunis d'informations indiscutées, demeurent perplexes à l'écoute des communiqués de victoire de Radio-Bagdad et franchement sceptiques devant les nouvelles, jugées unanimement partiales, que donne la

Tunis exprime son « extrême réprobation »

A Tunis, nous rapporte notre correspondant Michel Duré, le gouvernement a exprimé, sa « grande déception » et son « extrême réprobation » et réaffirmé « la totale solidarité de la Tunisie avec le peuple irakien frère, qui fait l'objet d'une entreprise de destruction globale, continue, de ses potentialités humaines et matérielles ». Le comité exécutif de l'O.L.P. réuni dimanche dans la capitale tunisienne, considère que le déclenchement de l'offensive terrestre est « la preuve du rejet, par les pays de la coalition, de toute solution politique à la crise du Golfe » et constitue « une violation » des résolutions du Conseil de

la télévision française. « Cette guerre est le conflit le plus couvert et le plus opaque », remarquait un diplomate algérien.

Algérie presse service (APS), l'agence officielle algérienne, citant Radio-Bagdad, a ainsi fait état de « pertes alliées très élevées », avec, notamment, « l'anéantissement » d'unités de parachutistes tombées derrière les lignes irakiennes et la reddition « d'un grand nombre de soldats égyptiens (...) en pleurs et qui se sont déclarés honteux et ont fait part de leur regret d'avoir été mêlés à cette bataille déshonorante contre leurs frères ».

La sécurité que l'Irak avait pourtant acceptée, dans le cadre de l'initiative soviétique.

Le président soudanais, le général El Béhir, en visite à Tunis, a déploré l'engagement des combats terrestres, estimant toutefois qu'ils ne devraient pas empêcher la poursuite des efforts arabes en vue d'une solution politique du conflit.

Au Maroc, la radio d'Etat s'est contentée de diffuser, sans commentaire, le discours du président Bush, exprimant le déclinement de l'offensive terrestre et l'allocation du président Saddam Hussein exhortant ses soldats à combattre. La presse nationale, mise en vente avant que ne soit connu le lancement de l'offensive, s'en est pris,

L'envoyé spécial de l'agence a, quant à lui, vu les habitants de Bagdad, « prêts au sacrifice suprême », sortir dans la rue pour apporter « comme jamais, un soutien total à leur leader [et] marquer leur détermination à mourir dans la dignité pour l'Irak ». L'héroïsme de telles descriptions risque pourtant de produire l'effet inverse de celui qui est recherché, de nombreux lecteurs pouvant remarquer que, si l'on parle déjà de mourir, même avec panache, c'est que la situation n'est guère excellente. Pour sa part, Radio-Alger en langue française a laissé entendre, par la voix de son envoyée spéciale à Bagdad, que

les populations de la capitale irakienne n'étaient nullement rassurées. Sourdement, le spectre de la défaite et de l'humiliation de 1967, lorsque des dizaines de milliers de soldats égyptiens s'étaient débandés, pèsent sur les esprits. Certes les soldats irakiens, qui tiennent stoïquement depuis quarante jours sous un déluge de feu, donnent à penser que l'affaire, cette fois, sera moins expéditive. « Si l'Irak tient une semaine, l'honneur sera sauvé », commentait, quelques heures après le début de l'attaque terrestre, un responsable palestinien.

Circonspects sur le plan militaire, les responsables algériens semblent, en revanche, avoir déjà tiré quelques leçons politiques pour l'après-guerre.

En Mauritanie, le gouvernement a annoncé, dimanche, la fermeture des établissements scolaires et universitaires de Nouakchott jusqu'au 3 mars, afin de prévenir d'éventuels incidents. C'est la seconde fois, depuis janvier, qu'une telle mesure est prise. La communauté française - dont tous les membres qui s'étaient réfugiés sur les jardins de l'ambassade ont regagné leur domicile - a reçu la consigne de limiter ses déplacements au strict nécessaire.

Appel à un...

En Mauritanie, le gouvernement a annoncé, dimanche, la fermeture des établissements scolaires et universitaires de Nouakchott jusqu'au 3 mars, afin de prévenir d'éventuels incidents. C'est la seconde fois, depuis janvier, qu'une telle mesure est prise. La communauté française - dont tous les membres qui s'étaient réfugiés sur les jardins de l'ambassade ont regagné leur domicile - a reçu la consigne de limiter ses déplacements au strict nécessaire.

Concrètement, l'Algérie devrait vraisemblablement quitter l'organisation de la Ligue arabe, il est vrai bien malade, et se replier sur l'Union du Maghreb arabe (UMA) dont les cinq membres, divisés lors de l'invasion du Koweït ont, depuis, sensiblement renforcé leurs liens et leur analyse de la crise.

GEORGES MARION

Pékin appelle les alliés à la « retenue »

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine, pratiquement à l'unisson de Moscou, a exprimé ses « profonds regrets pour cette escalade dans la guerre du Golfe », se gardant de condamner formellement les États-Unis et leurs alliés mais formulant une nouvelle fois l'espoir qu'une solution pacifique puisse intervenir « à une date proche ». Le porte-parole du ministère des affaires étrangères avait attendu que l'Union soviétique ait fait connaître sa position, dimanche, avant de faire diffuser ce communiqué par l'agence Chine nouvelle.

Pékin a noté que l'attaque alliée avait eu lieu alors que « les espoirs d'un règlement pacifique s'étaient récemment accrues », allusion au plan soviéto-irakien de retrait auquel les Chinois avaient apporté quelque crédit, sans pour autant appeler explicitement à un cessez-le-feu.

De manière quelque peu surréaliste, le porte-parole a réitéré le rituel appel chinois aux belligérants à

« adopter une approche faite de retenue, de manière à prévenir de plus grandes et irréversibles pertes ». Tout au long des journées ayant précédé l'attaque terrestre, le gouvernement chinois avait montré, par ses déclarations dépeçées par l'actualité avant même d'être diffusées, à quel point il se trouvait à la remorque des événements.

C'est un peu le reproche qu'a formulé à son intention le président iranien, M. Hashemi Rafsanjani, en recevant quelques heures avant l'attaque le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Yang Fuchang. « En tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la Chine devrait jouer un rôle important » dans la recherche d'une solution à la crise, a dit le chef de l'Etat iranien, cité par Chine nouvelle.

M. Yang lui a retourné le compliment, une manière pour lui de dédier l'office : « Nous avons constaté avec plaisir que l'Iran jouait un rôle important dans la recherche de la solution, ce que Pékin apprécie », a-t-il

précisé. En termes diplomatiques, cela signifie que les Chinois entendent se borner à leur attentisme prudent, en attendant que des initiatives de paix à contre-temps.

Pour la première fois depuis le début de la guerre arabe, l'actualité du Golfe a refait surface en « une » du Quotidien du peuple, l'organe du PC chinois. Ce fait est en soi surprenant : la direction du journal nous avait assuré voici deux semaines qu'il n'était pas question d'entamer à nouveau le sacro-saint monopole de l'actualité intérieure à la première page du journal dans l'éventualité d'une attaque terrestre contre l'Irak.

Cette marche arrière apparaît comme une concession au public chinois, dont l'intérêt énorme pour la guerre est directement proportionnel à l'obésité du pouvoir à accorder, dans ses médias, la priorité absolue à la redéfinition économique et à la stabilité sociale.

FRANCIS DERON

Tokyo : soutien total et « naturel » aux alliés

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon a réaffirmé, dimanche 24 février, son soutien total à la coalition anti-irakienne. Au cours d'une conférence de presse, le porte-parole du gouvernement a précisé que son pays maintiendrait ce soutien même si la force multinationale était amenée à poursuivre son offensive en territoire irakien afin de restaurer la paix au Koweït. Lors d'un entretien téléphonique, le président Bush a exprimé sa gratitude à M. Kaifu pour ce soutien.

Le ministre des affaires étrangères, M. Nakayama, a pour sa part déclaré que la contribution de 9 milliards de dollars promise à titre de soutien à la force multinationale sera versée dès qu'elle aura été approuvée par le Parlement ; le parti boudhaïste Komeito ayant désormais donné son accord, il ne

s'agit plus que d'une question de jours. M. Nakayama a ajouté que le Japon entendait faire tout son possible pour aider à l'évacuation des victimes de cette offensive terrestre, y compris par l'envoi d'appareils militaires. Des manifestations pacifistes, de faible ampleur, ont eu lieu tout au long de la journée de dimanche, notamment devant l'ambassade américaine à Tokyo.

La presse rend en général l'Irak responsable de cette nouvelle escalade dans la guerre. Le Yomiuri, de tonalité conservatrice, écrit que, compte tenu de la situation, le soutien japonais est « naturel ». Dans un communiqué, le PCJ souligne pour sa part que « l'obstacle majeur à une solution dans ce conflit est l'attitude de l'Irak. Le gouvernement Hussein doit cesser d'attaquer telle ou telle condition à un retrait du Koweït, qui doit être complet et irréversible ».

Ph. P.

هنا من اذلال

LA C

Un black-out

Appel à un...

Manifestations en Es

2015

LA GUERRE DU GOLFE

La couverture médiatique des opérations

Un black-out progressivement assoupli

Aux premières heures de l'offensive terrestre, M. Richard Cheney a proclamé un black-out total sur l'information. Le secrétaire d'Etat américain à la défense, invoquant la sécurité des troupes alliées et la nécessité de ne pas informer l'ennemi, annonçait la suppression des points de presse militaires en Arabie saoudite comme à Washington, ainsi que la suspension des retransmissions d'images par les pools de reporters. Les

autres pays de la coalition ont appliqué aussitôt la même censure totale sur l'information, et les journalistes se sont vus privés des conférences de presse tenues quotidiennement par les responsables militaires américains, français, britanniques et saoudiens.

Ce black-out a provoqué les protestations nombreuses des envoyés spéciaux. « Pour moi, c'est un fait sans précédent affirmait ainsi M. Richard Pyle, journaliste de

l'agence Associated Press, ancien correspondant de guerre au Vietnam. « Nous comprenons parfaitement qu'ils doivent être prudents pour la sécurité des soldats, estimait M. Rick Salinger, correspondant de CNN, mais imposer un black-out total ne semblait pas nécessaire ». La mesure a toutefois été rapidement assouplie. Dès dimanche, le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef de l'opération « Tempête du

désert », tenait une courte conférence de presse. Dans la soirée, les premières images, filmées par la chaîne britannique ITN et diffusées par la censure américaine à Ryad, circulaient dans les télévisions. Lundi 25 février, dans la matinée, Américains, Saoudiens et Britanniques décidaient de reprendre dans l'après-midi leurs points de presse à Ryad. Au même moment, les autorités françaises n'avaient pas encore fait connaître leurs intentions.

Entre la rue et le désert

Sous les bombardements alliés, le spectacle de la guerre était clinique. Aseptisé. Avec l'offensive terrestre, il risquait d'être sale, accompagné de son cortège de morts et de blessés. Pour vingt-quatre heures, il est resté propre. Images distillées au compte-gouttes des nuages de sable soulevés par des centaines de tanks fonçant dans le désert et des « orgues de Bush » pilonnant les tranchées irakiennes désertées. Le malheur de la guerre, seules les caméras de l'agence britannique ITN l'ont saisi dans les yeux des premiers prisonniers tombés aux mains des soldats saoudiens. De rares images montrées à satiété par les télévisions du monde entier.

Concurrentes pour annoncer cette phase décisive de « Tempête du désert » - aux Etats-Unis, CBS et NBC se dispu-

tent même le prestige d'avoir été les premiers - les chaînes ont bien été contraintes de se rendre à l'évidence. Le « black-out » imposé par le commandement allié était respecté. De quoi réfréner l'ardeur des rédactions à occuper l'antenne comme aux premiers jours du conflit. Pour d'une nouvelle fuite des publicitaires ? Crainte d'une lassitude des téléspectateurs ? Feuilletons et téléfilms n'ont, cette fois, pas été bannis de l'antenne. Aux Etats-Unis, la guerre est restée cantonnée dans les émissions d'information. En France, les émissions spéciales de l'aube et de la matinée du dimanche ont cédé le pas à Jacques Martin ou au tiercé dominical, la Cinq multipliant toutefois les bulletins et les plateaux de commentaires. Avec, parfois, des transitions délicates. « Une nouvelle histoire d'hommes

dans l'enfer du Vietnam vous attend de l'autre côté des pubs », susurre la speakerine de la chaîne.

Précautions d'usage

Experts, généraux et commentateurs gardent quand même droit de cité. Le doigt pointé sur les cartes fléchées, ils parodient parfois le « Vrai-faux Journal » de France-Inter et son reporter « Jean Salsrien » qui avoue : « Je n'en sais pas plus ! ». Faut-il de quoi, on fait parler la rue, ces « micro-trottoirs » que Guillaume Durand qualifie de « pas franchement scientifiques ». Algériens de Belleville, Koweïtiens en exil...

A Bagdad aussi, les envoyés spéciaux rendent compte des réactions populaires. Martine Laroche-Joubert décrit sur A 2

l'animation des souks ; l'Irakien moyen - calme, si l'on en croit l'information soumise à la censure - reste l'oreille collée au transistor ; CNN le montre jouant aux dominos. La chaîne américaine diffuse l'intégralité de l'intervention du président François Mitterrand. Comme ses consœurs françaises.

Une fois quitté l'Elysée, celles-ci ne renouent avec la guerre du Golfe qu'après le film du dimanche soir. Les reporters sur le terrain ont fait leur travail. Les images arrivent. Mais la prudence reste. Si le nombre des prisonniers fluctue de 5 500 à 35 000 puis 85 000 suivant les sources, les présentateurs n'omettent jamais les précautions d'usage. Et reconnaissent leurs incertitudes. La guerre à la télévision restait dimanche soir aussi mystérieuse que « propre ». M. C. I. et P.-A. G.

L'action des pacifistes en France et dans le monde

Appel à un rassemblement unitaire à Paris

Plusieurs organisations pacifistes, notamment l'Appel des 75, le comité Maintenant la paix - qui regroupe les Verts, l'Alternative rouge et verte, les communistes « reconstructeurs » et « rénovateurs » - le Mouvement de la paix, proche du PCF, le Forum pour une paix juste et globale au Moyen-Orient, l'Appel des 30, ont appelé à manifester, lundi 25 février, à 18 h 30, place de la République, à Paris, pour protester contre la guerre du Golfe.

« L'opération terrestre vient d'être décidée au mépris de la volonté des peuples et des efforts pour trouver une solution négociée. Des milliers de vies humaines vont encore être délibérément sacrifiées dans une guerre que rien ne justifie », a déclaré M. Denis Langlois, porte-parole de l'Appel des 75, en exhortant à « agir pour imposer un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt du massacre ».

Le PCF et la CGT ont annoncé leur participation à cette manifestation qui a été autorisée par la préfecture de police de Paris à condition que le rassemblement prévu ne soit pas suivi d'un défilé. Dans un communiqué, le bureau politique du PCF a appelé « tous

les pacifistes, les socialistes, les croyants, les Verts, les gaullistes, toutes celles et tous ceux qui s'opposent à la guerre, à se rassembler le plus largement dans leur diversité afin d'exprimer leur exigence de paix, leur volonté de voir la négociation et la raison l'emporter ».

Dès samedi 23 février, à l'appel de Maintenant la paix, du Forum pour une paix juste et globale au Moyen-Orient et des Verts, quelques dizaines de pacifistes s'étaient rassemblés place René-Cassin (prix Nobel de la paix) à Paris, pour demander l'instauration d'un cessez-le-feu dans le Golfe. Le même jour, trois mille personnes environ avaient manifesté deux heures durant dans les rues de Mont-de-Marsan (Landes), à l'appel du Collectif landais pour l'arrêt immédiat de la guerre. Une trentaine de personnes qui voulaient manifester devant la base aérienne de Mont-de-Marsan, où sont stationnés des appareils américains KC-135 chargés de ravitailler les B-52 en mission pour le Golfe, ont été dispersées par les forces de l'ordre. Enfin, deux cents manifestants se sont rassemblés, samedi 23 février, à Castres et à Carmaux, dans le Tarn, au pied de la statue de Jean Jaurès.

Manifestations en Espagne

Des manifestations contre la guerre, souvent peu suivies, ont eu lieu dimanche 24 février, à la suite du déclenchement de l'offensive terrestre au Koweït.

En Europe, les manifestations les plus importantes ont été organisées en Espagne, où cinquante mille personnes ont défilé dimanche dans les rues de Madrid et de Barcelone en demandant l'arrêt immédiat des hostilités. Dans la capitale espagnole, les vingt-cinq mille manifestants, qui avaient répondu à l'appel du mouvement pacifiste « Plateforme contre la guerre », ont exigé l'examen du plan de paix soviétique en scandant « Non à la guerre ». A Barcelone, environ vingt-cinq mille manifestants ont formé une chaîne humaine de vingt kilomètres de long à travers le centre-ville. De petits rassemblements ont également eu lieu à Tarragone, près de Barcelone, et à Valadolid, dans le nord du pays.

En Grande-Bretagne, cinq cents musulmans ont défilé dans le centre de Londres dimanche à l'appel

du Front islamique international en demandant le retrait des troupes alliées. Les manifestants, qui portaient des banderoles proclamant « Saddam Hussein est le champion de l'Islam », se sont rendus devant les ambassades d'Arabie Saoudite et des Etats-Unis aux cris de « Mort à Bush ». Tous ont refusé d'adresser la parole aux journalistes présents.

Enfin, aux Etats-Unis, des gestes symboliques en faveur de la paix ont eu lieu, notamment en Californie où des manifestants anti-guerre ont recouvert le « O » du « Hollywood » inscrit sur l'immense pancarte qui surplombe ce quartier, à Los Angeles, par un drapeau de plus de 15 mètres portant un symbole de la paix. « Cette pancarte de Hollywood est le symbole universel des valeurs exportées par l'Amérique dans le monde entier », ont expliqué les manifestants. Des banderoles dénonçant « la guerre du pétrole » avaient déjà été accrochées à ce panneau le 21 septembre dernier. - (AFP, AP, Reuters)

Une bataille perdue

par Alain Rollat

Le pacifisme est infiniment honorable. Ceux qui le professent sont extrêmement respectables. Mais, depuis que le monde est monde, si les pacifistes ont parfois infléchi le cours des guerres, ils ne les ont jamais empêchées. La guerre du Golfe n'aura pas fait exception à cette fatalité.

La valeur des arguments avancés pour justifier les objections de conscience n'est pourtant pas en cause. Si l'on en fait peu de cas, en France, comme dans les autres pays occidentaux, ainsi que l'indiquent les enquêtes d'opinion, cela tient tout simplement au fait qu'au regard des références au droit et à la morale mises en avant par les partisans de la paix à outrance, la cause de M. Saddam Hussein était devenue absolument indéfendable.

Certains pacifistes peuvent trouver mille raisons d'abandonner dans le sens de M. Roger Garaudy, philosophe communiste converti à l'islam, qui ne s'embarrasse pas de nuances pour exposer, cette semaine, dans l'hebdomadaire *Révolution*, que la guerre du Golfe n'est qu'une « guerre coloniale », voulue par M. George Bush à des fins impérialistes, conduite sous la pression du « sionisme politique » et visant à la « destruction massive » de l'Irak sous le regard d'une ONU « devenue la chambre d'enregistrement des Etats-Unis ». On n'en trouvera aucune pour

contre la réflexion lucide faite au cours de la dernière réunion du comité central du Parti communiste par un autre pacifiste, M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône et directeur de *Révolution* : « Dans cette région du monde où tant de droits sont bafoués, où il y a tant d'injustices dans la répartition des richesses, où la guerre frappe désormais avec une insupportable barbarie, on peut comprendre l'humiliation, la colère, la révolte des peuples arabes. Mais ce n'est pas en s'arrogant le droit d'annexer un Etat souverain (comme l'a fait l'Irak) qu'on peut favoriser la solution de ces problèmes, progresser vers un monde où le fort ne prime plus sur le faible, où avançant la justice et le droit des peuples. »

On peut aussi, à l'inverse, parler de « guerre du droit », comme le fait aujourd'hui le Parti socialiste, en espérant que la guerre du Golfe marquera vraiment, si l'URSS ne change pas de cap, l'avènement d'un « ordre international » plus

équitable que le précédent et que M. Mitterrand ne cesse d'appeler de ses vœux.

Cette idée est trop belle pour être assassinée. Mais la meilleure façon de la soutenir est de ne pas se duper soi-même, donc de se souvenir que l'histoire est jalonnée de guerres proclamées « justes » par ceux qui firent souvent s'écarter les générations suivantes.

Et la seule façon de faire avancer est d'admettre, d'une part, que les thèses pacifistes ne manquent pas de pertinence lorsqu'elles dénoncent l'existence d'un droit à deux vitesses devant une situation qui voit les chantages de ce nouvel ordre mondial se battre aux côtés de dictateurs pour en abuser une autre, et, d'autre part, que M. Jean-Pierre Chevènement n'a pas forcément tort contre M. François Mitterrand lorsqu'il souligne le danger, à terme, pour les intérêts français, de la « volonté hégémonique » des Etats-Unis.

Gagner l'après-guerre

Il en résulte que les pacifistes, qui ont perdu la bataille du Golfe, peuvent encore prétendre gagner l'après-guerre à condition, aussi paradoxal que cela paraît, d'encourager... M. Mitterrand. Car s'il existe aujourd'hui entre le président de la République et ses censeurs des divergences qui paraissent irréductibles, il n'en est pas moins vrai que les objectifs diplomatiques réaffirmés par M. Mitterrand, dimanche soir 24 février, rejoignent totalement les préoccupations des pacifistes.

Quand M. Mitterrand répète que la France s'emploiera à faire prévaloir « l'équité » dans le traitement global des autres dossiers du Moyen-Orient, en donnant la priorité au sort des Palestiniens et à celui des Libanais, et qu'elle le fera en continuant, au besoin, à se démarquer des Etats-Unis, on peut, certes, douter de sa capacité à y parvenir. Mais s'il en tirait prétexte pour ne pas agir dans le même sens, les pacifistes ne tomberaient-ils pas demain dans les mêmes contradictions que celles qu'ils reprochent aujourd'hui au président de la République ?

ALAIN COTTA

« Un livre plein de tonus »



ALAIN COTTA

LE CAPITALISME DANS TOUS SES ETATS

192 p.
79 F

« On aime ce livre court, écrit d'un trait, lu de même. Il emporte la conviction. Mais il laisse une traînée de trouble. Le visage triomphant du capitalisme - notre visage - est quelque peu hideux, essoufflé et marqué de taches. Conquérant, médiatique, spéculatif, corrompu, apolitique : cinq qualificatifs « chocs », et autant de chapitres qui traduisent la fascination de l'auteur pour le système, fascination contagieuse, comme l'était celle des auteurs du Manifeste pour l'orgueilleuse bourgeoisie. Le rythme du livre évoque le Manifeste. » Bernard Maris, *Le Monde*

« Ce que j'ai aimé dans ce livre, comme souvent chez Alain Cotta, c'est la très grande force de conviction qu'il recèle et qui entraîne presque nécessairement le lecteur à se sentir en quelque sorte saisi par les vues et les certitudes de l'auteur... C'est paradoxalement l'évocation des nouveaux enjeux, pourtant pas des plus simples, qui peut tempérer l'apparente noirceur des conclusions d'Alain Cotta : celles-ci ne sont en réalité délibérément pessimistes que pour nous pousser, si l'on peut dire, à « relancer le jeu ». Et c'est à quoi chacun de nous, à la fin de cette lecture, ne peut qu'avoir envie de s'employer. » Gérard Worms, *Lu*

FAYARD

LA GUERRE DU GOLFE

L'entretien télévisé du président de la République

« L'ordre donné aux armées c'est de libérer le Koweït, pas d'attaquer l'Irak »

réaffirme M. Mitterrand

Voici les principaux extraits de l'entretien télévisé accordé, dimanche 24 février, par M. Mitterrand.

« Que pouvez-vous nous dire sur ce qui se passe pour les forces des alliés ce soir ? »

« Je ne peux rien vous dire, vous le comprenez très aisément j'en suis sûr, qui pourrait nuire aux secrets nécessaires à une avancée militaire sur le terrain face à l'adversaire que nous informons. Cependant je peux confirmer les propos qui ont été tenus aux téléspectateurs par le général Roquejeoffre qui commande l'opération française là-bas, l'opération « Daguet », et qui de son côté indiquait que l'avance française était d'au moins 50 kilomètres sur ce territoire où il se trouve ; et que l'ensemble des autres forces, spécialement celles qui se trouvent au sud, s'étaient dirigées vers Koweït-City, la capitale du Koweït, avaient dépassé par sa rapidité les prévisions, c'est-à-dire qu'elles se trouvent en bonne position pour les heures et les jours qui suivent.

« Avez-vous l'impression que ça se passe mieux que prévu ou moins bien ? »

« Mieux que prévu puisque cela va plus vite et avec moins d'obstacles que nous ne l'imaginions, ce qui ne préjuge pas bien entendu l'avenir des prochains jours.

« (...) C'est vrai qu'au vu de cette journée, un blessé léger, par le fait d'une mine, c'est un résultat inespéré car, dans une opération de cette rudesse et de cette cruauté, on pourrait craindre d'autres pertes. Tout cela, je le répète, sans préjuger la suite, à laquelle il faut se préparer.

« Est-ce que les troupes alliées sont entrées dans la ville de Koweït ? Est-ce qu'elles la contrôlent ? »

« Là, vous m'en demandez trop. Mais si elles étaient dans la ville de Koweït, on le saurait, vous le sauriez déjà.

« Comment peut-on expliquer cette percée rapide de 50 kilomètres dans une journée ? »

« Cela doit être le résultat du mois qui a précédé les événements d'aujourd'hui, c'est-à-dire l'action aérienne. Peut-être est-ce aussi une baisse du moral de la troupe adverse. Les soldats irakiens sont des gens courageux et exercez-rien ne doit être dit qui puisse laisser penser qu'ils auraient été en la circonstance de mauvais soldats - mais ils sont coupés de leurs bases, leurs liaisons sont mauvaises et ils n'ont pas toujours le ravitaillement qui convient ; grâce au travail de ces dernières semaines. De ce fait, on peut comprendre qu'ils soient peut-être un peu, voire très désorganisés.

« On dit communément que le noyau dur de l'armée irakienne, c'est la garde républicaine. Est-ce que les forces alliées ont déjà rencontré cette garde républicaine ? »

« Pas encore. Elle ne se trouve pas située dans la zone où, pendant les premiers jours de combat, se déroule l'action.

« Si Saddam Hussein, et c'est apparemment le cas, n'accepte pas un arrêt des combats, jusqu'où iront les troupes alliées ? »

« Le Koweït n'est pas dans la direction de Bagdad »

« Il y a un objectif, il n'y en a pas deux. C'est de pénétrer sur le territoire du Koweït, et, naturellement, de toutes les manières, de front et par des manœuvres enveloppantes, ce qui exige que l'on passe par le territoire irakien, comme le font certaines troupes. Et non pas dans l'objectif d'attaquer l'Irak. Il y a la nécessité d'attendre les troupes irakiennes qui se trouvent au Koweït ou celles qui, en Irak, se dirigeraient pour porter secours à leurs camarades de combat.

« Si, une fois défaits ces armées qui se trouvent au Koweït, Saddam Hussein continue le combat, les troupes alliées ne sont-elles pas amenées à aller plus loin ? »

« Elles pourraient y être amenées, mais telle n'est pas l'intention de la France, de ses alliés, et tel n'est pas le mandat des Nations unies.

« Elles pourraient aller plus loin alors ? »

« Je croyais avoir dit le contraire. Il y a des troupes qui sont à l'heure actuelle en Irak pour la lutte contre les armées irakiennes qui protègent ou bien qui vont et viennent afin d'assurer la bataille. Cela est nécessaire et chacun le comprend. Si l'on veut tourner le dispositif le plus fort et le plus dangereux pour nos troupes, c'est bien de passer à côté. Mais l'objectif n'est pas du tout le territoire irakien. L'objectif n'est pas Bagdad, pour parler simplement.

« Ce n'est pas l'objectif, mais si la bataille continue ? »

« Je vous répète que l'ordre donné aux armées, c'est de libérer le Koweït. Le Koweït n'est pas dans la direction de Bagdad.

« Monsieur le Président, certains, aux Etats-Unis, estiment que l'on ne pourra pas établir une paix durable dans la région si Saddam Hussein reste au pouvoir. Qu'en pensez-vous ? »

« L'opinion est libre. Et tout ce qu'a accompli Saddam Hussein au cours de ces années, et surtout au cours de ces derniers mois, laisse beaucoup d'inquiétude. On ne voit pas comment il se corrigerait. Mais,

je le répète, notre objectif est simple, je ne vais pas le répéter, tout le monde l'a compris.

« Seulement, il faut bien comprendre qu'une guerre perdue, des pertes très lourdes, une destruction de fait, des réserves, des communications, des moyens militaires de l'Irak dans cette bataille voulue par Saddam Hussein - car, après tout, le Koweït, il n'était pas obligé d'aller le conquérir - c'est cela, l'objet même du litige, cela dure depuis le 2 août de l'année dernière. Je pense que cette situation-là créerait des rapports de force nouveaux à l'intérieur de ce pays, et que l'autorité politique, morale n'en parlons pas, et militaire de Saddam Hussein serait gravement atteinte. Mais c'est un effet indirect de la bataille que nous menons.

« Beaucoup de gens se demandent si l'on n'a pas laissé passer une chance : une chance de paix, une chance d'éviter cette bataille terrestre, une chance qui s'appellerait « propositions soviéto-irakiennes » ? »

« C'est une question, en effet, qui exige une réponse. Parce que l'opinion publique internationale fait bien de s'interroger là-dessus. Voyez-vous, l'Union soviétique a voté avec nous, depuis le 2 août, toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Douze résolutions, nous avons donc été en harmonie constante, rien ne nous a séparés. Certes nous avons adopté, nous, une attitude active. Nous sommes dans le combat militaire. L'Union soviétique n'y est pas. Et cela ne suppose pas forcément une divergence d'appréciation. J'ai entretenu avec M. Gorbatchev des relations permanentes depuis le 2 août.

« Hier encore nous avons parlé ensemble trois quarts d'heure au téléphone, vers 13 heures. On ne peut donc pas dire qu'il y a différend ou qu'il y a eu différend entre nous, là-dessus. Il a estimé nécessaire, et sur ce plan-là je ne peux que l'approuver, de chercher une autre chance pour éviter la guerre, et d'user de l'influence dont il peut disposer auprès des autorités irakiennes pour les amener sur un plan qui serait plus acceptable que les propositions dont vous vous souvenez à quel point elles étaient insensées.

« J'ai approuvé cette démarche, je l'en ai remercié. C'est un plan qui nous a été soumis et sur lequel j'ai fait remarquer - mais je n'ai pas été le seul, d'autres chefs d'Etat ont été mêlés à cette discussion - qu'il n'était pas assez précis sur quelques points, mais sur quelques points majeurs. Tenez, je vais simplement vous donner un exemple : le délai d'évacuation du Koweït, pour peu que M. Saddam Hussein en fût d'ac-

cord : en combien de temps les troupes irakiennes évacueraient-elles le Koweït ? Je le répète, discussion majeure ; à l'origine, certains coallisés disaient quatre jours, la France a proposé une semaine.

« Nous avions le devoir moral, politique et militaire d'arrêter là »

« Et sa proposition a été retenue, dites-vous ? »

« Il faut le dire, une semaine, qu'est-ce que cela représente ? Les irakiens sont venus et ont conquis le Koweït en deux jours ; ils pourraient rentrer en deux jours. Ils y ont fait des travaux, il ont emmené un matériel plus lourd, bien que nous ne soyons pas tenus d'avoir pour eux tant de délicatesse. Mais en fait, après avoir consulté tous nos experts et les chefs militaires français et étrangers les plus compétents, sept jours permettaient sans aucun doute aux troupes irakiennes d'évacuer le Koweït. Tout ce qui serait allé au-delà, comme la dernière proposition de M. Gorbatchev et de M. Tarek Aziz, c'est-à-dire, le cas échéant, trois semaines, tout cela nous reportait vers la fin du mois de mars, le retour de la saison chaude, un péril supplémentaire pour nos soldats.

« Or, ce problème, il est posé depuis quand ? Il est posé depuis le 2 août, c'est-à-dire bientôt depuis sept mois. L'ultimatum pour la guerre, celui qui a marqué la date du 15 janvier, il date du 29 novembre ; c'est-à-dire que depuis le 2 août, après les premières résolutions du Conseil de sécurité lui demandant de partir, le 29 novembre, fixant un ultimatum au 15 janvier, puis, depuis le 15 janvier, il y a eu une guerre aérienne de cinq semaines, on a vu ce qui s'est passé.

« Vraiment, Saddam Hussein a rendu tout le temps, des délais, qui rendaient cette guerre menaçante sans qu'elle éclatât, puis réelle, sanglante, destructrice. Voilà des troupes qui sont placées et qui attendent l'heure. Nos soldats vont risquer leur propre vie, et on va faire durer cela ? Non, c'était trop tard, nous l'avons dit. Nous avons dit : voilà les trois points les plus sensibles. C'est la durée du délai : une semaine, c'est raisonnable. C'est le fait aussi que le cessez-le-feu ne peut pas avoir lieu avant toute autre opération, mais après ou pendant ; avant c'est abandonner les moyens dont nous disposons.

« Et enfin demander que les résolutions des Nations unies fussent abolies, effacées, avant même toute autre discussion et tout autre événement, alors que seul le Conseil de sécurité peut dire que ces résolu-

tions ne sont plus valables. Tout cela montre bien que nous avions le devoir moral, politique et militaire d'arrêter là et de dire : si dans les heures prochaines nous n'avons pas de réponse qui convient du dirigeant irakien, alors c'est le dernier ultimatum, nous nous réservons le droit d'entrer en action quand nous le déciderons.

« L'échec de l'initiative soviétique et la discrétion, pour ne pas dire plus, de l'ONU en cette période cruciale, ce qui s'est passé ces derniers jours, ont donné le sentiment que cette guerre devenait une guerre des Etats-Unis et non des Nations unies.

« Pourquoi les Etats-Unis ? Il y a aussi vingt-huit autres nations qui sont associées aux Etats-Unis dans cette action, même si les Etats-Unis représentent la force principale dans cette circonstance. Il y a bien des conflits moins importants, mais cependant redoutables. Dans d'autres circonstances, au Tchad, qui était là pour soutenir l'indépendance du Tchad en face de son adversaire, sinon la France ? Personne n'est venu l'aider. Personne n'est venu l'aider militairement, j'entends, sauf le Zaïre et c'est tout. En la circonstance, les Etats-Unis remplissent le rôle principal, et nous l'avons admis. Nous avons fait infléchir certaines décisions.

« Nous avons lutté pour la paix jusqu'au 15 janvier au soir, à la veille de la guerre. Cela dit, maintenant, lorsque le Conseil de sécurité se réunit, et il était réuni depuis huit jours en permanence, il travaille à huis clos, c'est peut-être pour cela qu'on en a à moins parlé, mais le Conseil de sécurité est convoqué, il peut s'exprimer. Je crois qu'on ne peut pas se servir de cet argument pour penser que nous avons voulu brusquer les choses. Mais nous ne pouvions pas remettre cette date constamment, alors que la vie et la sécurité de nos soldats sont en cause. Nous ne pouvions pas constamment retarder, retarder jusqu'au jour qui conviendrait à M. Saddam Hussein. Nous n'avions pas de raison de nous laisser conduire jusqu'à ce piège.

« Nous entendons faire ce que nous nous sommes engagés à faire »

« La Maison Blanche vient de dire aujourd'hui que la date de l'offensive était fixée depuis dix jours. Alors on se demande si toute cette agitation diplomatique n'avait pas un caractère un petit peu fabriqué... »

« La paix dépendait de l'acceptation par l'Irak des conditions posées par la déclaration commune des pays coalisés. Celle qui comportait notamment ce délai de sept jours. Cette déclaration-là, si Saddam Hussein disait « je l'accepte », c'était la paix. Et si c'était la paix, dans l'heure qui suivait, nous indiquions à nos chefs militaires qui sont sur place qu'il convenait d'interrompre toute manœuvre militaire qui aurait conduit dans les heures suivantes à l'attaque. Mais si c'était la guerre, cela devait se préparer.

« Vous n'imaginez pas que nous allions improviser entre 18 heures, heure française, hier soir, et 2 heures du matin, que nous allions improviser des plans de bataille ? Oui, nous étions quelques-uns à savoir que si rien ne s'arrangeait, si toutes les tentatives de conciliation échouaient, si en même temps Saddam Hussein refusait obstinément, comme il l'a fait, de respecter les décisions des Nations unies, oui, nous savions qu'à cette date, pas exactement à quelle heure, le combat s'engagerait. C'est ce qui s'est produit. Mais comment n'aurions-nous pas préparé la guerre ? C'est une affaire sérieuse.

« Vous êtes en train de nous dire qu'il y a dans la guerre cohésion entière, parfaite entre les Français et les Américains. Est-ce que ce qu'on pourrait appeler la spécificité française reviendra quand il s'agira de discuter la paix et l'avenir de la région ? »

« On a lu assez d'articles, on a entendu assez de déclarations déclarant que la France faisait cavalier seul ou affirmait sa différence. Je ne vais pas vous l'apprendre. Et c'est vrai que la France a affirmé sa différence, et elle a eu raison. Elle affirmait sa différence, notamment lors de son plan de paix du 15 janvier, mais en bien d'autres circonstances. Mais pendant le combat, alors que les soldats sont là ensemble, fraternellement, qu'ils luttent pour la même cause, que la sécurité de l'un commande la sécurité de l'autre, nous allons nous permettre de servir

je ne sais quel jeu de divergence ou d'opposition ?

« Oui, nous sommes liés, nous sommes alliés, nous respectons nos alliés et nous entendons faire ce que nous nous sommes engagés à faire, comme eux-mêmes l'accomplissent. Après, c'est-à-dire pour le débat de la paix, nous avons déjà dit ce que nous souhaitons, mais nous serons, croyez-le, ce que nous sommes, comme nous l'avons toujours été dans notre Histoire.

« Comme nous l'avons marqué depuis la fin de la dernière guerre mondiale, eh bien nous affirmerons les objectifs qui nous paraîtront les plus justes, et personne ne nous donnera de consigne.

« Est-ce que, de cette éprouve dure qu'est la guerre, peut sortir, à travers la paix qui se dessinera, peut-être un bien ? »

« Mais bien entendu, et si j'ose dire, cette guerre a été rendue nécessaire, et pas par nous. Le président irakien a choisi un mode de suicide politique et militaire, il n'a saisi aucune occasion, elles ont été multiples en six à sept mois. Mais dès que nous en aurons fini, je l'espère, j'espère vite, il faudra bien parler de l'Irak, il faudra bien que l'Irak vive, il faudra bien qu'il vive en paix, il faudra parler du Koweït, il faudra réparer le mal, il faudra parler du Moyen-Orient, il faudra parler des autres conflits, parler du conflit israélo-arabe, il faudra parler du conflit ou plutôt de la situation du Liban, il faudra parler de tout ce qui touche à la paix dans cette région du monde et partout ailleurs.

« Eh bien, nous le ferons, et la France ne manquera pas de trouver dans sa tradition des propositions riches d'avenir qui montreront bien qu'elle a fait la guerre ni contre l'Islam ni contre les Arabes. Nous sommes d'ailleurs associés, je l'ai dit la première fois, avec beaucoup de pays musulmans et arabes dans cette guerre, et nous montrerons aussi que nous savons être logiques et qu'on ne peut pas réserver à un pays particulier, en l'occurrence l'Irak, un traitement aussi dur que celui qu'il subit en oubliant d'agir avec équité lorsque d'autres conflits se proposent à la négociation.

« Je voudrais vous dire un mot pour terminer, et je suis sûr qu'il exprime votre pensée, j'exprime celle de tous ceux qui nous écoutent, une pensée pour nos soldats. Au fond, nous les aimons, nous les soutenons, je crois pouvoir dire que nous avons confiance. Dans bien des foyers français il y a des pères, des mères, des femmes, des enfants qui tremblent, qui s'inquiètent. Alors, que l'on sache que le président de la République pense à eux, les aide, les soutient et entend bien mobiliser la nation, pour que chacun sache qu'à moins nos soldats se sentent appuyés par la France. »

L'ordre d'engager les forces françaises

Après l'expiration du délai de l'ultimatum fixé à l'Irak, l'Elysée a publié, samedi 23 février peu après 19 h 30, le communiqué suivant :

« Les autorités irakiennes n'ont pas communiqué aux Nations unies dans le délai voulu leur acceptation des conditions énoncées dans la déclaration des alliés du 22 février. Aucune information n'indique que les forces irakiennes aient commencé à se retirer du Koweït.

« La France constate et déplore que M. Saddam Hussein ait refusé la possibilité d'aboutir sans affrontement supplémentaire à la libération du Koweït. Dans ces conditions, les opérations militaires continuent de se dérouler selon les plans prévus.

Dans la nuit de samedi à dimanche, peu après 4 heures du matin, et alors que M. Bush venait de confirmer le début de l'offensive aéro-terrestre, la présidence de la République annonça que M. Mitterrand avait donné l'ordre d'engager les forces terrestres françaises pour la libération du Koweït selon les plans prévus.

HORIZON 1992

L'ACTE UNIQUE EUROPEEN

LE PARLEMENT EUROPEEN

J. De Ryck, 2^e éd. 1989.

Ed. J.-V. Louis et D. Waelbroeck.

XVI + 392 p.

2^e tir. 1988. 408 p.EN VENTE
DANS LES
MEILLEURES
LIBRAIRIESL'ACTE
UNIQUE
EUROPEENLE PARLEMENT
EUROPEEN

Avec Le Monde sur Minitel

Calculez vos impôts
rapidement

36-17

Tapez IMP91

Hubert
Beuve-Méry

Laurent
Greilsamer

Irrespectueux
quand il
faut, Laurent
Greilsamer
ne fait jamais qu'obéir
à la fameuse consigne si souvent
répétée par "le patron": "Pas de lâchetage!"
Son livre y gagne en acuité, en précision, en vivacité.

Jean-Claude Guillebaud, Le Nouvel Observateur

Un portrait à hauteur de modèle... L'auteur a réussi
mieux qu'une brillante biographie. Il a su échapper
aux images codées.

Jacques Nobécourt, L'Express

FAYARD

هنا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

et les réactions en France à l'offensive terrestre

Dans les milieux politiques

□ M. Jacques Chirac : « L'heure est à la cohésion nationale autour de nos soldats qui accomplissent sur le terrain une action courageuse et exemplaire. (...) Le RPR souhaite que l'action entreprise par la communauté internationale aboutisse dans les plus brefs délais et permette d'atteindre les objectifs fixés par la résolution du Conseil de sécurité. Dans ce cadre, la France devra ensuite participer activement à la mise en œuvre d'un règlement de paix assurant la stabilité et la sécurité dans l'ensemble de la région. »

□ M. Jacques Rocard, porte-parole du mouvement du RECOURS (rapatriés) : « La communauté internationale n'aura pas à regretter de n'avoir pas cédé aux palinodies du dictateur irakien qui aurait eu, si tel n'avait pas été le cas, la magie, comme Nasser autrefois, de transformer son relatif échec en immense victoire. L'offensive terrestre menée conjointement par de nombreuses forces arabes contredit totalement l'image d'un affrontement Nord-Sud ou Occident-Arabes au profit de celle d'une guerre de libération menée par des Arabes que le tyran de Bagdad voulait asservir. Aussi le RECOURS-France souhaite-t-il que certains apprentis sorciers cessent de nourrir le diabolisme de Saddam Hussein en accordant la spécieuse thèse de l'humiliation arabe... »

□ M. François Fillon, député RPR de la Sarthe : « On a eu le sentiment, de l'extérieur, que, du côté de Saddam Hussein il y a eu une intransigence à laquelle nous avons été habitués mais que, du côté des Etats-Unis, il n'y avait pas non plus beaucoup de volonté pour discuter. Il faut s'en tenir au mandat que les Nations unies ont fixé aux forces de la coalition, ne serait-ce que par prudence. Aller jusqu'à Bagdad, occuper l'Irak, mettre en place une administration provisoire pour l'Irak, c'est une autre ques-

tion et le risque d'enlèvement est beaucoup plus grand. »

□ M. Jean-François Deniau, député UDF du Cher : « Dans la mesure du possible, les troupes alliées ne doivent pas aller jusqu'à Bagdad car il n'y a rien de pire que de conquérir et d'occuper une grande ville. Le but, c'est bien la libération du territoire du Koweït, et pour libérer le Koweït il faut bien évidemment passer par le territoire irakien pour faire l'encerclement, mais ce n'est pas à nous d'aller occuper Bagdad. Saddam Hussein aura perdu sa guerre contre l'Iran ; s'il perd deux fois, avec une liste de victimes tout à fait impressionnante, son pays sera complètement détruit, il y a des gens dans son propre camp, qui diront qu'il n'est peut-être pas le meilleur pour continuer et essayer de recommencer une troisième fois. »

□ M. Gérard Longuet, président du Parti républicain : « Soutien fraternel et sans réserve aux soldats de la coalition, et tout particulièrement aux soldats français engagés au premier rang de l'offensive. Ils sont au cœur de nos pensées, et nous avons confiance dans leurs capacités à construire la victoire. Le Parti républicain exprime son admiration pour le courage et la détermination des hommes qui ont choisi le service des armes de la France, nous permettant de tenir notre rang lorsqu'il s'agit de mettre au pas le terrorisme d'Etat du régime sanglant de Saddam Hussein. »

□ Le MRG : « L'heure n'est plus à la philosophie. Elle est au civisme et à la solidarité. Le seul moyen d'en sortir dans les moins mauvaises conditions reste la solidarité de la France avec ses alliés et celle de la France avec le chef des armées, c'est-à-dire le président de la République. Tous les partis politiques doivent faire preuve de responsabilité et affirmer publiquement leur totale confiance au chef de l'Etat. L'heure est véritablement à la France unie. »

□ Le PS : « Maintenant s'engage une nouvelle phase des combats pour

la libération du Koweït, rendus inévitables par l'obstination suicidaire de Saddam Hussein. A cette heure, les pensées de tous les socialistes vont d'abord à nos soldats qui doivent assumer la dure responsabilité de mener cette guerre du droit. Le Parti socialiste exprime sa solidarité au gouvernement. Il réaffirme son entier soutien et sa confiance au président de la République François Mitterrand. »

□ M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale : « Puisque Saddam Hussein et les dirigeants irakiens sont les responsables d'exactions (au Koweït), il faudra qu'ils soient jugés. Ce qui s'est passé à Koweït-City nous rapproche d'Oradour. (...) Si les Irakiens décident de se débarrasser de Saddam Hussein, je ne vais pas verser une seule larme. »

□ M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « Je souffre pour ceux qui doivent se battre dans le cadre de la servitude militaire uniquement parce qu'ils en ont reçu l'ordre. Je sais très bien que nos parochistes, nos légionnaires, nos « mar-souins » sont capables des plus grandes actions mais je voudrais qu'au moins le peuple, lui, ne soit pas trompé par cette « fausse justice » et se souvienne que c'est l'élan belliqueux des socialistes qui les a conduits à déclarer toutes les guerres de ce siècle. »

□ M. Max Gallo, député socialiste européen : « L'objectif de la guerre est évidemment la destruction du régime irakien et de Saddam Hussein. La guerre prend toute sa signification, c'est-à-dire que ce qui nous a été raconté depuis le mois d'août, à savoir qu'il s'agissait d'une guerre du droit, se trouve miné. Toutes les initiatives diplomatiques qui ont été faites ne pouvaient qu'aboutir à un échec puisque la date de l'offensive, nous le savons maintenant, avait été programmée depuis le 10 ou le 11 février. Les concessions réelles qui avaient été obtenues par les Soviétiques ne pouvaient être prises en

compte parce que la machine de guerre devait aller jusqu'à son terme et va aller jusqu'à son terme. »

□ Le bureau politique du PCF : « Le président Mitterrand a pris la lourde responsabilité de mettre notre pays à la remorque et sous les ordres des Etats-Unis. Le prix à payer s'annonce très lourd à tous égards, humain, politique, social, national. Cette politique met en péril la vie des soldats français, sacrifie les intérêts de notre pays et l'isolement des nombreux peuples avec lesquels la France avait des intérêts historiques. Alors qu'elle pouvait jouer un rôle de premier plan pour la négociation et la paix, la France s'est alignée. Elle s'est inscrite dans la logique de guerre, elle a accepté le diktat américain. Les premières propositions soviétiques, acceptées par l'Irak, avaient soulevé un immense espoir. En refusant tout cessez-le-feu, tout délai, George Bush entérinait s'en

tenir à l'aventure militaire dont la date, du propre aveu des Américains, était fixée au 23 février depuis quinze jours. Tout doit être mis en œuvre pour arrêter cette machine infernale qui mène au carnage. »

□ Les Verts : « Toute la rhétorique de François Mitterrand ne pourra masquer cette réalité : la France s'est alignée sur les Etats-Unis. Se dessine un nouvel ordre international, autour d'un souverain américain et de nombreux vassaux soumis, dont notre pays. Toute la crise aura été gérée hors de l'ONU, dont la seule contribution aura été de fournir une vague légitimation à l'intervention armée de George Bush. L'histoire nous en dira les conséquences. »

□ Fédération nationale des musulmans de France : « La libération du Koweït (qui) aurait pu être une tâche noble (...) devient une « guerre de la honte » où les coalisés risquent de se salir un peu plus les mains. »

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M^{me} Veil : « La gestion suicidaire » de Saddam Hussein

Invitée du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 24 février, M^{me} Simone Veil, ancien président du Parlement européen, a estimé que « l'objectif de la France n'est pas de susciter une révolution en Irak ». Elle a toutefois précisé : « Le régime irakien est épouvantable, et je crois qu'au nom des droits de l'homme, au nom de ce que l'on souhaite pour d'autres pays avec lesquels nous ne sommes pas du tout en guerre, on peut souhaiter que le chef de l'Etat irakien ne reste pas en place indéfiniment. »

A propos du lancement de l'offensive terrestre, M^{me} Veil s'est demandé si l'armée irakienne ne résisterait pas des surprises. Il

ne faut pas préjuger de la suite de ce conflit car on peut être entraîné à aller en Irak par la stratégie de Saddam Hussein. Elle a déploré « la gestion suicidaire de la situation par Saddam Hussein qui a eu toutes les chances pour évacuer le Koweït et qui n'en a saisi aucune ». A propos des initiatives soviétiques, elle a déclaré : « Je crois que M. Gorbatchev a présenté ces propositions parce qu'il était très isolé de la diplomatie internationale et totalement marginalisé. Pour son opinion publique intérieure, pour le rôle futur de l'Union soviétique, il avait absolument besoin de prendre une initiative. »

Selon BVA et l'IFOP

L'action de M. Mitterrand est massivement approuvée

Selon un sondage de BVA, réalisé le 24 février auprès de neuf cent soixante-trois personnes pour Libération et 7 sur 7, une écrasante majorité de Français (78 %) au lieu de 77 % une semaine plus tôt et 70 % le 9 février) approuvent « les décisions de François Mitterrand en ce qui concerne la crise du Golfe ».

Cette approbation est la plus forte auprès des sympathisants du PS, de l'UDF et du RPR (86 % pour le PS, 88 % pour l'UDF, 87 % pour le RPR). Elle reste large chez les proches des Verts (68 %) et du Front national (61 %). En revanche, les sympathisants du Parti communiste sont majoritairement hostiles (59 % contre 41 %) à l'action du président de la République. Les résultats du parti d'extrême droite et du PC sont cependant à utiliser avec prudence en raison de la faiblesse des échantillons.

L'enquête indique également que la majorité des personnes interrogées approuve les initiatives de

paix de M. Mikhaïl Gorbatchev (53 % contre 35 %). Une majorité plus large estime cependant que la coalition n'a eu raison de rejeter le plan de paix soviétique (66 % contre 21 %) et considère l'Irak comme le principal responsable (66 %) de la poursuite de la guerre. L'offensive terrestre est massivement approuvée (73 % contre 20 % d'avis contraires), et une écrasante majorité estime enfin que la coalition (78 %) et la France (76 %) ont raison de faire la guerre à l'Irak.

Un autre sondage (1) réalisé par l'IFOP pour le Journal du dimanche du 24 février fait apparaître une nette progression de la cote de popularité de M. François Mitterrand (47 % d'avis favorables, soit dix points de plus qu'en janvier). Avec 39 % de « satisfait », la cote de M. Michel Rocard enregistre une hausse de cinq points.

(1) Enquête effectuée du 4 au 11 février auprès de mille huit cent soixante-dix personnes.

Dans la presse parisienne

Dans le Figaro du 25 février, Alain Peyrefitte anticipe déjà sur une victoire de la coalition. « Un conquérant doit proportionner ses ambitions à ses capacités. Faute de quoi, il adopte une conduite d'échec. (...) On peut espérer que la dure leçon infligée à M. Saddam Hussein sera bonne, non seulement pour lui mais pour tous les autres, y compris pour ceux qui l'insultent. Si convaincant soit son énoncé, elle entraîne des devoirs pour les alliés eux-mêmes. Il n'y aura pas de paix et de sécurité au Moyen-Orient tant qu'Israël se maintiendra dans les territoires occupés. Tant que les Etats arabes poursuivront leur rêve de détruire Israël. Tant que le Liban sera occupé par des troupes étrangères. Tant que les Palestiniens n'auront pas de patrie. »

Dans Libération du 25 février, Serge July est plus circonspect. « L'objectif de la bataille terrestre n'est pas seulement la libération du Koweït, acquise dans son principe. L'offensive généralisée doit lever la plupart des ambiguïtés sur les deux questions essentielles de toute guerre : Qui a gagné ? Qui a perdu ? Le directeur de Libération estime que le « scénario » de la coalition (une victoire écrasante entraînant le renversement de M. Saddam Hussein) « n'a malheureusement rien d'irréversible ». Au vu des premiers combats, Serge July évoque l'hypothèse d'un retrait irakien de la zone frontalière. « Saddam Hussein pourrait être tenté de « décrocher » du Koweït et de chercher à entraîner les troupes de la coalition en territoire irakien, là où la guerre serait pour elle politiquement désastreuse. » La thèse saddamiste de l'agression de la Nation arabe à travers l'Irak, et qui à présent n'a plus convaincu, prendrait une tout autre dimension si le leader irakien parvenait à ses fins », ajoute Serge July.

« Jusqu'où la guerre ; et quid de Saddam Hussein », s'interroge également Philippe Tesson dans le Quotidien de Paris du 25 février. « Tout le monde est d'accord sur la définition théorique des limites de la guerre : on ne va pas à Bagdad. Les faits risquent de briser cette unité. Pourquoi cette guerre si on doit demain organiser la paix avec Saddam ? Aller à Bagdad, est-ce compliquer la cause de la paix si c'est la condition de l'élimination de la première cause de la guerre ? Toutes ces questions sont essentielles et gênantes. François Mitterrand le sentait si bien qu'il les a éludées. L'objectif de la France n'est pas Saddam Hussein, mais on ne pourra jamais [le] corriger, a-t-il dit. » Ces ambiguïtés-là, pour ne pas dire ces contradictions-là, il va bien falloir les lever (...) à mesure que les armées progresseront sur le terrain. Cela sera extrêmement douloureux. »

Claude Cabanes, dans les colonnes de l'Humanité, préfère revenir sur les ultimes tentatives de paix. « George Bush s'est appliqué systématiquement à les faire capoter. Le chef de guerre est nu : la libération du Koweït n'est pour les Etats-Unis que le tremplin pour de plus vastes desseins de domination de la fin de siècle. » « Si la chance de la paix avait été saisie, le Koweït serait aujourd'hui en train de recouvrer sa liberté et des centaines de soldats songeraient déjà au bonheur du retour. M. Bush ne l'a pas voulu. La France non plus. Paris a joué le double jeu : pour l'opinion publique, le langage de l'intérêt pour l'initiative soviétique, mais dans l'ombre, l'alignement aveugle sur les ambitions américaines. Le prix va en être lourd à payer », assure Claude Cabanes.

Dans les lieux de culte parisiens

« La haine, au nom de Dieu »

Norredine est comme groggy. Malgré le premier soleil de printemps qui gorgé les jardins de la grande mosquée de Paris, sa mine reste obstinément fripée. « On est passé si près de la paix », soupire le jeune Algérien. Il sort des dizaines comme lui, sortant, abattus, de la prière de ce dimanche après-midi 24 février. Les uns, résignés, se soumettent à ce qui leur semble déjà le sort des armes et ne donnent pas cher de l'armée de Saddam Hussein. Les autres s'accrochent à l'espoir que le leader irakien garde quelque chose « dans la manche ».

Ils ont vécu pendant trois jours l'oreille collée au transistor, ballottés entre les communiqués contradictoires, les « faux espoirs » successifs de règlement et l'échec final des médiations. « Une guerre injuste, hypocrite, trahie Rafik, étudiant à Nanterre. Les Américains ne font pas la guerre pour aider la Koweït, mais pour mettre à genoux Saddam. Pour abattre l'Irak, ils sont en train de briser tout un peuple. »

Pas d'éclats de voix, mais une grande dépression. Ces jeunes musulmans ne sont pas pour Saddam Hussein, « en tant que personne, ni en tant que régime » mais ils se disent révoltés par l'attitude de « provocation » de George Bush qui a refusé « l'ultime proposition de paix venue de l'Irak » qui, après avoir essayé de faire croire à une « guerre propre », cherche aujourd'hui à « humilier » tous les Arabes.

Cette guerre a au moins un

mérite, se console Moulay, un Marocain immigré depuis dix ans en France. Elle fait la différence entre « les vrais défenseurs de l'Islam » et les « simples comme Fahd ou Mubarak, achetés par les Américains ». « Le monde islamique est en danger et cette guerre prépare des graines d'intégristes », s'écrit un fidèle avant de se fondre dans la foule de la place Monge.

Prières pour les soldats français

A quelques centaines de mètres de là, la cathédrale Notre-Dame-de-Paris est remplie de drapeaux français et allemands. La messe de ce dimanche est en effet célébrée pour le soixante-quinzième anniversaire de la bataille de Verdun, mais quand l'évêque auxiliaire de Trèves, venu pour la circonstance, évoque « la haine que Français et Allemands ont, hier, battue au nom de Dieu », son propos n'est pas aussi intemporel qu'il y paraît.

Les chrétiens parisiens ont prié pour la paix dans le Golfe. Une paix à construire, dit le célébrant, « avec tous nos frères humains, sans haine ni passion, sans abandon ni lâcheté ». Une paix à préserver, « malgré les armes, malgré la logique suicidaire de la haine ». Soixante-quinze ans après Verdun, l'attitude des catholiques devant la guerre a certainement changé, estime un prêtre : « Ils récusent désormais l'écrasement de l'autre, y compris d'un Saddam Hussein, ce qui ne veut pas dire

qu'ils soient des pacifistes à tout crin. »

Comme à Notre-Dame, de l'autre côté de la Seine, chez les catholiques traditionnels de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, on prie aussi naturellement pour les soldats français. « Nous ne sommes pas d'accord avec les buts de cette guerre, dit l'abbé Laquerrière, prêtre de l'extrême droite, mais les militaires qui exposent leur vie sont aussi nos frères. » Près du curé de Saint-Nicolas, deux anciens officiers de l'Algérie française acquiescent : « Bien qu'elle soit symbolique, cette armée française qui combat en Irak, on l'aime bien ! », disent-ils avec nostalgie. Ajoutant : « On aime nos soldats qui vont devoir racheter de leur sang les conneries de nos gouvernements. »

Les vendeurs de National Habbo se traient un passage à travers la foule qui sort de l'église. « Hier, les Américains étaient vilipendés par la classe politique, intellectuelle, médiatique. Aujourd'hui, ils sont les meilleurs, se sacrifient pour le droit, la liberté. En fait, ils veulent la guerre à outrance et nous ne sommes pas dupes sur leurs véritables objectifs », dit un fidèle. Rejoint par un ami qui, faussement naïf, glisse : « Comment expliquez-vous que cette armée se soit toujours trouvée auprès des sionistes ? » A ses côtés, les mains d'un enfant jouant avec les grains d'un chapelet.

H. T.

L'ASTRADUL
Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4930

PLUS VITE, MOINS CHER!
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite!

3615 NEUBAUER votre occasion + un grand jeu!

Les offres exclusives gratuites NEUBAUER® :

- 285 V.L.P. Cuir/Bois
- ou Intérieur cuir sur la PEUGEOT de votre choix
- ou Contrat Service de 4 ans ou 80 000 km
- ou votre Peugeot super équipée (alarme, toit ouvrant et poste de radio)

Présentation de cette annonce jusqu'au 15 mars 1991 ; ces offres ne sont pas cumulables et ne concernent pas les modèles de base et les séries limitées.

7, bd. Gouvion-St-Girard 75017 PARIS ☎47.66.22.41
10, rue Carnot 75017 PARIS ☎42.70.57.60
119, bd. Hausmann 75006 PARIS ☎42.95.55.91
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.51.34
8, rue de 4 Septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
29, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎43.21.60.21

NEUBAUER
PEUGEOT

EUROPE

URSS : manifestations à Moscou

Les partisans de M. Boris Eltsine répliquent au meeting conservateur organisé pour la fête de l'armée

Après le rassemblement conservateur de dizaines de milliers de personnes, samedi 23 février à Moscou, à l'occasion de la fête de l'armée, les partisans de M. Boris Eltsine se sont réunis, dimanche, sur la place du Manège. Ils ont appelé à de nouveaux meetings, dans toutes les villes d'URSS, le 10 mars, à une semaine du référendum sur le maintien de l'Union.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Si, comme l'affirment certains des conseillers actuels de M. Gorbatchev, la perestroïka subit une simple pause, la glasnost — la fameuse transparence — semble bien pousser ses derniers soupirs. Pour l'agence Tass, redevenue la bible de la télévision et de la presse communiste, « 300 000 Moscovites étaient samedi 23 février au pied du Kremlin » pour le meeting en soutien à l'armée et au communisme; ils n'auraient pas été plus de quelques « dizaines de milliers » le lendemain, au même endroit, pour soutenir M. Boris Eltsine.

En réalité, les seconds étaient un peu plus nombreux que les premiers. Cela a fait plaisir aux « eltsinistes » (qui ont aussitôt estimé leur propre nombre à 500 000), mais, même s'ils n'avaient pas réussi à surpasser leurs adversaires, cela n'aurait pas changé grand chose à la signification de ces journées : la rue reste aux côtés de Boris Eltsine, après son appel à la démission de M. Gorbatchev lancé à l'issue d'une interview télévisée où il n'avait pourtant pas brillé. Même si, dans un premier temps, des intellectuels réformateurs ont estimé qu'il avait commis une erreur tactique.

Les partisans de M. Eltsine se sont mobilisés en deux jours, après un premier rassemblement vendredi (le Monde daté

24-25 février). Alors que la télévision et la presse appelaient fébrilement depuis une semaine à participer au meeting des communistes, avec publication des rendez-vous secondaires, mobilisation de dizaines de camions militaires et de bus pour amener les manifestants des environs de Moscou et instruction aux militaires d'y participer, en tenue ou en civil, « avec leurs familles ». Instruction bien sûr officiellement démentie, mais la Komsomolskaïa Pravda — dernier grand quotidien à résister à la normalisation — a publié un fac-similé de la directive émise par le chef de l'académie militaire Dzerjinski, assortie de recommandations de créer des groupes de militaires armés de trente personnes, à des fins non précisées.

« Unité du peuple et de l'armée »

Le résultat, au vu de tous ces préparatifs, était pitoyable, tel un cortège officiel du 7 novembre, les femmes et les enfants en moins. Sans doute moins d'un tiers des trois cent mille participants annoncés à l'avance, chiffre auquel il faut bien officiellement se tenir. Point de familles donc, ni de « majorité silencieuse exaspérée par les démocrates » et à laquelle la coupable contre-offensive du parti aurait rendu la parole. Il n'y eut que des rangées, bien ordonnées mais peu denses, d'appareils presque en uniforme : chapska de bonne fourrure et manteaux gris. Pour faire masse, des rangs de jeunes appelés, l'air peu enthousiaste, et beaucoup d'officiers. Des banderoles d'un beau rouge — mais aussi blanches ou bleues — aux slogans bien dessinés et qui se voulaient « modérés » : en soutien à Gorbatchev, à son référendum du 17 mars sur le maintien de l'Union et à « l'unité du peuple et de l'armée ». D'autres enfin, portées par les plus chanceux, sans doute, dénonçaient Eltsine. Entre

les rangs, se faufilaient des vendeurs de journaux des « pieds-noirs » russes des pays baltes ou de la mouvance Pamiat : « Vous ne trouvez pas une seule idée juive dedans », promettait l'un d'eux. Plus loin, une pancarte comparait l'Irak au cuisiné Variag, le seul de la flotte du Tsar qui ait résisté aux Japonais en 1905. Une autre encore proclamait l'amitié indéfectible des Russes et des Arabes.

« La famine menace »

Ce furent les seules références directes au conflit du Golfe. Rien à ce sujet dans les slogans, repris avec discipline et des hurlements martiaux, pour ponctuer les propos des orateurs à la tribune. Ni dans les discours de ces derniers, qui couvraient pourtant un assez large spectre de sensibilités « de droite » : du chef communiste d'une usine qui affirmait que la situation en URSS était semblable à celle de l'Allemagne avant la prise du pouvoir par Hitler (il a évité de citer Eltsine, mais tous auront compris), au député très gorbatchévien du conseil de Moscou qui ne parait que de « paix et concorde ». Le fameux colonel Alksnis était lui aussi, l'homme qui en novembre donnait un mois à M. Gorbatchev pour rétablir l'ordre sous peine d'avoir à se démettre, sans qu'une campagne soit lancée contre lui comme ce fut le cas pour M. Eltsine. Il s'est maintenant, il est vrai, déclaré satisfait de M. Gorbatchev et s'est limité dans son intervention à défendre l'intégrité de l'URSS. Un artiste, enfin, a fait répéter par la foule un « non » vigoureux « au démantèlement des us industries de la défense », après lui avoir fait dire « oui » à la « conversion civile » de ces industries, mais la contradiction n'a semblé gêner personne. Surtout pas le ministre de la défense, le maréchal Dmitri Iazov, ni les autres dirigeants du nouveau

cours de l'URSS, tous présents à la tribune même s'ils n'ont pas pris la parole : le chef du KGB, M. Krivoutchikov, le ministre de l'intérieur, M. Boris Pugo, et tout le haut commandement militaire — officiellement, on célébrait la fête de l'armée.

Le lendemain, la place du Manège retrouvait ceux qui ont pris l'habitude depuis un an de s'y retrouver : la foule des partisans d'Eltsine, beaucoup de femmes et des hommes en bonnets plutôt qu'en chapeaux. A la tribune, peu de députés de l'intelligentsia. Mais l'agronome Tchernichenko était là pour affirmer que la « famine » menaçait bel et bien la Russie l'an prochain, parce que M. Gorbatchev refuse de donner la terre aux paysans. Les orateurs à la tribune ont exhorté le peuple à se mobiliser pour le référendum du 17 mars, mais ils ont évité de dire que la consultation semble bien mal engagée pour eux : la question « Voulez-vous un président de Russie élu au suffrage universel ? » — que les partisans de M. Eltsine veulent soumettre à référendum dans la fédération de Russie en même temps que celle sur le maintien de l'Union — n'a même pas pu être approuvée par le parlement de Russie. Toute activité sérieuse de cette assemblée est en effet bloquée depuis des mois, dans la mesure où deux forces égales s'y affrontent, démocrates et communistes, et les deux-tiers des voix nécessaires aux questions constitutionnelles n'est jamais atteint.

Comme la guerre du Golfe n'était pas un sujet de préoccupation, dimanche chez les démocrates encore moins que samedi chez les communistes, il ne restait aux partisans d'Eltsine qu'à appeler à un nouveau meeting, dans toutes les villes d'URSS, pour le 10 mars, à une semaine du référendum de M. Gorbatchev.

SOPHIE SHINAB

ALBANIE

Situation confuse après les affrontements à Tirana

Trente personnes ont été arrêtées après les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, vendredi 22 et samedi 23 février, devant l'Ecole militaire de Tirana, a indiqué, dimanche soir, un communiqué du ministère de l'intérieur, qui précise que le calme est revenu dans la capitale. Un policier a été tué et deux autres ont été blessés, ajoute le communiqué, qui ne donne aucun bilan concernant les manifestants. Des sources indépendantes à Tirana font état d'une dizaine de morts, mais rien n'a permis de le confirmer.

Selon la version officielle, les manifestations qui avaient débuté vendredi devant l'Ecole supérieure militaire Enver-Hoxha ont amené les forces de l'ordre à tirer après avoir essayé des coups de feu venant des « éléments destructeurs » qui se trouvaient dans la foule. Celle-ci « a fait monter la tension samedi en bloquant la route, jetant

des cocktails Molotov et ouvrant le feu à trois reprises contre l'Ecole militaire, qui a été attaquée à l'explosif durant la nuit », indique-t-on de source officielle.

L'opposition redoute l'instauration d'une dictature militaire à la suite du discours très ferme prononcé samedi par le président Ramiz Alia. Le numéro un albanais a appelé les « patriotes albanais » et les communistes à « isoler les vandales et les terroristes ». « Même si la statue d'Enver Hoxha a été déboulonnée, a-t-il dit à la télévision, son œuvre demeure ». Le Parti démocratique a fait savoir qu'il avait l'intention d'organiser des rassemblements dans tout le pays au cours des prochains jours.

Environ 2000 partisans du régime albanais ont manifesté dimanche à Gjirokastra, la ville natale d'Enver Hoxha. A Shkoder, la police a dû intervenir samedi pour empêcher des heurts entre manifestants et contre-manifestants. — (AFP, Reuters.)

Leka I^{er} : « Eviter le bain de sang »

De passage à Paris avant de repartir pour une destination qu'il affirmait « ne pas pouvoir révéler », Leka I^{er}, le prétendant au trône d'Albanie, qui vit d'ordinaire en Afrique du Sud, a voulu lancer, samedi 23 février, un appel au peuple albanais et à la direction du pays pour que « soit évité un bain de sang ».

« Le gouvernement doit se rendre complètement et ouvrir la porte afin que le peuple puisse jouir d'une véritable liberté », a déclaré Leka I^{er} au Monde. Lui-même pense pouvoir jouer « un rôle fédérateur » et offre de « se porter garant d'un référendum national au cours duquel le peuple albanais exprimerait son choix, république ou monarchie ».

La situation sur place, reconnaît Leka I^{er}, est « assez confuse », mais les informations dont il dispose laissent craindre qu'il n'y ait « beaucoup plus que quatre morts ». Le fils du roi Zog se montre sceptique

sur la possibilité d'un coup d'Etat militaire : « Il ne faut pas oublier, dit-il, que l'armée albanaise est une armée de conscrits, qu'il serait difficile de retourner contre son propre peuple. Dans les troubles actuels, aucun élément militaire ne s'est encore montré armé : c'est le Sigurimi (police politique) et son bataillon d'élite qui sont au premier plan ».

Pour Leka I^{er}, « le plan du président Ramiz Alia de se présenter comme le président d'une nouvelle république en s'écartant un peu du Parti du travail (le PC albanais) et en se rapprochant des autres partis créés avec son appui a échoué. Il a été dépassé et a dû abandonner cette idée », ce qui l'a amené à se rapprocher des communistes orthodoxes. « Je pense, dit-il, que M. Alia va arriver à maîtriser la situation encore quelque temps, mais pas très longtemps ».

S. K.

POLOGNE : M. Marian Krzaklewski nouveau président du syndicat

Le congrès de Solidarité a été dominé par les difficultés de la politique d'austérité

M. Marian Krzaklewski, un informaticien de quarante et un ans, originaire de Haute-Silésie, a été élu, samedi 23 février, à Gdansk, président du syndicat Solidarité. Il succède à M. Lech Walesa, devenu président de la République.

Les délégués au congrès extraordinaire de Solidarité ont préféré élire un responsable syndical peu connu du grand public et peu marqué politiquement plutôt que l'un des témoins du mouvement, comme Bogdan Borusewicz, Andrzej Slowik ou encore Lech Kaczynski, qui étaient tous candidats. La candidature de M. Borusewicz était soutenue par M. Walesa, et il a fallu plusieurs heures de vote et trois tours de scrutin pour parvenir à élire M. Marian Krzaklewski, enseignant à l'école polytechnique de Silésie, avec 51,3 % des voix.

« Je soutiens l'idée d'un syndicat pur, dégagé de toute implication politique », a déclaré le nouveau leader syndical mais nous ne devons pas oublier que Solidarité reste le garant des réformes en Pologne », M. Krzaklewski a ajouté que Solidarité restait

aussi la principale force anticommuniste en Pologne. Il a d'ailleurs exclu toute coopération avec l'OPZZ, l'ancien syndicat officiel du régime communiste et qui se montre à présent très revendicatif.

Ouvrant le congrès, le président Walesa a souhaité que le syndicat, fondé en 1980 comme un défi en pleine ère brejnévienne, « poursuive sa mission historique » et reste « le principal moteur des transformations » en Pologne, « sans pour autant chercher à se substituer aux partis politiques ». « Notre syndicat représente les intérêts des travailleurs mais en même temps, il assume depuis le début la responsabilité du devenir de la Pologne », a-t-il ajouté.

Plaidoyer de M. Bielecki

Rude tâche en effet pour un syndicat, au moment où les travailleurs de tout le pays voient chuter leur niveau de vie et supportent de plus en plus mal le quasi-blocage des salaires imposé par le gouvernement dans le cadre du plan de réforme économique radicale. Les candidats à la présidence du syndicat ont d'ail-

leurs vigoureusement dénoncé à la tribune la politique d'austérité du vice-premier ministre, M. Leszek Balcerowicz, et les autorités semblent commencer à réaliser qu'elles ne vont peut-être plus pouvoir contenir la pression sociale très longtemps — des grèves ont éclaté en plusieurs endroits ces dernières semaines — et ce, alors que l'inflation est remontée à 12,7 % en janvier.

Le premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki, s'est engagé dimanche devant le congrès de Solidarité à poursuivre le programme de réformes, mais a lancé un vibrant appel à l'Occident en vue d'une réduction de la dette polonaise. « La Pologne ne peut pas se sortir seule de cette crise », a-t-il déclaré. « Il nous faut une réduction importante de la dette extérieure ». Mais même avec cela, a-t-il averti, « il n'y aura pas de miracle ». Pas question, donc, de revenir sur la fameuse « popówek », la taxe imposée aux entreprises dès qu'elles augmentent les salaires au-delà d'un seul fixe, et qui revient en pratique à bloquer les rémunérations. Les syndicats réclament avec insistance l'abolition de cette taxe mais, pour M. Bielecki, « nous ne pouvons ni l'abolir ni la modifier sous peine de provoquer le retour d'une inflation élevée et d'une nouvelle crise dévastatrice entre les salaires et les prix ».

Parallèlement, dimanche, la Pologne et le FMI mettaient au point un projet d'accord qui mettra peut-être du baume au cœur du premier ministre : aux termes de cet accord, Varsovie recevrait deux milliards de dollars sur trois ans pour faciliter la transition vers l'économie de marché (lire également page 19).

S. K.

ALLEMAGNE : M. Lothar de Maizière réhabilité. — Blanche des accusations de collaboration avec la Stasi qui avaient été portées contre lui (le Monde du 24-25 février), le dernier chef de gouvernement de l'ex-RDA, M. Lothar de Maizière, a été nommé, samedi 23 février, président de la commission chargée de préparer le nouveau programme du Parti chrétien-démocrate allemand. M. De Maizière, écarté en janvier de la formation du gouvernement en raison des soupçons pesant contre lui, a également repris ses fonctions de vice-président de la CDU. — (AFP)

BULGARIE

Le procès de M. Todor Jivkov s'est ouvert à Sofia

SOFIA

de notre envoyée spéciale

« Procès-théâtre » : c'est ainsi que les Bulgares qualifient le procès de l'ancien dictateur, M. Todor Jivkov, qui s'est ouvert, lundi matin 25 février, à Sofia (le Monde du 24-25 février), reprochant à l'acte d'accusation, essentiellement fondé sur les privilèges dont aurait bénéficié les dignitaires de l'ancien régime, d'avoir négligé les crimes commis par les responsables communistes et l'état de délabrement dans lequel ils ont mis le pays. En fait, la majorité des Bulgares n'accordent qu'un intérêt limité à ce procès.

Toutefois, et le paradoxe n'est qu'apparent, si les anciens communistes souhaitent que M. Jivkov soit « chargé » au maximum — ainsi, tout

aurait été de sa faute — les opposants estiment que seul le procès des principaux dirigeants de l'époque, et donc du « système », permettrait à la justice de triompher. Quant à l'avocate de l'ancien numéro un bulgare, M. Rézi Tsanova, elle estime que l'accusation n'est pas étayée de preuves suffisantes et elle pourrait demander en conséquence l'ajournement du procès.

J.-A. F.

RECTIFICATIF : A la suite d'une erreur de transmission, nous avons écrit dans nos éditions datées dimanche 24-lundi 25 février que M. Todor Jivkov avait écrit « deux lettres à M. Gorbatchev en 1980 ». Il fallait lire « 1989 ».

TCHÉCOSLOVAQUIE : avec la scission du Forum civique

Une page de la « révolution de velours » est tournée

La Tchécoslovaquie a tourné, samedi 23 février, une page de la « révolution de velours ». Elle a mis fin à l'expérience des mouvements civiques aux contours flous avec la scission du Forum civique (OF), l'instrument politique fondé au lendemain du 17 novembre 1989 par l'actuel président, M. Vaclav Havel, et par ses amis dissidents pour renverser le régime communiste.

PRAGUE

correspondance

Le Forum civique, large plateau regroupant tous les courants, du conservatisme thatcherien à la social-démocratie, unis par le rejet du communisme, a en effet décidé, après quinze mois d'existence, de se scinder en deux formations, de centre-droit et centre-gauche. Les délégués ont adopté à la quasi-unanimité (161 voix contre 3 et 3 abstentions) la constitution d'un « Parti démocratique civique » (OTS) inspiré du Parti conservateur britannique, sous la houlette du ministre des finances ultralibéral, M. Vaclav Klaus, et d'un « Mouvement civique » (OH) réunissant sous l'égide du vice-premier ministre, M. Pavel Rychetsky, d'intellectuels de gauche et d'anciens dissidents. Les deux formations tiendront leur congrès constitutif respectivement en mars et avril prochains.

Divorce à l'amiable

Un comité de coordination paritaire de dix membres coiffera ces deux organisations et sera le seul habilité à porter le label OF. Il fera office de conseil d'arbitrage entre les partenaires, qui se sont engagés à cohabiter jusqu'aux prochaines élections prévues au printemps 1992.

Le « divorce à la tchèque » du Forum civique s'est déroulé à l'amiable, les dirigeants des deux

secteurs jouant l'apaisement après plusieurs mois de querelles fratricides. Une symbolique poignée de main entre MM. Klaus et Rychetsky a ouvert les débats, feutrés et conciliants dans l'ensemble, si l'on excepte quelques attaques verbales contre les médias officiels, entre les mains de l'aile gauche minoritaire.

Le chef de l'Etat qui avait donné, il y a quinze jours, sa bénédiction au projet de séparation, s'est tenu à l'écart des travaux du congrès, qui se déroulait dans la Lucerna, le premier palais de béton de Prague construit par son grand-père au début du siècle. Le président Havel ne compte d'ailleurs

« jouer aucun rôle directeur ni assumer aucune fonction » dans le comité de coordination, ont confirmé, à l'issue du congrès, les deux dirigeants rivaux.

En outre, l'organisation pour du Forum civique en Slovaquie, Public contre la Violence (VPN), qui tenait également une assemblée ce week-end, a choisi de se maintenir comme mouvement de centre-gauche malgré ses divergences internes grandissantes. Cette différence dans l'évolution des deux principaux partenaires de la coalition gouvernementale devrait « poser des problèmes nouveaux », ont estimé MM. Rychetsky et Fedor Gal, le président du VPN.

MARTIN PLUCHTA

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS

Mort de l'ancien sénateur John Cooper

John Sherman Cooper, l'ancien sénateur républicain du Kentucky, est mort d'un arrêt cardiaque, jeudi 21 février, dans une maison de retraite à Washington. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Au cours de ses quelque vingt ans de législature (à l'exception de deux « entractes » au cours desquels il servit comme ambassadeur en Inde, puis, plus tard, en Allemagne de l'Est), il s'était acquis sur les bancs du Sénat une réputation d'indépendance, en n'hésitant pas, à l'occasion, à voter contre son propre parti.

De tendance plutôt libérale, M. Cooper, qui fut l'un des premiers républicains à mettre en cause les pratiques abusives employées par son confrère du Wisconsin, le sénateur Joseph McCarthy lors de la chasse aux « sorcières » communistes des années 50, s'opposait aussi fermement à l'engagement croissant des forces armées américaines en Asie du Sud-Est. Dans ce but il élabora un amendement, resté célèbre, avec le démocrate Frank Church de

l'Idaho, pour tenter de limiter les actions militaires américaines au Cambodge. Bien que très populaire, mais désapprouvant les choix de son parti durant le conflit vietnamien, il décida de se retirer volontairement en 1972.

ARGENTINE : attentat manqué contre M. Alfonsín. — L'ancien président argentin, M. Raúl Alfonsín, a échappé dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 février à une tentative d'attentat à San Nicolás, à 250 km au nord-ouest de Buenos Aires. Alors qu'il participait à un meeting de son parti, l'Union civique radicale, un homme est sorti de la foule et a tenté de tirer sur lui, mais son revolver n'a pas fonctionné. L'auteur de l'attentat manqué, Ismael Mario Abdala, ancien membre de la police des frontières, a été arrêté, mais deux hommes qui l'accompagnaient ont pris la fuite. — (AFP)

هكذا من الأصل

SPORTS

VOILE : la course autour du monde en solitaire avec escales

Vingt rescapés à l'approche du cap Horn

Les premiers concurrents du troisième BOC challenge, la course autour du monde en solitaire avec escales, devaient doubler le cap Horn dans les prochains jours. Le légendaire rocher à la pointe extrême de l'Amérique du Sud marquera cette fois la fin des angoisses pour des navigateurs qui n'avaient jamais rencontré autant d'icebergs dans l'extrême-sud du Pacifique. Une collision avec l'un d'eux a contraint le Sud-Africain John Martin, leader de l'épreuve après les deux premières étapes, à abandonner son bateau avant d'être recueilli par son compatriote Bertie Reed.

Lorsque Alain Gauthier et son Général-Concorde doubleront le cap Horn, probablement en tête de la flotte des vingt rescapés du troisième BOC challenge, le navigateur français aura peut-être une pensée pour l'*Eendracht* (concorde en néerlandais), ce vaisseau de 360 tonnes avec 65 hommes d'équipage qui avait permis à Willem Cornelisz Schouten, originaire de... Horne, aux Pays-Bas, et à Jacques Le Maire, fils d'un marchand huguenot établi à Amsterdam pour fuir les guerres de religion, de devenir les premiers cap-horniers, le 14 juin 1615, en cherchant, au sud du détroit de Magellan, un autre passage vers le Pacifique.

Pour atteindre le Horn, l'équipage de l'*Eendracht*, qui s'était engagé à « naviguer partout où il plairait au maître du navire de le conduire », avait dû surmonter son angoisse d'aborder une mer encore inexplorée et, surtout, livrer bataille à « des oiseaux d'admirable grandeur, assez semblables à des mouettes de mer mais plus grands que des cygnes d'Europe, chaque aile déployée dépassant la longueur d'une toise » (1). Empêtrés dans leurs ailes gigantesques, ces albatros, alors inconnus des navigateurs, avaient envahi le pont, aussitôt massacrés par les matelots. Mais, harponnés au visage par les becs crochus des oiseaux, plusieurs marins avaient péri.

Près de quatre cents ans plus tard, la légende du Horn, renforcée au milieu du XIX^e siècle par les démenties, les abordages par manque de visibilité, les pertes de cargaisons et de vies humaines sur les grands clippers construits pour la

conquête de l'Ouest américain puis pour ramener l'or de Californie et la laine d'Australie, est toujours vivace. Avant d'aborder le Horn dans le sens Est-Ouest, les navigateurs parlaient d'Australie devant, en effet, lutter près d'un mois, dans les cinquantièmes hurlants du Pacifique, avant d'atteindre ce point mythique situé par 55°59 de latitude sud et 67° de longitude ouest. A ce jour, à peine 200 marins ont réussi cette performance en solitaire.

Profusion d'icebergs

A la fin février, la liste des cap-horniers se sera allongée d'une dizaine de nouveaux noms. Et s'ils ne bénéficieront peut-être pas de l'aura de leurs grands aînés, ils ne manqueront pas d'histoires à raconter en rentrant au port. Jamais, en effet, les concurrents d'une course autour du monde n'avaient croisé autant d'icebergs. Une dizaine de jours après le départ de la troisième étape à Sydney, Philippe Jeantot (*Crédit-agricole*), qui accomplit son quatrième tour du monde en solitaire depuis neuf ans, disait qu'il n'avait jamais rencontré un temps aussi chaud dans ces contrées. Par 59° de latitude sud, il naviguait en tee-shirt et chaussures de pont!

Cette douceur inhabituelle explique peut-être la profusion des icebergs détachés de la banquise du continent antarctique mais ces conditions ne pouvaient s'éterniser. Quelques heures plus tard, des vents soufflant à plus de 60 nœuds sur le plateau continental de la Nouvelle-Zélande couchaient plusieurs bateaux. Philippe Jeantot se retrouvait mû par l'eau et quille en partie émergées pendant de longues minutes. Il ne lui restait plus qu'à réparer son vit de mulet (pièce reliant la bôme au mât) cassé et sa grand-voile déchirée entre le troisième et le quatrième ris, avant de repartir.

Les conditions de navigation étaient alors rendues plus périlleuses par la présence d'innombrables icebergs. L'Australien David Adams (*Unikaper*) en apercevait jusqu'à trente en vingt-quatre heures. Dans une liaison avec l'antenne parisienne du PC course (2), le Français Christophe Auguin (*Groupe-Scia*) racontait : « Ça devient un stalon. J'ai eu jusqu'à 12 icebergs en même temps sur mon radar (portée de 8 milles et icebergs atteignant de 500 à 1500 mètres de long). Je suis cerné. J'ai du mal à trouver les passages et je

n'ai pas fermé l'œil depuis trente-cinq heures. »

Dans ces circonstances, les solitaires devenaient naturellement solidaires. « Tous les bateaux veillent en permanence sur notre frère », explique encore Christophe Auguin. A intervalle régulier, on entend : iceberg vu par un tel, transmet position. Ensuite, la position est répétée par les concurrents qui font le relais jusqu'à la queue du peloton. »

Tous partagent un même sentiment de peur et de fascination dans ce décor d'aube du monde. « J'ai vu cinq énormes icebergs et plein de growlers (blocs de glace détachés des icebergs qui affluent à peine). C'est la vision la plus incroyable de ma carrière de concurrent, avoue le Sud-Africain John Martin. C'est magnifique, mais j'ai vraiment eu très peur. » Vision prémonitrice...

Dans la nuit du dimanche au lundi 18 février, le Sud-Africain, leader de l'épreuve après les deux premières étapes, a heurté un growler. Le choc a provoqué la casse en deux endroits de la membrure principale et le délamage de la coque autour de la quille.

Option extrême

Après quelques heures passées à écopier, il a dû demander assistance au concurrent le plus proche : son compatriote Bertie Reed, un navigateur expérimenté qui, comme Philippe Jeantot, a participé aux quatre dernières courses autour du monde. Bertie avait été le parrain de John Martin lors de ses premières compétitions avant que leur rivalité ne jette un froid entre eux. Les deux hommes vont avoir quelques semaines en tête à tête pour se reconstruire.

Cet abandon et la casse de sa dérive tribord en passant sur un autre growler n'ont pas suffi pour freiner l'ardeur d'Alain Gauthier, en tête de la troisième étape depuis la première demi-heure après le départ de Sydney. Confronté ces derniers jours à des vents de nord-est de 40-50 nœuds, le jeune Lorintais a choisi, contrairement à tous les autres concurrents de tête, de tirer un long bord bâbord amure vers l'Antarctique, qui l'a amené par 65°21 sud, une latitude jamais atteinte par un navigateur dans les précédentes courses.

Parti de Newport (Rhode Island) avec une pénalité de seize heures trente minutes pour n'avoir pas convoyé son bateau à temps pour les formalités d'inspection, ce pas-

sionné de courses de Formule 1 se doit de prendre des risques pour combler son handicap. Cela lui avait réussi dans la première étape, où il avait devancé de plus de dix heures Christophe Auguin arrivé deuxième au Cap, mais avait failli tourner au drame peu avant l'arrivée de la deuxième étape à Sydney. Projeté sur des winches par son écoute de grand-voile lors d'un empannage, il était resté inconscient plusieurs heures. A l'escale, les examens médicaux avaient décelé une fracture du poignet et un affaiblissement général dû à l'importance des hémorragies.

Les cinq semaines d'escale en Australie n'avaient pas été de trop pour permettre à Alain Gauthier de se refaire une santé avant la plus longue des étapes du BOC challenge jusqu'à Punta del Este (Uruguay), distant de 7 000 milles (13 200 km). Son option extrême vers le Sud lui a permis de creuser l'écart avec ses poursuivants. Dimanche 24 février, Christophe Auguin, qui a perdu sa balise Argos depuis trois jours, n'avait pu être localisé, mais David Adams était à près de 400 milles et Philippe Jeantot à plus de 450 milles. Alain Gauthier, qui comptait moins de quatorze heures de retard sur Christophe Auguin au départ de Sydney, était devenu le virtual leader du BOC Challenge à moins de 800 milles de Punta del Este.

Après avoir lutté dans les quarantièmes hurlants, Alain Gauthier avait pourtant la mauvaise surprise de découvrir des « soixante-cinquièmes... aphobes », au moment de remettre le cap au nord vers le Horn. Soudain encaimé, il avait tout loisir de se confier par télé à son rouleur, Pierre Lantier, qui avait également conduit Titouan Lamazou à la victoire dans le Vendée Globe Challenge. « Je n'ai pas vu le soleil depuis une semaine mais par contre beaucoup trop de glaces », écrivait-il. Je préfère voir les glaces sur le corps de Kim Basinger dans « Neuf Semaines et demie » qu'il par 65° sud... Vivement le Horn. »

GÉRARD ALBOUY

(1) Carnet de bord de W. C. Schouten publié dans le *Premier Cap-hornier*, d'Henri Baillet-Latour. Ed. du Pen-Duick et Océan-France.

(2) Ouvert au public à l'Espace Krennbourg Avenue, 30, avenue Georges-V, Paris (8).

TENNIS

La déprime de Steffi Graf et de Boris Becker

BONN

de notre correspondant

Ce n'est pas son passage éclair à la tête du classement ATP qui donne des idées noires à Boris Becker. Il sait que l'ordinateur peut lui rendre demain ce dont il s'est privé hier. Non, Boris, l'enfant chéri de l'Allemagne, est périodiquement sujet aux remises en cause. Dans un entretien accordé au magazine hambourgeois *Sports*, il révèle que l'idée du suicide l'effleure parfois, et qu'il a été à deux doigts de passer à l'acte, après sa défaite à Wimbledon en 1987 : « J'étais devant la fenêtre... un pas de plus et je me jetais dans le vide. Mais j'ai fermé la fenêtre, laissé le passé derrière moi et recommencé de zéro. »

Aux périodes d'euphorie et de sérénité succèdent sans transition chez le champion des accès d'angoisse et de dépression. Ainsi, au lendemain de sa victoire de Melbourne qui faisait de lui le numéro un mondial, Boris raconte qu'il s'était « senti libre comme un oiseau ». « J'avais l'impression que plus rien ne pouvait m'arriver. Je ne doutais plus, je n'avais plus rien à prouver. » Las, dès le lendemain, les doutes et l'angoisse étaient de retour : « Cela peut paraître bizarre, mais cela était lié à la guerre du Golfe qui venait d'éclater : au fond, le tennis m'apparaissait sans importance, une infime partie de l'histoire du monde, une brouille. »

Boris Becker semble vouloir maintenant tourner la page, et commencer, à vingt-trois ans, une nouvelle phase de son existence. Il vient de se séparer de son entraîneur, l'Autrichien Bob Brett, et de s'attacher les services de Niki Pilić, un Yougoslave naturalisé allemand, qui s'occupe également de l'équipe de Coupe Davis. Boris a l'intention d'abandonner la compétition lorsqu'il sera encore à son sommet : « Je n'ai pas l'intention de continuer à jouer si je suis numéro huit », a-t-il encore affirmé.

Les malheurs de Steffi Graf ne sont pas liés à cette angoisse existentielle qui rapproche un Boris Becker des poètes romen-

tiques de sa Souabe natale, mais à de scabreuses histoires de sexe et de chantage auxquelles son père est mêlé. La liaison passagère de ce dernier avec une femme ayant posé des problèmes de défrayé la chronique ces derniers mois.

La jeune femme, Nicole Meissner, qui est également l'amie d'un repris de justice actif dans le milieu de l'industrie, affirmait que l'enfant qu'elle portait était du père de Steffi Graf. Ce dernier a offert une forte somme à Nicole Meissner pour qu'elle abandonne la paternité qu'elle avait engagée. Mais l'ami de Nicole Meissner n'en a pas moins vendu toute l'histoire au quotidien populaire *Bildzeitung*.

Presse à scandale

Steffi est écœurée : elle songeait même à quitter définitivement l'Allemagne pour ne plus vivre que dans sa maison de Floride. Elle affirme au magazine *Starm* que son sort est comparable à celui de l'héroïne du roman de Heinrich Böll, l'Honneur perdu de Katarina Blum, poursuivie par les requins de la presse à scandale.

Aujourd'hui, dans ce même *Bildzeitung* qu'elle voulait hier aux gémonies, Steffi Graf affirme qu'elle restera en Allemagne « car j'aime trop ce pays », affirme-t-elle. Même si les tests sanguins ont établi que son père était bien également celui de l'enfant de Nicole Meissner, elle continuera à prendre toutes les décisions importantes avec lui. Et elle se met en colère lorsque Martina Navratilova lui conseille de rompre enfin le lien paternel : « C'est vraiment incroyable ! Quand tout ne marche pas bien à cent pour cent, chacun s'estime autorisé à donner des conseils ! Je ne m'occupe pas en public des problèmes de Martina, qui d'ailleurs ne connaît pas son père. C'est avec lui que je suis devenue numéro un et que j'ai réussi le grand chelem, cela met un point final à toute discussion. »

LUC ROSENZWEIG

FOOTBALL : un nouveau club au bord du dépôt de bilan

L'OGC Nice à la recherche d'un repreneur

Le club de football professionnel de l'OGC Nice est virtuellement en cessation de paiement avec un déficit de 40 millions de francs (le Monde du 23 février). Le club doit trouver d'urgence 25 millions de francs « pour terminer la saison ». La municipalité a annoncé qu'elle n'augmenterait pas sa subvention. Le sort de l'OGC Nice dépend, désormais, de l'aboutissement des négociations engagées avec deux candidats repreneurs.

NICE

de notre correspondant régional

La situation financière du club de Nice n'est, en l'occurrence, que le reflet de la mauvaise santé générale du football français (1). Dans son cas, du moins, il n'a été relevé « aucun agissement, ni aucune opération de nature à porter atteinte à l'honorabilité du club et de ses dirigeants ». Les caisses, pourtant, sont bel et bien vides. Le paye des joueurs, en décembre (2,2 millions de francs pour un effectif de vingt-cinq professionnels) n'a été assuré que grâce à une avance et à la caution personnelle du président du club, M. Mario Innocenti. Celle de janvier n'a toujours pas été réglée.

Parallèlement aux mauvais résultats sportifs - l'OGC Nice a été barragiste à la fin de la saison dernière et il est actuellement treizième à 3 points du dernier - le déficit comptable, c'est-à-dire l'insuffisance d'actif, n'a cessé de se creuser. De 30 millions de francs au 30 juin 1990, il est passé à 40 millions de francs à la fin de décembre et il devrait être porté à plus de 52 millions de francs au 30 juin prochain si aucun apport financier extérieur n'intervient.

A la fin de l'année dernière, les

dettes financières du club étaient, ainsi, de plus de 30 millions - sur un total de 629 000 millions de francs, dont 7 529 000 francs auprès des banques, M. Innocenti a cependant déploré que la municipalité de Nice n'ait pas tenu ses engagements concernant une aide exceptionnelle, sous forme d'emprunt, de 12 millions de francs. Dans l'immédiat, le club espère obtenir un échelonnement de ses dettes sociales et fiscales (13,1 millions de francs, dont 6,5 millions de francs à l'URSSAF) et compte également signer un moratoire avec d'autres créanciers. Mais il ne s'agit que de mesures palliatives qui ne règlent pas les problèmes immédiats de trésorerie.

Le club est, en fait, à la recherche d'un repreneur qui accepterait d'éponger son passif et lui éviterait un dépôt de bilan. Deux groupes se sont mis sur les rangs : l'un dirigé par un industriel français d'origine libanaise, M. Saïd Fakhrî, l'autre représenté par un élu socialiste, M. Richard Poglianio, conseiller régional, comprenant une importante entreprise de travaux publics parisiennne et deux sociétés de communication régionales. M. Fakhrî a déjà indiqué qu'il créerait des recettes nouvelles permettant d'abaisser de moitié, en quatre ans, les subventions versées par les collectivités locales. Une promesse à laquelle la municipalité a prêté une oreille attentive puisqu'elle a déjà réduit de 12 millions à 10 millions sa subvention annuelle et compte bien, comme l'a annoncé M. André Bonny, l'adjoint aux sports, « ne pas mettre un sou de plus » dans les caisses du club.

GUY PORTE

(1) Dans l'audit qu'il a réalisé à la demande de la municipalité (le Monde du 10 janvier), M. Michel Trintignant, expert-comptable cannois, rappelle que quinze clubs sur vingt du championnat de France de première division étaient dans le « rouge » à la fin du dernier exercice.

Les résultats

ATHLÉTISME

TOURNOI DES SIX NATIONS

La nouvelle équipe « panellennaise » d'athlétisme, avec ses stars Katrin Krabbe et Helga Drechsler, ex-vocantes de la RDA, a dominé les Soviétiques et les Français, en remportant, samedi 23 février, le match d'athlétisme des six nations qui avait lieu au Palais omnisports de Paris-Bercy. Monique Ewanje-Epée a remporté le 60 mètres haies en 7 s 82, améliorant de deux centièmes son propre record de France, alors que ses compagnons d'équipe Philippe Tourret (80 mètres haies) et Pascal Thibaut (3 000 mètres) se sont imposés dans leur discipline.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Vingt-troisième journée)

Auxerre b. Montpellier	2-1
Brest b. Lille	1-0
Nancy et Toulouse	1-1
Rennes b. Lyon	2-0
Nice b. Toulon	2-1
Monaco b. Caen	2-1
Nantes b. Saint-Etienne	3-1
Paris SG b. Metz	2-1
Sochaux b. Bordeaux	1-0
Canne et Marseille	0-0

ÉQUIPE	POINTS	GOALS
Paris SG	32	32 F
Monaco	28	28 F
Nantes	24	24 F
Sochaux	20	20 F
Caen	16	16 F
Amiens	12	12 F
Angers	8	8 F
Strasbourg	4	4 F
Metz	0	0 F

Classement. - 1. Marseille, 41 pts; 2. Monaco, 37; 3. Auxerre, 33; 4. Montpellier et Cannes, 31; 6. Lyon, 28; 7. Paris SG, 27; 8. Caen, Lille et Metz, 26; 11. Nice et Nantes, 25; 13. Bordeaux, Saint-Etienne, Rennes, Nancy, 24; 17. Sochaux et Toulon, 23; 19. Brest et Toulouse, 22.

Deuxième division (Vingt-troisième journée)

GROUPE A

Marignac b. Annecy	1-0
Nîmes b. Gueugnon	1-0
Rodez et Chamois	1-1
Ajaccio b. Alès	2-1
Quimper b. Bastia	1-0
Strasbourg et Mulhouse	0-0
Louhans-Cuiseaux b. Epinal	4-1

GROUPE B

Avignon-Vaucluse	1-0
Strasbourg-Oyon, remis	
Classement.	
1. Nîmes, 34 pts;	
2. Istres, 31; 3. Bastia, 29; 4. Strasbourg et Valenciennes, 28.	

Classement. - 1. Nîmes, 34 pts; 2. Istres, 31; 3. Bastia, 29; 4. Strasbourg et Valenciennes, 28.

ÉQUIPE	POINTS	GOALS
Paris SG	32	32 F
Monaco	28	28 F
Nantes	24	24 F
Sochaux	20	20 F
Caen	16	16 F
Amiens	12	12 F
Angers	8	8 F
Strasbourg	4	4 F
Metz	0	0 F

Classement. - 1. Le Havre, 33 points; 2. Laval; 3. Angers, 30; 4. Lens et Tours, 27.

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE (dames)

La skieuse française Carole Marie a remporté le super-G de Furano (Japon), comptant pour la Coupe du monde féminine de ski alpin, dimanche 24 février. Cette victoire permet à la jeune femme d'espérer conserver son titre et de compenser ainsi la déception causée par sa deuxième place aux championnats du monde, derrière l'Autrichienne Ulrika Maier. Profitant de l'absence de l'Autrichienne Petra Kronberger, blessée lors de ces championnats, Carole Marie avait déjà remporté, il y a deux semaines, le super-G de Garmisch-Partenkirchen (Allemagne).

TENNIS

TOURNOI DE STUTTGART

La Suédoise Stefan Edberg a remporté, dimanche 24 février, le tournoi de Stuttgart, doté d'un million de dollars, en battant en finale son compatriote Jonas Svensson (6-2, 3-6, 7-5, 6-2). En demi-finale, Svensson avait éliminé Guy Forget (2-6, 7-6, 6-2).

VOLLEY-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

A deux journées de la fin du championnat, Cannes s'est assuré, pour la deuxième année consécutive, le titre national.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

هكذا من الأصل

Héritière d'un riche passé, l'industrie cinématographique de l'ex-RDA s'interroge sur son avenir

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

ACTUELLEMENT

3 NOMINATIONS AUX OSCARS 1991

Meilleur Film
Meilleur acteur ROBERT DENIRO
Meilleure Adaptation

Un grand film humaniste.

Du tact et du cœur.
Beauté et dignité.

Courageux, bouleversant.
Et un fabuleux numéro d'acteurs.

Forts, émouvants, sensibles,
drôles parfois, intelligents toujours.

ROBERT DENIRO ROBIN WILLIAMS

L'ÉVEIL
(AWAKENINGS)

34 DE COLUMBIEN
APRÈS ET
COPARK

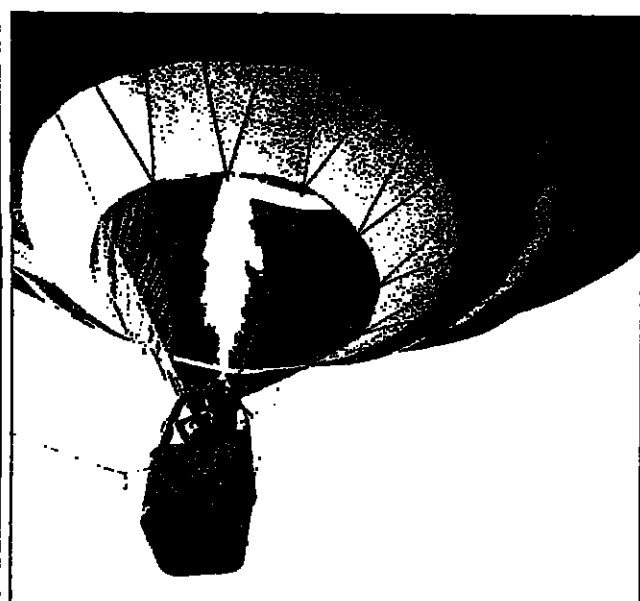
LE PLAISIR DE SORTIR,
MODE D'EMPLOI

Le Monde

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

Il y a les exploits dont vous rêvez.



Et ceux dont vous profitez.

Ce qu'il y a de plus merveilleux, c'est quand le rêve devient réalité. Pourquoi continuer à rêver de financements auto, alors que la Diac accompli chaque jour pour vous des exploits financiers que vous n'imaginiez pas possibles. Par exemple, jusqu'au 31 mars '91, la Diac vous offre une location avec option d'achat sur Renault 21 - 1 et 2 pour une Renault 21 1.1 : un versement initial de 19.500 F de l'oyer de 500 F, un dépôt de garantie de 500 F, et 50 loyers de 18.991 F. Coût total en cas d'acquisition 969.011 F. Renault 21 1.1, prix TTC en main 919.011 F (700.000 F). Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac - R.C. Nanterre - B 502 992 221. M. Financement chez votre concessionnaire ou agent Renault ou au **Nagirex** 05.05.05.05.

RENAULT 21 TL
1099 F PAR MOIS
PENDANT
59 MOIS.

Diac. L'exploit financier.



DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE

CULTURE

THÉÂTRE

Cygne blanc, signes noirs

Deuxième épisode de l'aventure d'un jeune metteur en scène

FIN DE SIÈCLE
d'après Oscar Wilde
au Théâtre Rutebeuf de Clichy

On avait découvert dans le même théâtre, jouant *Fantasio*, de Musset, ce groupe d'acteurs fédérés par l'envie de donner sa chance à un jeune metteur en scène, Richard Bean. Son regard noir, sa passion vagabonde, son appétit de liberté les avaient convaincus, l'année dernière, de se lancer dans l'entreprise avec leur seule énergie, quasiment sans moyens.

Le succès de ce *Fantasio*, essentiellement auprès de professionnels - le public aurait suivi si le Théâtre Rutebeuf était une adresse mieux connue et une salle mieux adaptée, - leur a valu d'attirer l'attention de Jean-Pierre Vincent et de Jacques Lassalle, puis de trouver aux Américains de Nanterre (où ils ont répliqué) et au Théâtre national de Strasbourg (où ils ont créé leur nouveau spectacle) les conditions véritables d'un travail professionnel.

Richard Bean, affamé de lectures, a eu l'idée de transposer à la scène une œuvre d'Oscar Wilde, *l'Éventail*

de *lady Windermere*, en compagnie d'un spécialiste de l'écriture dramatique, Louis-Charles Sirjac, une «bonne adresse». Si *l'Éventail* est toujours le héros de la pièce, celle-ci s'intitule désormais *Fin de siècle*, et a pour décor un appartement bourgeois résolument contemporain. L'adaptation, doublée de la transposition, est un genre très difficile et ici parfaitement maîtrisé. Tout est théâtre dans ce texte nerveux, enlevé et parfaitement méchant. «Wilde» donc, et très actuel, mélangeant petites et grandes sentiments, cruauté et romantisme autour de la scène pivot de l'anniversaire d'une jeune femme inquiète de l'apparente passion de son mari pour une femme dangereuse.

Ces frictions, ces tensions, ces paradoxes sont le moteur du travail de Richard Bean, archétype du jeune homme d'aujourd'hui, partagé dans son travail entre une culture rock - stridence des sons, saccade des gestes, brutalité de l'expression - et un goût certain pour le classique, et surtout le classique du XIX^e. Son adaptation a vraiment su concilier ces deux pôles. Il aurait dû lui faire plus confiance au moment de la mise

en scène, dont le parti esthétique rigide corsete un peu les acteurs. Si Richard Bean réussit les scènes de comédie, les scènes de pur théâtre, il place la barre trop haut quand il s'essaie à dessiner des mouvements «chorégraphiés».

Domage, car *Fin de siècle* réunit une troupe - ils sont treize comédiens - cohérente, inventive et courageuse. Comme pour *Fantasio*, elle mélange grands expérimentés et petits nouveaux. Michèle Oppenot (Pamela), une amie de Glenda, Thérèse) et Christiane Millet (Pamela), cygne noir qui la menace) mettent leur savoir-faire impeccable au service de jeunes gens qui sont tous très bons. Comme l'est, dans le rôle de Glenda, Hélène de Saint-Père, une «ancienne» de l'école de Chéreau à Nanterre. Elle compose un personnage difficile, sorte de cygne blanc échappé de la littérature romantique du siècle précédent et malmené par une ronde bruyante de décadents médisants.

OLIVIER SCHMITT

Théâtre Rutebeuf, 16-18, allée Gambetta, 92 Clichy-la-Garenne. A 21 heures, du mardi au samedi. Jusqu'au 2 mars. Tél.: 47-39-28-58.

PHOTO

Le froid soleil de la guerre

L'Italie au tournant
de la première guerre mondiale

ITALIE,
POINTS DE VUE, 1912-1923
à l'Espece Albert-Kahn.

A l'abri de ses jardins en cours de rénovation, la Fondation Albert-Kahn poursuit désormais son travail en direction du grand public. Il s'agit en effet pour sa responsable, Jeanne Beaulieu, d'ouvrir au maximum ses collections, naguère réservées aux seuls chercheurs. Cet ensemble considérable - 200 heures de films, 72 000 autochromes, 10 000 plaques stéréoscopiques - ne peut être mis entre toutes les mains. Il s'agit donc de transposer ces éléments sur un support fiable qui autorise toutes les manipulations : le vidéodisque numérique haute définition.

Dès aujourd'hui plus de 6 000 photos et 20 heures de films, montés ou non, sont visibles à partir de moniteurs au maniement simple. Il suffit d'appuyer sur quelques touches pour voir défilier des séquences d'un Japon quasi médiéval ou des vues de Ceylan prises au début de ce siècle.

Les expositions temporaires sont une autre façon de découvrir le fonds Albert-Kahn, en particulier les autochromes glanés par les opérateurs du financier aux quatre coins de la planète. Elles sont à chaque fois centrées sur un thème

et un pays. Il s'agit aujourd'hui de l'Italie au tournant de la première guerre mondiale. Comme d'habitude, les photographes ont privilégié les aspects de la vie quotidienne. Plus étonnant que les haillons napolitains séchant aux fenêtres - cliché obligé, - il faut restituer la vision de ce grand transatlantique rouge et blanc amarré dans le port de Naples, devant un quartier aujourd'hui détruit.

Omniprésence sournoise
du conflit

On y voit aussi une Venise sans touristes, dans un dégradé de gris rose et d'ocre pâle, les forums romains, avant les interventions mussoliniennes, cadrés verticalement, et les environs de Vicence encore vierges d'industries. Ce qui est frappant, au milieu de ces images d'une Italie déserte et figée, c'est l'omniprésence sournoise du conflit : hommes en uniforme au milieu des groupes, parapets de sable pour protéger la basilique Saint-Marc à Venise, prêtres et infirmières, couples inquiétants, souriant devant l'objectif.

En dépit du jeu des plans et des volumes, de l'intensité lumineuse des autochromes, l'écho de la guerre, assourdi, arrive à percer.

EMMANUEL DE ROUX
Jusqu'au 15 mai, 15, rue du Port, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél.: 46-04-52-80.

THEATRE

NANTERRE

AMANDIERS

5 au 24 mars 1991

Hedda Gabler

Ibsen - Fraçon

Tél. 47 21 18 81 ou 47 11 70

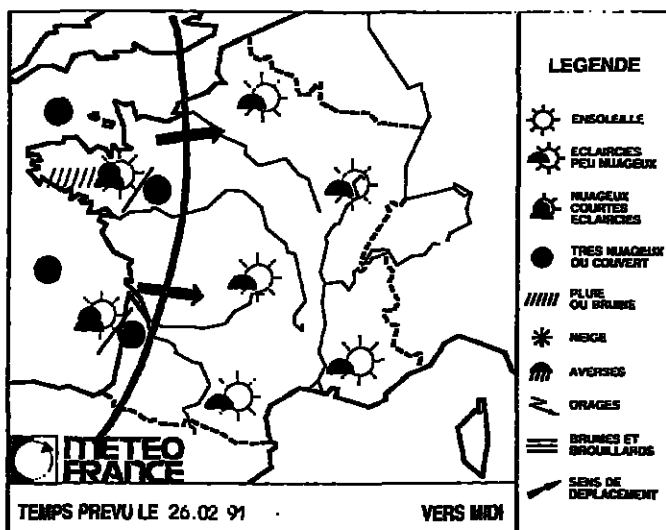
Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

هكذا من الأصل

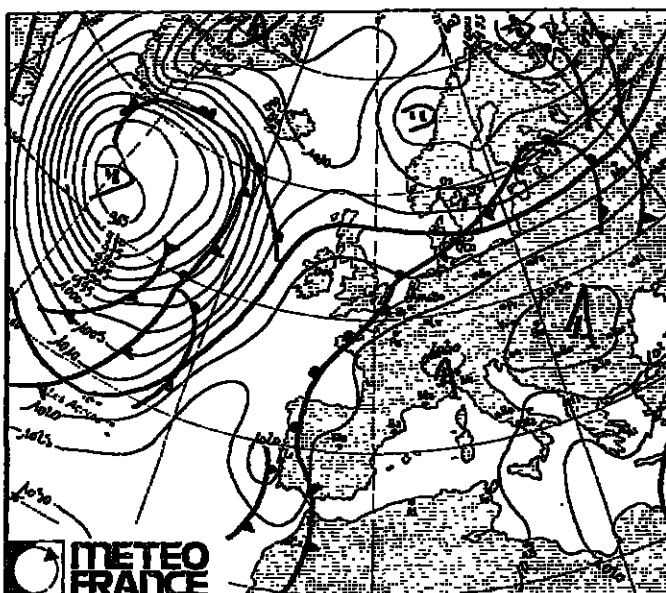
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 26 février
Très nuageux et pluvieux sur l'Ouest
Ensoleillé sur l'Est



SITUATION LE 25 FÉVRIER 1991 À 0 HEURE TU



Des nuages et quelques faibles pluies traverseront très lentement le pays jusqu'à jeudi. Vendredi, de nouvelles pluies par l'ouest.

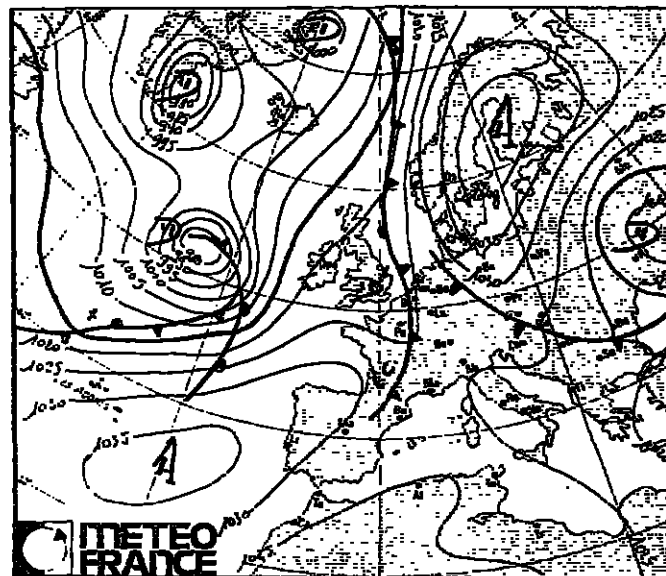
Mercredi 27 février : soleil à l'est, nuages ailleurs. Les régions allant des Pyrénées au Centre et au Nord resteront sous un ciel très nuageux à couvert donnant quelques faibles pluies. Un peu plus à l'est, quelques nuages voleront le ciel. Sur une petite moitié est du pays, brumes et brouillards marins seront au rendez-vous, puis céderont la place aux belles éclaircies l'après-midi.

A l'ouest, le temps sera variable. Des averses pourront se produire sur la Bretagne puis sur les régions côtières de la Manche.

Les températures minimales iront de 1 à 4 degrés dans l'Est, 4 à 6 degrés ailleurs, jusqu'à 7 à 8 degrés sur les régions méridionales.

Les maximales atteindront 9 à 11 degrés dans l'Est et le Nord, 11 à 13 degrés ailleurs sur une grande moitié nord, 12 à 16 degrés sur une petite moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 27 FÉVRIER 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 24-02-1991 à 6 heures TU et le 25-02-91 à 6 heures TU

FRANCE		TOULOUSE		LOS ANGELES	
ALGER	15 5 D	17 8 C	17 13 D	17 13 D	17 13 D
BARCELONE	19 6 D	17 3 D	12 4 D	12 4 D	12 4 D
BORDEAUX	21 4 D	20 23 D	18 2 D	18 2 D	18 2 D
BOURGES	21 4 D	20 23 D	18 2 D	18 2 D	18 2 D
BRUXELLES	12 9 P	12 9 P	12 9 P	12 9 P	12 9 P
CASIN	16 9 C	12 6 C	12 6 C	12 6 C	12 6 C
CHERBOURG	13 9 N	12 6 C	12 6 C	12 6 C	12 6 C
CLEMONT-FE	22 3 D	20 20 D	18 2 D	18 2 D	18 2 D
DJON	18 0 D	17 2 B	17 2 B	17 2 B	17 2 B
GENÈVE	15 5 C	12 3 D	12 3 D	12 3 D	12 3 D
LILLE	15 7 D	12 3 D	12 3 D	12 3 D	12 3 D
LYON	19 1 D	18 8 C	18 8 C	18 8 C	18 8 C
MARSEILLE-M	15 1 D	23 18 D	18 8 C	18 8 C	18 8 C
NANCY	16 1 D	17 11 D	17 11 D	17 11 D	17 11 D
NANTES	16 10 D	17 11 D	17 11 D	17 11 D	17 11 D
NICE	17 7 D	17 11 D	17 11 D	17 11 D	17 11 D
PARIS-MONT	17 7 D	17 11 D	17 11 D	17 11 D	17 11 D
PAU	20 4 D	17 11 D	17 11 D	17 11 D	17 11 D
PERPIGNAN	13 10 C	12 3 D	12 3 D	12 3 D	12 3 D
RENNES	16 5 N	12 3 D	12 3 D	12 3 D	12 3 D
ST-ETIENNE	21 3 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D
STRASBOURG	14 0 D	13 3 B	13 3 B	13 3 B	13 3 B

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 25 février

La mémoire en chantant : Que reste-t-il de nos amours, par Charles Trenet.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Piranha 2, les tueurs volants. □ Film hollando-italo-américain de James Cameron (1982). Avec Tricia O'Neil, Steve Marichuk, Lance Henriksen.

22.00 Flash d'informations.

22.05 Cinéma : Compartiment tueurs. ■■ Film français de Costa-Gavras (1964). Avec Simone Signoret, Yves Montand, Pierre Mondy.

23.35 Cinéma : Zanzibar. ■■ Film français de Christine Pascal (1989). Avec Fabienne Babe, André Marcon, Francis Girod.

LA 5

20.33 Drôles d'histoires.

20.45 Cinéma : Les héros de Tolemark. ■ Film britannique-américain d'Anthony Mann (1955). Avec Kirk Douglas, Richard Harris, Ulla Jacobsson.

22.30 Spécial Goffe.

M 6

20.35 Cinéma : Premiers désirs. □ Film franco-allemand de David Hamilton (1983). Avec Monica Broeke, Patrick Bauchau, Emmanuelle Béart.

22.15 Série : Hongkong connection.

23.10 Série : Le prisonnier.

0.00 Six minutes d'informations.

0.05 Magazine : Dazibao.

0.10 Magazine : Jazz 6. Présenté par Philippe Adler.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Cinéma : Trafic. ■■ Film français de Jacques Tau (1970).

22.35 Court métrage : M. Fantomas. D'Ernst Moeman.

23.00 Documentaire : Live.

0.00 Cinéma d'animation.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. Jusqu'où peut aller la médecine ? (2^e partie).

21.30 Dramatique. L'affaire Danton. De Stanislas Przewyżski.

22.40 La radio dans les yeux.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Rock en RDA.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 23 février au Théâtre des Champs-Élysées) : An idyll for the Misbegotten, de Crumb ; Voyants, de Kolb ; Over the pavements, All roads lead to the center, Slow and fast rondo rapid transit, d'ives ; In sleep in thunder, de Carter, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : Joel Revzen ; sol. : Jon Garrison, ténor, Alan Marion, alto, Jay Gottlieb, piano.

23.07 Poussières d'étoiles. Renseignements sur Apollon. Gnska, opéra en trois actes, de Scarlatti, par les Solistes de Hanovre, dir. : Bruno Maderna.

Mardi 26 février

18.00 Canaille peluche. Captain N ; The Dick Tracy show.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.

18.50 Top 50.

19.20 Magazine : Présenté par Marc Toesca.

19.20 Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.

20.30 Cinéma : L'amour est une grande aventure. ■ Film américain de Blake Edwards (1988).

22.05 Flash d'informations.

22.10 Cinéma : Haute sécurité. ■ Film américain de John Flynn (1989) (v.o.).

23.55 Cinéma : Critters 2. □ Film américain de Mick Garris (1987).

LA 5

14.25 Série : Le renard.

15.30 Tiercé à Auteuil.

15.50 Série : Bergerac.

16.45 Dessins animés.

18.40 Série : K 2000.

19.30 Spécial Goffe.

20.00 Journal.

20.33 Drôles d'histoires.

20.45 Cinéma : Conan le barbare. ■■ Film américain de John Milius (1985).

22.55 Ciné Cinq.

23.00 Cinéma : Sexy dancing. □ Film italien de Joe d'Amato.

0.35 Journal de minuit.

M 6

15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.

16.40 Série : Vegas.

17.30 Hit hit hit hourra !

17.35 Jeu : Zygomusic.

18.05 Série : Supercopier.

19.00 Série : La petite maison dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie.

20.35 Téléfilm : Le désert blanc. De Michael Scott.

22.15 Série : Brigade de nuit.

23.10 Magazine : Vénus.

23.40 Six minutes d'informations.

23.45 Magazine : Dazibao.

23.50 Musique : Boulevard rock'and hard.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.45 Cinéma d'animation : Images.

16.55 téléfilm : Sorrow acre. De Morten Henniken.

18.00 Moyen métrage : Le coupeur d'eau. De Philippe Tabarly.

18.25 Magazine : Dynamo (Spécial rencontres).

18.50 Documentaire : Musiques noires (2). De Claude Fléouter.

19.40 Danse : La lampe.

19.55 Chronique : Le dessous des cartes.

20.00 Documentaire : Le tourisme cannibale. De Dennis O'Rourke.

21.05 Magazine : Mégamix.

22.00 Magazine : Dynamo (Le vin).

22.30 Téléfilm : La lutte. De Marti Ijas.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. La bestiaire de notre intestin.

21.30 Grand angle. Ces peurs qui nous dérangent... réalistes et phantasmes (rediff.).

22.40 Les nuits magnétiques. Kiga l'Indienne, ou la compagne de Gasiorowski.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Rock en RDA.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Lille) : Variations sur un thème rococo pour violoncelle et orchestre op. 33, de Tchaïkovski ; Concerto pour violoncelle et orchestre, de Ligeti ; Symphonie n° 4 en mi bémol majeur, de Bruckner, par l'Orchestre national de Lille, dir. : Gaetano Delogu ; sol. : Miklos Perenyi, violoncelle.

23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « Le Monde ».

Audience TV du 24 février 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

Le Monde / SOFRES/NIelsen

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	50,2	7,7	Stade 2	19-20	Jonathan...	Enfer de...	Routin par...
		19,3	8,6	9,9	1,0	7,0	4,0
19 h 45	57,3	7,7	Maguy	19-20	Ca cartoon	Enfer de...	Culture pub
		22,0	17,1	8,1	1,9	6,1	2,0
20 h 16	66,4	Journal	Journal	19-20	Ca cartoon	Journal	M... est serv...
		27,7	15,4	5,9	5,0	6,2	5,8
20 h 55	69,1	La zézanie	La goille	Variétés	Colors	Févre...	Django
		29,1	15,4	8,9	3,9	5,4	5,0
22 h 8	59,1	La zézanie	La goille	La divan	Colors	Févre...	Django
		21,5	12,7	5,2	4,4	7,8	7,8
22 h 44	44,7	Fous Bassan	L'œil...	Dr Mabuse	Equipe dm.	Févre...	Defence
		24,3	3,8	4,3	1,8	5,3	4,9

هنا من الأصل

ÉCONOMIE

Les conséquences de la guerre du Golfe

La croissance japonaise reste soutenue

La seule divergence notable dans les analyses de l'impact du conflit au Proche-Orient sur l'économie nationale fait par les instituts de recherches économiques japonais se ramène à des spéculations sur quelques dixièmes de point, en plus ou en moins, du rythme de croissance. Sur le fond, tous s'accordent pour penser que, même si elle ralentit, la croissance japonaise n'en restera pas moins soutenue cette année.

TOKYO

de notre correspondant

« C'est comme une voiture qui fait du 60 kilomètres/heure et qui passe à 40 : en définitive, elle avance toujours, mais à une vitesse réduite, c'est tout. » La formule imagée d'un directeur de la Banque de Tokyo résume le sentiment qui prévaut dans les milieux d'affaires japonais. Sur les quarante-huit instituts privés de recherches économiques, trente-deux prévoient pour 1991 une croissance de l'ordre de 3,5 % - le taux le plus élevé des pays de l'OCDE.

Les experts du groupe bancaire Nomura estiment qu'en définitive la contribution financière japonaise à l'effort de guerre dans le Golfe (9 milliards de dollars) aura un impact favorable sur l'économie. Elle devrait en effet stimuler la croissance de 0,1 point. Bien que la demande intérieure risque de légèrement souffrir de la ponction fiscale nécessaire au financement de cette contribution, celle-ci devrait en revanche stimuler la demande américaine, entraînant une augmentation des exportations de 0,3 point, qui annulerait cet effet négatif.

Entre les commentaires alarmistes d'une partie de la presse anglosaxonne, qui annonce une récession sous le triple impact d'un effondrement (encore hypothétique) des prix financiers, d'une baisse de la Bourse, d'un resserrement du crédit, le tout conjugué à la guerre dans le Golfe, et la sérénité, peut-être excessive, des autorités, la situation de l'économie japonaise est sans doute à mi-chemin de ces deux évaluations.

Il est clair que dans tous les scénarios (guerre de brève ou de longue

durée), et bien qu'il soit plus dépendant du Proche-Orient que ses partenaires du monde industrialisé, le Japon semble en meilleure position que ceux-ci pour tirer son épingle du jeu. D'une part, ses ressources financières lui permettent, le cas échéant, de faire face sans trop de dommage à une éventuelle augmentation du prix du pétrole et, d'autre part, la robustesse de son économie lui assure d'être en position confortable pour aborder l'après-guerre.

En bonne santé, l'économie japonaise n'en présente pas moins des signes d'essoufflement : le taux de croissance de la production industrielle ralentit en dépit de la vigueur de la demande interne et des investissements. En progression (+14,8 % au cours de l'année fiscale 1990 qui s'achève en mars), ceux-ci devraient néanmoins diminuer au cours de la première partie de l'exercice fiscal prochain et stagner pendant la seconde, estime l'Agence de planification. Le rythme de progression de la consommation des ménages (qui compte pour 58 % dans le PIB) continue en outre à baisser (même s'il reste soutenu : +4,6 % sur l'ensemble de l'exercice 1990). Bien que la plupart des instituts de recherches économiques estiment que la guerre aura un effet marginal sur les consommateurs, ces derniers pourraient toutefois devenir plus prudents. Enfin, les tensions inflationnistes persistent, au regard en tout cas de critères japonais (+4,2 % en janvier par rapport au même mois en 1990).

Augmentation des faillites

Autre signe négatif : les faillites sont en augmentation. Le total des dettes des sociétés qui ont déposé leur bilan était, en février, supérieur de 32 % au montant de janvier et atteignait la somme record de 4,8 milliards de yens, le montant le plus élevé depuis 1964. Ces faillites sont toutefois moins le résultat de revers industriels ou commerciaux que d'opérations spéculatives dans lesquelles les sociétés ont été lancées.

La crise du Golfe intervient au moment où l'économie japonaise traverse une phase de transition. La chute de 40 % de l'indice boursier, la hausse des taux d'intérêt, la diminu-

tion des profits des entreprises et la contraction des marchés extérieurs ont assombri l'horizon. La principale préoccupation pour le moment, ce sont les difficultés auxquelles est confronté le système financier. Une chute - que certains prévoient, mais qui ne sera peut-être pas aussi importante qu'on le pense - des prix financiers pourrait porter un coup très dur aux banques et institutions financières, qui ont près de milliards de dollars aux spéculations immobilières.

La politique monétaire sévèrement restrictive menée par la Banque du Japon, qui a délibérément cherché à calmer le jeu (croissance excessive de la masse monétaire, surchauffe de l'économie et spéculation effrénée), se fait cruellement sentir sur les banques et certaines entreprises, prises au collet par ce resserrement du crédit.

La Banque centrale ne semble pas vouloir démentir de sa politique : lundi 18 février, elle précisait que la masse monétaire n'avait augmenté que de 7,3 % en janvier, soit le rythme le plus faible depuis huit ans. Le nouveau président du Keidanren (patronat), M. Hiraiwa, a déclaré qu'il approuvait cette restriction du crédit, même si elle était douloureuse, car les risques d'inflation étaient importants. Indépendamment des autres facteurs de hausse des prix, la situation du marché du travail (manque de main-d'œuvre) constitue une pression favorable aux augmentations de salaires.

Le durcissement de l'encadrement du crédit et la hausse des taux d'intérêt ont permis d'amorcer une baisse des prix de l'immobilier. Tout à la question est de savoir si les autori-

tés sont à même de contrôler le processus en évitant un dérapage qui pourrait être catastrophique. De manière surprenante, vue de l'étranger du moins, l'augmentation du prix du pétrole n'est que rarement mentionnée parmi les menaces qui pèsent sur l'économie japonaise.

Compte tenu de ces tensions, certains économistes évoquent la possibilité d'une « crise de mars », dernier mois de l'année fiscale. La plupart estime en revanche que si la phase de transition que traverse l'économie japonaise est délicate, les tendances fondamentales restent saines.

Dans l'immédiat, l'essoufflement de l'appareil productif nippon et le climat d'incertitude qu'a engendré le brutal dégonflement de la « bulle spéculative », conjugué à la hausse du loyer de l'argent, ont eu surtout pour conséquence un repli des capitaux japonais des États-Unis : selon le Bureau fédéral, entre janvier et septembre 1990, les achats de bons du Trésor américains ont été inférieurs de 7,2 milliards de dollars à leurs ventes. Au total, au cours de 1990, le reflux des capitaux nippons s'élève à 15 milliards de dollars. D'une manière générale, les achats d'avoirs étrangers par les Japonais ont chuté l'année dernière de 65 %, pour atteindre 39,7 milliards de dollars, soit le niveau le plus bas en six ans. Compte tenu des déficits des budgets américain et allemand, l'économie mondiale risque dans ces conditions, selon le quotidien économique *Nihon Keizai*, de souffrir d'un grave manque de capitaux.

PHILIPPE PONS

Une banque irakienne mise en liquidation provisoire en Grande-Bretagne

La banque irakienne Rafidain, appartenant à l'État irakien, a été placée en « liquidation provisoire » par la Haute Cour britannique. Cette décision a été prise sur la demande de la Banque d'Angleterre, qui a précisé le 22 février qu'il ne s'agissait pas d'une « sanction financière », mais d'une mesure destinée à « protéger les actifs » de la banque, estimés pour la branche londonienne à 200 millions

de livres (environ 2 milliards de francs). Certains créanciers étrangers de la banque Rafidain envisagent en effet de la poursuivre pour obtenir par voie de justice le recouvrement de créances qu'ils ne peuvent obtenir auprès de Bagdad. La Banque d'Angleterre a considéré que cette procédure n'aurait pas été correcte vis-à-vis des autres créanciers. (AFP)

Le Koweït envisage d'emprunter

LONDRES (correspondance)

Le gouvernement koweïtien actuellement en exil pourrait emprunter sur ses futurs revenus pétroliers pour financer le coût de la reconstruction. Dans une interview publiée le 24 février par l'hebdomadaire dominicain britannique *The Independent on Sunday*, M. Abdullah Al-Gabandi, directeur général du Kowest Investment Authority (KIA), a déclaré : « Ce que je veux vous confirmer, c'est que les revenus substantiels tirés du pétrole sont une possibilité en soi. Une option très sérieuse consiste à emprunter sur la base des futurs revenus pétroliers. » En tant que responsable du KIA, M. Gabandi supervise le Kowest Investment Office (KIO), organisme basé à Londres et chargé de gérer la tirelire de l'émirat.

Depuis le début des hostilités, le 16 janvier, des rumeurs persistantes circulent dans la City d'un « vent de siècle » de la part du KIA, destinée à financer l'effort de guerre allié et la reconstruction du pays. Les avoirs étrangers du gouvernement en exil sont estimés à 100 milliards de dollars. Les revenus annuels de placements sur la place financière devraient s'élever à 5 milliards de dollars en 1990. La participation du Kowest à l'effort de guerre allié atteint quelque 20 milliards de dollars. Le coût de la reconstruction est estimé à 50 à 100 milliards.

Soucieux de rassurer les marchés financiers, M. Al-Gabandi a déclaré que le KIA préparait une vaste vente de ses avoirs : « J'y insiste - et ceci est un message à l'intention des marchés et de tout le monde - les Koweïtiens ne seront pas stupides et ne se débarrasseront pas de tous ces avoirs. Nous avons un certain nombre de bons actifs accumulés au cours des ans, qu'il est hors de question d'abandonner. »

Le patron du KIA a démenti que le gouvernement en exil soit confronté à une crise de trésorerie provoquée par le soutien aux banques et établissements koweïtiens installés à l'étranger : « Il n'y a pas eu de drainage de capitaux ; si l'on prend comme référence avoirs et endettement, les institutions koweïtiennes sont des créditrices nets à l'égard du monde extérieur. Elles auront peut-être besoin d'un soutien temporaire, jusqu'au dégel des avoirs. »

MARC ROCHE

Les attributions de logements HLM

Discernement ou discrimination raciale ?

Le refus d'attribution d'un logement HLM à une jeune coiffeuse algérienne, porté devant le tribunal de Paris (le *Monde* du 20 février), relance le débat sur les conditions de l'attribution des logements sociaux.

Un travailleur immigré ou un Français des DOM-TOM risque-t-il de se voir refuser un logement HLM, uniquement en raison de la couleur de sa peau ? Les organismes d'HLM, à côté des règles officielles d'attribution des logements, nombreuses et complexes (1), ont-ils mis en place des règles non écrites destinées à exclure de leur patrimoine ces indésirables que sont les plus démunis, et spécialement les immigrés et les Français de couleur ? En un mot, les HLM sont-ils racistes ?

Sûrement pas, si l'on considère les chiffres. La France compte 6,2 % d'étrangers, et 12 % des personnes logées dans les 3,2 millions de logements HLM sont étrangers. En d'autres termes, les HLM logent un Français sur huit, un étranger sur quatre, un Maghrébin sur deux... Quant aux Français des DOM-TOM, impossible de connaître leur nombre, l'existence de fichiers de ce genre étant en elle-même une manifestation tout à fait illégale de racisme.

Pourtant, les HLM ne parviennent pas à loger les plus démunis dans des conditions acceptables. La loi sur le droit au logement (dit « loi Besson », du 31 mai 1990, la préparation d'un projet de loi sur le droit à la ville (dit « loi Delaunay », du nom du ministre d'État, ministre de la ville ou loi anti-ghettos), l'existence de quatre cents quartiers dégradés relevant des procédures DSO (développement social des quartiers), les événements négatifs des Minguettes et plus récemment de Vaucluse-Velin prouvent qu'attribuer un logement suivant les règles

classiques n'est pas suffisant. Il faut encore renforcer la cohésion sociale, lutter contre la ségrégation, rechercher un rééquilibrage social dans les immeubles HLM déjà transformés en ghettos, et éviter de concentrer dans un grand ensemble « des catégories sociales mal traitées » (selon les termes officiels), à raison de leur pauvreté, de leur taux de chômage très élevé, de leur origine ethnique, pour reprendre la formule de M. Roger Quilliot, ancien ministre et président de l'Union nationale des HLM.

Il faut de plus éviter que dans des quartiers encore vivables, des attributions incohérentes ne fassent « basculer » la situation dans la spirale de la dégradation : une famille à problèmes dans une cage d'escalier peut faire fuir les autres locataires vers d'autres lieux, dès qu'ils en ont la possibilité financière.

Années de résidence

Quand il existe suffisamment de logements sociaux dans des endroits suffisamment isolés dans le tissu urbain, le problème ne se pose pratiquement pas. En revanche, dans les villes où le marché du logement est tendu, il y a cinq demandes pour un seul logement, et le choix est inéluctable, faisant quatre exclus. Et c'est là où « un pour un » : un logement n'est attribué à un locataire de couleur que si un autre ménage similaire quitte le parc. Rien d'étonnant que dans son rapport sur l'attribution des logements sociaux (le *Monde* du 17 octobre 1989), M. François Geindre fasse des étrangers et des Français des DOM-TOM, une des grandes catégories d'exclus du logement social, à côté des plus démunis et des salariés précaires.

C'est, disent les responsables des HLM, le « discernement » qui doit présider à l'attribution des logements, mais où cède-t-il la place à la discrimination ?

Car elle existe, la discrimination, et singulièrement dans la région parisienne, où dans les très grandes agglomérations, les municipalités rejettent les immigrés, soit parce qu'elles en arborent déjà trop, soit parce que, ayant refusé à ne pas en arbitrer, elles n'en veulent surtout pas. Comment expliquer autrement que parmi la vingtaine de communes qui entourent Lyon, six communes seulement aient des immeubles HLM ? Alors, les municipalités se débrouillent, et trouvent des critères (souvent avoués clairement) pour que l'on puisse poser sa candidature à un logement social. Par exemple, ce sera le nombre d'années de résidence dans la commune : 5 ans pour un Français métropolitain, 10 ans pour un Français d'outre-mer, 15 ans pour un étranger... Ou encore le fait d'être employé par une entreprise située sur la commune...

A Paris et dans sa proche banlieue, le phénomène s'aggrave pour plusieurs raisons. Les loyers du secteur privé sont devenus inabordable, même dans les quartiers les moins cotés, et de nombreux propriétaires donnent comme consigne de ne pas accepter de locataires de couleur ou maghrébins, car « cela fait baisser le standing de l'immeuble ». De jeunes cadres ou intellectuels antillais, maliens ou maghrébins, au salaire tout à fait suffisant, en ont fait l'expérience. De plus, la disparition des logements de la loi de 49, souvent appelée « secteur social de fait », aux loyers très bas, rejette vers la périphérie et vers un logement social introuvable des familles entières, souvent nombreuses. Ainsi, faute de soupape de sécurité, l'équilibre social et la déconcentration dans les grands ensembles aux portes de Paris semblent-ils des rêves pratiquement inaccessibles : les logements

devenus vides le restent, les seuls candidats étant des immigrés ou des marginaux, qui n'ont aucune possibilité d'aller loger ailleurs.

Il y a bien sûr, dans ces populations marginalisées, des problèmes de modes de vie, d'adaptation, de refus des contraintes de la société française. Ils sont le fait, souvent, d'un petit pourcentage de truïstes, mais qui font école, pour peu que le chômage s'en mêle. Il existe des immeubles HLM comprenant 60 % d'étrangers ou tout se passe bien, car ils ont du travail. Certaines cités, en revanche, vivent l'enfer, après la disparition de l'usine qui avait conduit à leur construction, pour loger les travailleurs immigrés qu'on était allé chercher dans leur propre pays...

L'inévitable arbitraire

En l'absence de suffisamment de logements sociaux dans le tissu urbain lui-même, proche du centre-ville, le logement des étrangers en France relève forcément de l'arbitraire, et quand cet arbitraire inévitable est manié par un raciste, c'est le drame. Car il y a aussi - c'est statistiquement évident - des responsables d'organismes d'HLM dont le comportement est franchement raciste, même s'il n'est jamais revendiqué comme tel, car on a rarement ce triste courage.

Pour en sortir, et pour conduire à une assimilation des populations immigrées, il faut construire, construire encore du logement social, même s'il coûte le plus cher aux finances publiques, même si la ressource qui le finance (le fameux « livret A » des caisses d'épargne) s'amenuise dangereusement. D'ailleurs, le prochain congrès HLM (à Toulouse, au printemps) se préoccupera de ce besoin spécifique qu'on ne sait pas encore très bien chiffrer. Le temps n'est plus où on se disait que le problème du loge-

ment n'était plus quantitatif, mais qualitatif. Mais il faut de plus que la mise en place des équipements indispensables (transports, écoles, commerces, services publics...) précède l'entrée des nouveaux locataires, si l'on veut éviter les erreurs des années 60.

Ce n'est pas encore suffisant : l'intégration de populations récentes demande du temps, et c'est un facteur qu'on ne sait pas maîtriser, car, comme le dit M. Roland Pignat, député du P.S. de l'Union nationale des HLM, « les itinéraires de l'intégration suivent des étapes variables dans leur nombre et dans leur durée, et il faut reconnaître avec humilité qu'on ne sait rien de leur rythme ». C'est en termes de générations qu'il faut compter. Au début du siècle, on reprochait aux Bretons et aux Belges de venir voler le travail dans la région parisienne ou dans les riches provinces agricoles et il a bien fallu quarante ans pour que les Italiens et les Espagnols chassés par le fascisme s'enrichissent. Pour que les sociétés HLM, accusées à l'arbitraire, ne puissent plus être accusées de racisme, même à tort, il va falloir non seulement beaucoup d'argent, mais une volonté politique sans défaillance, sur une longue durée, quelles que soient les majorités au pouvoir.

JOSÉE DOYÈRE

(1) L'attribution d'un logement HLM doit tenir compte à la fois, dit la loi, « de la composition, du niveau de ressources et des conditions de logement actuelles du ménage, de l'éloignement des lieux de travail et de la proximité des équipements dépendant des besoins du demandeur » (L. 441-1 du Code de la construction et de l'habitation, loi du 18 juillet 1983, art. 32). Grosso modo, 30 % des candidats sont proposés par le préfet, 20 % par la collectivité locale et une fraction plus ou moins importante du reste par l'organisme du 1 % logement patronal qui a zéid au financement. C'est l'organisme HLM qui décide.

BILLET

La Pologne et les faveurs du FMI

Les dirigeants polonais ont de quoi être satisfaits. Deux jours après l'octroi d'un prêt de 1,8 milliard de dollars du FMI à la Hongrie, ils viennent de signer avec les responsables du Fonds un accord de principe leur ouvrant une ligne de crédit de 2 milliards de dollars, utilisable au cours des trois prochaines années. Ainsi, le gouvernement de M. Jan Krzysztof Bielecki, à peine plus d'un mois après sa constitution, reçoit non seulement des précieuses concours financiers, mais surtout un véritable satisfecit international.

L'accord avec le FMI intervient pourtant alors que le taux d'inflation retrouve des pourcentages dangereusement élevés (plus de 10 % par mois), que le budget table sur des recettes issues de privatisations dont on ne sait si elles pourront être réalisées, et que les salaires commencent à dérapier véritablement.

Clairement, le « plan Balcerowicz », du nom du ministre des finances qui a survécu au gouvernement Mazowiecki, plaît au FMI et à la communauté financière internationale. La Pologne est le seul pays de l'Est ayant adopté un mode de transition vers le marché aussi radical, créant en quelques mois à peine de véritables conditions de concurrence, au prix d'une chute importante du niveau de vie. Il n'est pas inhabituel d'entendre le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, vanter le courage et l'efficacité avec lesquels les Polonais se sont lancés dans une douloureuse réforme économique.

Mais la Pologne - et l'Europe de l'Est en général - fait aussi un peu peur à l'Occident. Les tensions sociales, fortes depuis l'écroulement des régimes communistes, deviennent aujourd'hui inquiétantes. La grève des chauffeurs de taxi en octobre dernier à Budapest, celle des travailleurs agricoles des fermes d'État polonaises aujourd'hui signalent des risques de dérapage importants, dans ces pays où la démocratie est encore très fragile. On voit bien que les dirigeants polonais ou hongrois ont actuellement toutes les cartes en main - y compris celle de leur participation symbolique à la coalition en guerre contre l'Irak - pour obtenir des faveurs internationales. Il est à peine surprenant qu'ainsi que la Pologne a obtenu en janvier la garantie qu'elle bénéficierait d'une réduction d'au moins un tiers de sa dette publique (qui s'élève à 30 milliards de dollars), son gouvernement continue de réclamer une diminution de 80 % au moins.

F. L.

PÉTROLE

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)		
	Valeur	Variation
	22 \$	par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New-York le 25 février	17,91	- 0,59
Brent à Londres le 25 février	16,35	- 0,40

Les marchés pétroliers étaient très calmes au lendemain de l'attaque terroriste des forces alliées, les professionnels estimant suffisant l'approvisionnement des pays consommateurs. A New-York, les premières cotations du 25 se situent autour de 17,7 dollars, tandis qu'à Londres, les cotations n'ont guère varié par rapport aux jours précédents.

Un analyste britannique souligne qu'il n'y a pas de demande militaire de pétrole, mais que la demande civile pourrait augmenter si les tensions se poursuivaient.

Steffi Graf
Boris Becker

ÉCHECS

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

ÉCONOMIE

AGRICULTURE

Paysans, artisans ou chefs d'entreprise

Une enquête commanditée par le CNJA révèle la grande diversité des jeunes exploitants

« L'exploitation-type n'existe plus. » C'est la conclusion la plus voyante d'une enquête, « Jeunes et agriculteurs en 1990 », qui jette un éclairage nouveau sur la profession. Cette enquête, commanditée par le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) a été réalisée par l'École supérieure d'agriculture d'Angers, avec le soutien financier de la DATAR (Délegation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) et du CNASEA (Centre national d'aménagement des structures des exploitations agricoles).

LIMOGES

de notre correspondant

Un échantillon de 821 jeunes agriculteurs (sur les 85 000 de dix-huit à trente-cinq ans que compte aujourd'hui la France) a été sélectionné, dans quatorze départements considérés comme représentatifs de l'ensemble du territoire, des types d'exploitation et des

modes de production. Résultats (encore en cours d'analyse informatique) : une extrême diversité, qui rend impossible la définition d'un portrait robot du jeune agriculteur dans la dernière décennie du siècle.

Entre ceux qui sont restés paysans et pour qui le mode de vie compte autant et plus que les performances productives, les chefs d'entreprise riches de formation théorique et de moyens de production, les « artisans de l'agriculture », qui gèrent au mieux leurs petits moyens, souvent en transformant et en commercialisant eux-mêmes leur production, les diverses situations intermédiaires, c'est un « kaléidoscope » qu'a découvert le « regard prospectif sur les identités et les statuts des agriculteurs » que veut être cette enquête.

Quelques chiffres parmi beaucoup d'autres : la surface agricole utile moyenne des jeunes agriculteurs est de 62,5 hectares, mais elle varie de 1 à 5 ; le revenu mensuel moyen est de 5 300 francs, mais les chiffres d'affaires varient dans une fourchette de 1 à 10 ; l'endettement moyen est de quelque 650 000 francs, mais ce ne sont pas toujours les exploitations les plus performantes qui s'en sortent le mieux : « Dans une conjoncture d'inflation forte, la réalisation de prêts à taux bonifiés était une situation favorable pour les jeunes agriculteurs. Dans le cas d'une inflation inférieure aux taux d'intérêt, l'avantage devient inconven-

ient. »

Inventer des dénominateurs communs

En moyenne, « les jeunes agriculteurs devront rembourser chaque année environ 10 % de leur chiffre d'affaires ». S'en sortent donc mieux les moins endettés : 25 % du total, qui n'ont pas bénéficié de la DJA (Dotation jeunes agriculteurs) et des accès aux prêts bonifiés qu'elle ouvre. Soit, moitié moitié, les trop petits qui n'ont pas les surfaces et la formation nécessaires pour y prétendre, et les « héritiers », qui bénéficient d'entrée d'un outil de production en plein état de marche.

Autres fragments du kaléidos-

scope : plus d'une moitié des jeunes agriculteurs ont choisi ce métier pour des raisons « actives » (« par passion », 38 % ; « par choix après avoir exercé une autre activité », 8 % ; pour « ne pas être salarié ni vivre en ville », 6,8 % ; pour « gagner de l'argent », 3,7 % ; pour « vivre au pays », 0,5 %). Les autres pour des raisons « passives » (« la succession plus ou moins obligée des parents », 31,8 % ; « la peur du chômage ailleurs », 3 % ; « l'absence de formation et de diplôme pour faire autre chose », 8 %). Les autres « ne savent pas ».

La pratique coopérative est une donnée maintenant largement intégrée : 72 % des jeunes sont, à un niveau ou à un autre, insérés et actifs dans des structures collectives ; 39 % des jeunes interrogés « se retrouvent dans la FNSEA », 36 % dans le CNJA, 6,3 % dans la Confédération paysanne (de sensibilité socialiste), 1,6 % dans le MODEF (proche du parti communiste).

75,2 % travaillent encore, selon des formules diverses, avec leurs parents. 58 % vivent d'ailleurs en colocation avec eux. 43 % ont un conjoint (il s'agit dans la quasi-totalité des cas de l'épouse) qui travaille à l'extérieur de l'exploitation. 44,6 % seulement prennent plus de quatre jours de vacances par an. Plus le niveau de formation est élevé, plus l'indépendance dans le travail et le choix des vacances sont élevés.

Quant aux loisirs, le sport est la pratique principale (38,2 %). La télévision est plus regardée (70,4 % « tous les jours ») que dans la moyenne nationale de la même tranche d'âge (60 %). 37 % ont des lectures autres que professionnelles et agricoles ; avec de curieuses variations selon les productions. Les polyculteurs sont moins télé-spectateurs que la moyenne nationale (52,2 %) et sont plus lecteurs (39 %), les plus accrochés au petit écran sont les éleveurs (plus de 73 %).

Le CNJA, dit son président M. Philippe Mangin, n'a pas commandité cette étude par simple curiosité. Il s'agit pour son organisation, à une période où la tendance à la déqualification est générale, de mieux connaître son terrain, et d'ajuster la réflexion en conséquence : « Nous devons être capables de prendre en compte la diversité des réalités et des situations, et en même temps d'inventer des dénominateurs communs. »

GEORGES CHATAIN

CONSTRUCTION NAVALE

Pendant plus de dix ans

Sept chantiers danois auraient constitué des ententes illicites

COPENHAGUE

de notre correspondant

Trois membres du gouvernement, les ministres de l'Industrie, des transports et de la défense, ont demandé à la police d'engager une enquête minutieuse concernant un dossier « d'ententes illicites » qui, si certains indices se confirment, pourraient déboucher sur un scandale retentissant.

Le 20 décembre dernier, un article publié par un quotidien régional du Jutland, le *Vendssyssel Tidende*, révélait que, durant deux, voire trois décennies, sept chantiers navals danois avaient été de connivence pour se répartir - par un arrangement secret - tous les travaux d'entretien et de réparation des navires dépendant du secteur public, et pour fixer, au niveau le plus élevé possible bien entendu, les prix de leurs services. Au détriment du Trésor.

Aussitôt, le conseil de la concurrence se hâta de procéder à un ensemble d'investigations, qui allaient étayer ces informations initiales. Après quoi, il rédigeait un rapport, remis à la mi-février aux trois ministres concernés.

Une circulaire du premier ministre

M. Rocard veut favoriser le développement de l'économie sociale

Afin de marquer le dixième anniversaire de la création de la délégation à l'économie sociale, M. Michel Rocard, premier ministre, a rappelé, par voie de circulaire aux membres de son gouvernement, tout l'intérêt qu'il portait à ce secteur économique. Le texte, qui a été publié le 17 février au *Journal officiel*, demande à chacun de s'assurer que les textes élaborés par son département ministériel prennent en considération la « situation particulière » de ces entreprises et « respectent leur identité ». La circulaire précise en outre que le gouvernement présentera, en 1991, deux projets de loi pour favoriser le développement.

Le premier visera à faciliter l'exercice de responsabilités associatives par des bénévoles. Le second permettra aux coopératives de renforcer leurs fonds propres, notamment par l'apport de capitaux extérieurs.

EN BREF

□ Fiat : 35 000 ouvriers en chômage technique en mars. - Pour réduire sa production de 20 000 unités et dégarer ainsi ses parkings de stockage, le constructeur automobile turinois Fiat a annoncé samedi 23 février la mise en chômage technique de 35 000 ouvriers pendant une semaine au mois de mars prochain. Une mesure annoncée en février avait concerné 65 000 ouvriers, avec une réduction de la production de 40 000 voitures. Le groupe turinois, qui emploie 133 654 salariés dans sa branche automobile, a précisé que les mises en chômage technique pourraient se prolonger au cours des mois suivants en cas d'annulation prolongée de la conjoncture automobile.

□ 1,14 milliard de Chinois. - La Chine comptait 1,143 milliard d'habitants à la fin de décembre 1990, a annoncé vendredi 22 février le Bureau d'Etat des statistiques. Le pays le plus peuplé du monde a gagné 16,3 millions d'habitants au cours de l'année 1990 et environ 10 millions depuis le dernier recensement, réalisé au début de juillet 1990.

Le taux d'accroissement naturel de la population, de 1,4 % par an, inférieur à celui de l'ensemble des pays d'Asie, est encore jugé trop élevé par les autorités du pays, qui veulent stabiliser la population le plus vite possible.

L'enquête policière dira s'il faut engager contre les coupables des poursuites devant les tribunaux pour une aussi longue liste de violations de la législation danoise et des règlements communautaires. De tels délits sont passibles de un à huit ans de prison.

A la suite d'un mouvement de restructuration opéré durant la décennie 80, les sept chantiers incriminés se sont réduits à quatre. En attendant, le ministre de la justice alerté a, de son côté, décidé d'entamer une enquête parallèle d'offices pour la construction des bâtiments confiés à ces sept chantiers, qui pourraient aussi, dans ce domaine, avoir des choses à se reprocher.

Le plus piquant de cette histoire est que, depuis des années, les responsables des chantiers danois n'ont cessé de se plaindre de « la concurrence déloyale » que leur font une série de pays européens qui persistent à subventionner leurs propres chantiers navals, alors qu'eux ne bénéficient pas, officiellement, d'une pareille faveur.

CAMILLE OLSEN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE
BANQUE LA HENIN

PROGRESSION SATISFAISANTE DES RESULTATS

Le Conseil d'Administration de la Banque La Henin, réuni le 20 février 1991 sous la présidence de Monsieur Philippe PONTET a arrêté le bilan et les comptes de l'année 1990.

ACTIVITE : Le volume des crédits distribués par la Banque La Henin (22.030 millions de francs) a enregistré, en 1990, une croissance de 57,4 % par rapport à 1989, la part de la production financée par la banque elle-même (18.836 millions de francs) progressant selon le même rythme.

L'encours global des crédits s'élève ainsi à 57.380 millions de francs au 31.12.90, en augmentation de 12 % par rapport à 1989, l'encours porté par la banque (37.646 millions de francs) progressant, quant à lui, de 21,4 %.

Les prêts à moyen et long terme représentent 73,5 % du total des encours au 31.12.90, les financements à court terme 26,5 %.

La ventilation des encours de crédit au 31.12.90 est la suivante :

- financements des professionnels de la construction 26,5 %
- financements à moyen et long terme spécialisés 11,0 %
- financements à moyen et long terme des particuliers 62,5 %

Le volume des dépôts a connu une légère érosion, l'encours moyen des dépôts diminuant de 4,7 %, à 3.222 millions de francs. Toutefois la banque a maintenu la part des dépôts à vue (40 %). L'encours des SICAV et fonds communs de placement commercialisés par la banque a pour sa part progressé de 25 %.

RESULTATS : Le bénéfice net consolidé ressort à 128,05 millions de francs, contre 91,39 millions en 1989, soit une progression de 40,11 %.



LA HENIN
A chacun son patrimoine

Information
SICAVUNIFRANCE
Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV UNIFRANCE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 21 mars 1991, à 10 heures 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990 et de fixer le montant du dividende à distribuer.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Information
SICAVUNI-FONCIER
Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV UNI-FONCIER sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 21 mars 1991, à 9 heures 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990 et de fixer le montant du dividende à distribuer.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Information
SICAVEPARGNE-UNIE
Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV EPARGNE-UNIE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 21 mars 1991, à 14 heures 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990 et de fixer le montant du dividende à distribuer.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Événements anciens sur les
PROVINCES DE FRANCE
2 catalogues par an
Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

هنا من الأصل

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Emploi : le retard français

Pendant et après les chocs pétroliers, la France a toujours été la dernière à s'adapter. L'histoire va-t-elle se répéter et le chômage augmenter ?

CONDAMNÉE à supporter les conséquences de la guerre du Golfe, et de la récession rampante qui la précède déjà, la France est-elle bien armée pour surmonter son outil économique et pour maintenir ses emplois ? En d'autres termes, est-elle en meilleure posture, cette fois, que lors des deux chocs pétroliers ?

Embarrassante et lancinante, la question hante les cabinets ministériels et nombre de responsables. Officiellement, gouvernement et patronat appellent au sang-froid, pour prévenir une panique « moutonnière » des chefs d'entreprise, comme disent François Péron, président du CNPP et Jean-Louis Giral, président de la commission sociale, aussi bien que Michel Rocard, Pierre Bérégovoy et Jean-Pierre Soisson. Mais en coulisses, on ne cache pas ses craintes. Pour les plus pessimistes, qui peuvent s'appuyer sur les travaux du groupe « anticrise » du commissariat au Plan, l'avenir est lourd de menaces et la situation structurellement délicate.

Deux diagnostics sont formulés qui peuvent, d'ailleurs, se cumuler. Un « vieux » gestionnaire de la politique de l'emploi, endurci par quinze ans de pratique, souligne que « malgré trois années de croissance et la création d'emplois, nous n'avons pas été capables de diminuer le chômage de façon significative... Nous allons maintenant encaisser l'arrivée de nouveaux demandeurs d'emploi, qui vont s'ajouter au stock existant ». Mais un haut fonctionnaire, d'ordinaire placide, ajoute : « Nous avons été en retard au début de la crise en 1974 : nous avons été les derniers à en sortir, dans les années 80. Nous nous sommes modernisés mais, sans doute, pas assez. Je crains que nos difficultés soient d'ordre sociologique et que nous ayons toujours un temps de réponse et d'adaptation trop long. » La France souffrirait d'un mal plus grave encore que la fatalité européenne – communautaire plutôt – du chômage, souvent évoquée.

« Moins vite et plus mal »

L'examen du passé, des faits comme des premières réactions que l'on enregistre aujourd'hui, sous forme de plans de suppressions d'effectifs, ne donne pas tort à ces pythies. Tandis que la RFA et le Japon donnent l'impression de se préparer – de se mobiliser – en vue de l'après-guerre pour en sortir grandis, de la même façon qu'après les deux chocs pétroliers, l'économie

française paraît à peine résister à la fascination de la spirale déclinante. Mue par un vieil atavisme, elle retrouve ses habitudes, des réflexes d'ankylose et de repliement, tels qu'elle les a toujours affectionnés. Comme si des pesanteurs étaient encore à l'œuvre qui donnaient raison à M. Philippe d'Iribarne, auteur d'un livre intitulé *Le Chômage paradoxal* (1), dans lequel il démontre le lien entre notre niveau de chômage élevé et nos blocages socio-culturels.

Poids de l'histoire ? Dans son rapport du passé, le groupe « anticrise » souligne que, en 1974 et 1979, la France « a réagi moins vite et plus mal que ses partenaires ». « L'absence d'ajustement aux ajustements nécessaires après le premier choc pétrolier », elle a, aucun redressement significatif ne se produisant, « abordé le second en état de faiblesse ». Le coût final, en emploi et en pouvoir d'achat, aura été « plus élevé » que partout ailleurs. A l'inverse, observe-t-il, « il est frappant de voir (...) comment des pays comme la RFA et le Japon ont su profiter des chocs pétroliers pour moderniser leur appareil productif et améliorer leur position compétitive ». Ce qui corrobore le souvenir de M. Dominique Balmay, délégué à l'emploi : « Nos dégrais-sages, nous les avons commencés cinq ou six ans après les Allemands ».

Un décalage accentué

Regardées aujourd'hui, les statistiques anciennes disent la même chose. En 1974-1975, la France reste inerte et maintient un taux de croissance plus élevé que ses rivaux. De 1976 à 1979, elle enregistre un regain plus faible que les autres. De 1980 à 1982, elle réagit à contre-temps, profitant d'une petite relance, quand les pays étrangers marquent à nouveau le pas. Ensuite, le décalage se poursuit. Pendant les phases de 1983-1985 et de 1986-1987, la progression française est plus modeste que la reprise occidentale et ce n'est qu'en 1988-1989 qu'elle rejoint enfin le peloton, au moment où l'embellie se termine.

Ailleurs, les évolutions ont été différentes, sur le modèle heurté des Etats-Unis, capables de s'arrêter instantanément et de repartir vigoureusement, appliqué sans état d'âme en Grande-Bretagne, et dans une moindre mesure en RFA : cette dernière suit d'abord la courbe américaine, mais ne connaît pas le trou de 1980-1982, puis va ensuite moins vite. Subissant le choc, en 1974-1975, le Japon recule, mais n'a pas cessé depuis d'être orienté à la



hausse, connaissant pratiquement le plein emploi.

Traduits en emplois ou en chômage, ces mouvements sont accentués. Longtemps, la France a tenté de freiner sur la pente inexorable, et c'est autour de 1984 qu'elle s'est enfin résolue à restreindre. A cette époque, l'Amérique, la Grande-Bretagne et la RFA avaient déjà dépassé leurs sommets respectifs et la décennie s'amorçait, plus ou moins vite. Lorsque les créations d'emplois ont émergé immédiatement en France au cours de 1987, le phénomène était engagé depuis deux ans en Allemagne, en Grande-Bretagne, et

depuis trois ou quatre ans aux Etats-Unis. Surtout, l'ampleur de la reprise est sans commune mesure. Les 800 000 postes supplémentaires en trois ans, dont se vante M. Rocard, ne sont rien en proportion des gains obtenus dans d'autres pays. D'autant que les inscrits à l'ANPE n'ont diminué que de 100 000, ou mieux, pendant cette période.

La présence d'un chômage de longue durée est une particularité européenne, principalement au sud, mais la France en est une des victimes les plus notables, la récession n'ayant pas permis de repêcher le noyau dur des demandeurs d'emploi, délaissés au

profit des nouveaux arrivants sur le marché du travail. En revanche, les nations affichant un faible taux de chômage (Etats-Unis, Suède, Canada) sont également celles qui s'ajustent rapidement à la situation : elles ont des taux d'entrée en chômage très élevés mais, plus encore, de très forts taux de sortie. Ce qui explique en partie que, dans la conjoncture actuelle, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne perdent des emplois et voient leur chômage augmenter tandis que la France a attendu septembre 1990 pour enregistrer, avec retard, les premiers effets négatifs du ralentissement économique.

La qualité du compromis social

En fait, deux types de méthodes ont été utilisées à l'étranger, que l'on ne retrouve qu'partiellement en France, laquelle, écrit le groupe « anticrise », « a en quelque sorte cumulé les handicaps ». D'une part, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la flexibilité dans les entreprises, sans négociation sociale, qui permet de s'adapter immédiatement, à la hausse comme à la baisse ; au moins à court terme, l'efficacité de cet alignement est incontestable. D'autre part, la technique employée par la RFA et le Japon qui, sortis vainqueurs de la confrontation passée, sont manifestement bien placés pour confirmer leur succès demain.

Leur secret ? « Les performances d'une économie sont d'abord fonction de la qualité de ses modes de régulation et d'organisation », affirme le document du Plan. Citant en exemple ces deux pays, « où la négociation sociale est riche et diversifiée », il en déduit qu'ils « semblent les mieux placés pour conduire sagement les adaptations rendues nécessaires par un choc externe ». Ils disposent de ces atouts que sont « la qualité du com-

promis social », « les engagements réciproques » et « la capacité d'innovation ».

Si « la crise est révélatrice des points faibles et des points forts d'une société et d'une économie », si « c'est à l'occasion des chocs que se creusent les écarts entre pays comparables », toute la question est maintenant de savoir si la modernisation entreprise en France et les changements sociaux intervenus ces dernières années seront suffisants pour lui permettre de jouer sa chance. L'analyse des premiers actes rendus nécessaires par les événements surgis depuis l'été, tout comme la réapparition des pesanteurs nationales, un moment gommées par la croissance, ramène au doute. L'Hexagone a-t-il vraiment et profondément changé, son système de relations sociales s'est-il enrichi ?

Quelques indices peuvent inquiéter. Les embouteillages, notamment, ont brutalement chuté à l'automne. La création d'emplois se ralentit. Nombre d'entreprises, saisies par la peur de la recrudescence, ont gelé toute décision stratégique, bloquant les investissements, et les moins solides ont commencé à programmer des suppressions d'effectifs. Ici ou là, on redécouvre la solution malsaine des départs en préretraite dont on ne voulait plus. Bref, on adopte un profil bas, on renoue avec ses vieilles habitudes, plutôt que d'anticiper, comme les Japonais et les Allemands.

Au passage, de bonnes résolutions sont compromises. A peine nées, dans le climat de la croissance, la gestion prévisionnelle des emplois et la modernisation négociée subissent l'épreuve du feu. Les accords signés chez Thomson, au Crédit mutuel ou chez Rhône-Poulenc risquent d'être mal compris s'ils cohabitent avec des plans sociaux, alors que l'on devrait redoubler d'efforts pour populariser ces procédures. Dans l'adversité, une politique sociale ouverte, intelligente, devient un gage de succès.

De toute manière, les données sont préoccupantes. Avec une croissance ramenée à 2 ou 2,5 %, l'économie française ne devrait créer que 100 000 emplois supplémentaires en 1991 quand 150 000 nouveaux actifs se présenteront sur le marché du travail. Autant dire que le chômage va augmenter. Une fois de plus.

ALAIN LEBEAUE

(1) *Le Chômage paradoxal*, de Philippe d'Iribarne, Editions PUF, collection « L'économie en liberté ».

L'Irak est-il pauvre ?

Des erreurs économiques, huit ans de guerre et des paris fous ont rendu exsangue un pays bien doté

GUERRE de pauvre contre les riches ? Révolte d'un pays arabe dénué contre l'opulence provocatrice de ses voisins du Golfe ? En plaçant d'emblée le conflit sur le terrain de l'injustice et de l'inégalité fondamentale des peuples, Saddam Hussein a fait mouche, non seulement auprès des Palestiniens mais aussi des masses arabes défavorisées. « Le président irakien a voulu s'approprier le destin de tous les déshérités de la région » et son discours « touche le cœur du malaise arabe », note M. Bassma Kodmani-Darwish, maître de recherche à l'Institut français des relations internationales (IFRI) (1).

Pauvre, l'Irak ? Non, mais certainement exsangue. Ruiné par huit ans d'une guerre inutile, endetté jusqu'aux yeux, le pays, à la veille du 2 août, fait bel et bien acclamer à une quasi-faillite. La recrudescence des prix du pétrole, largement orchestrée par le Koweït, la baisse des cours du dollar, encouragée, elle, par les autorités monétaires américaines, grevaient lourdement ses recettes. Cela au moment même où ses créanciers occidentaux – France, Grande-Bretagne et Italie en tête – lassaient de ses atterrissements, menaçant de lui couper les crédits à moins qu'il ne rembourse

ses dettes, ruinant ainsi les espoirs de reconstruction grandiose du chef de l'Etat irakien.

L'invasion du Koweït, avec un peu de chance, pouvait tout régler d'un coup : son problème de revenus, puisqu'il doublait ses réserves et ses capacités d'exportation de pétrole, et prenait par la même la maîtrise des prix du brut ; celui de la dette, au moins pour la part due aux « frères de sang arabes », et même celui lancinant de l'encerclement, puisque, en gobant le petit Etat rentier, l'Irak récupérait enfin un débouché sur le Golfe. L'origine de la crise est donc bien liée, au moins en partie, à des motifs économiques. L'Irak, ruiné, se comportait comme un désespéré poussé par le besoin à s'approprier par la force les richesses du voisin.

Mais est-on pauvre lorsqu'on dispose, sur un territoire presque grand comme l'Espagne, et pour une population deux fois moindre, des secondes réserves pétrolières du monde, et d'une « rente » annuelle de 12 à 15 milliards de dollars ? « L'Irak est sans doute plus pauvre que le Koweït. Mais c'est lui aussi une véritable éponge à pétrole, et ce qu'on appelle un beau pays à revenu intermédiaire », assure un responsable français du commerce extérieur. Si on s'en tient aux critères habituels, le

produit national brut par habitant de l'Irak est estimé à 3 770 dollars en 1989 par la société de consultants The Economist Intelligence Unit, un chiffre confirmé par la plupart des banquiers, faute de statistiques officielles.

Bénéfice des dieux

De fait, l'Irak se classe dans le milieu de l'échelle internationale. Loin derrière les « très riches », comme la France – 16 900 dollars – ou le Koweït, si tenant avec ses 13 600 dollars de revenu par tête. Mais largement au-dessus des vrais « pauvres » comme le Maroc (786 dollars), ou l'Egypte (665 dollars). Plus précisément, le pays se situe dans la moyenne haute, juste après le Portugal et la Corée du Sud – 3 900 dollars par tête chacun – juste devant l'Iran – 3 500 dollars – et le Venezuela. Selon ce critère, ses revenus sont supérieurs de 68 % à ceux de l'Algérie, et inférieurs seulement de 28 % à ceux de l'Arabie saoudite.

Car l'ancienne Mésopotamie est bénie des dieux : le pays bénéficie à la fois du pétrole – quatrième producteur mondial – mais aussi de l'eau, grâce au Tigre et à l'Euphrate, des terres – 8 millions d'hectares cultiva-

bles – d'un climat beaucoup plus tempéré que dans la péninsule Arabique, et des hommes – 18 millions d'habitants d'origines ethniques et de religions les plus diverses, attirés depuis l'Antiquité par le fameux « Croissant fertile ».

Comme le rabâchent depuis des années toutes les études économiques qui lui ont été consacrées, l'Irak est donc l'un des pays arabes disposant, et de loin, du plus fort « potentiel » de croissance à moyen et long terme. S'il se retrouve aujourd'hui acculé à la faillite, ce n'est pas par malchance, mais parce que depuis trente ans il a cumulé les erreurs et les handicaps : ceux d'abord d'une gestion étatique trop centralisée, ceux ensuite d'une économie de rente déséquilibrée par l'afflux des pétrodollars, ceux enfin d'une économie de guerre dévastatrice.

Lorsque, en 1958, la révolution renversa la monarchie et rompit définitivement avec la tutelle britannique, l'Irak est un pays essentiellement agricole. Le pétrole, exploité par un consortium international, compte à peine plus dans les revenus que les produits agricoles – notamment les dattes, dont il est le premier exportateur mondial. L'agriculture finance les deux tiers des importations, et

emploie la moitié de la population active.

Sous l'influence du Parti communiste, principale composante de la coalition au pouvoir (avec le Baas et les nassériens), le nouveau régime républicain s'engage dans une industrialisation accélérée qui doit s'articuler sur ces deux secteurs clés de l'économie. En 1958, une première réforme agraire redistribue les terres des gros propriétaires et en 1961 une loi reprend à l'IPC (Irak Petroleum Company), complètement contrôlée par des groupes étrangers, 99,5 % des permis concédés.

Le poids du secteur public

La planification, le contrôle étroit des importations et la nationalisation en 1964 des grandes industries, des banques et des sociétés d'assurances, sont les principaux instruments de gestion du régime, qui adopte une politique résolument populiste et noue des liens étroits avec Moscou. Les résultats sont pour le moins décevants : la production agricole, désorganisée, chute brutalement, le développement pétrolier est freiné et le taux de croissance du secteur industriel n'atteint pas la moitié de l'objectif fixé par les planificateurs.

Le coup d'Etat du parti Baas en 1968 ne change pas fondamentalement la politique. Priorité reste donnée à l'industrie lourde et au secteur public. En dix ans, la centralisation et la « socialisation » de l'économie sont encore aggravées. En 1978, un an avant la nomination de Saddam Hussein comme président, le secteur dit « socialiste » assure 78 % du PIB contre 27 % en 1970, et il emploie 662 000 personnes, dont un cinquième – 151 000 personnes – pour le seul ministère de l'Intérieur ! A l'époque, estime M. Nirou Enekhari, de l'Institut d'études méditerranéennes, entre un cinquième et un quart des habitants de l'Irak dépendent directement ou indirectement du gouvernement pour leur gagne-pain.

C'est que la nationalisation complète du secteur pétrolier en 1972 et surtout l'envolée des prix du brut de 1973 à 1980 ont multiplié par vingt les revenus du pays. Mais les investissements, malgré leur importance, se concentrent dans un nombre réduit de grands projets, liés plus ou moins directement aux secteurs pétrolier et militaire. Achetés « clés en main » grâce aux pétrodollars, ils aggravent la dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur.

VÉRONIQUE MAURUS
Lire la suite page 23

AMÉRIQUES

Mort de l'ancien sénateur John C...

CHAMPS ECONOMIQUES

Le retour en Inde des « millionnaires » déchus

Les rapatriés du Golfe ont perdu leur argent, leur passeport et leur avenir, et l'Etat du Kerala une prospérité fragile

DEPUIS le début de la guerre du Golfe, 136 000 Indiens ont dû quitter le Koweït, souvent en catastrophe. Parmi eux, quelque 70 000 habitants de l'Inde qui comptent déjà plus de 3,2 millions de chômeurs. Le « retour au pays », pour ces candidats à l'eldorado, ressemble à un naufrage.

Les feuilles géantes de bananier font une tonnelle d'ombre à la petite maison de Telma Pereira. Des chrétiens en croix aux épinettes sanglantes ornent les murs, symbole du passage des lointains colons portugais dont elle a conservé le nom, et la religion. Le reste de l'histoire de Telma est resté au Koweït. Sa vie, sa « richesse », ses souvenirs et son avenir. Son passeport aussi, ce qui l'enferme bien : si la paix revient, si la route de l'eldorado est de nouveau ouverte, Telma, sans passeport, sans visa, n'aura vraiment plus beaucoup de raisons d'espérer.

Telma, cette petite femme au sourire éclatant, qui fait la fièvre devant les voisins accourus, était une prolétaire parmi les « millionnaires » du Golfe. Son salaire de femme de ménage s'élevait à 1 300 roupies (1) par mois, logée-nourrie-vêtue. Une misère ou un pactole, c'est selon. A Trivandrum, elle ne pouvait prétendre gagner plus de 500 roupies.

Les « cas d'urgence »

Comme tout le monde, Telma a dû en passer par le « racket du Golfe », et accepter les conditions des mafieux qui vendent un « visa » contre une promesse d'emploi, vraie ou fausse. Telma et sa famille avaient un peu d'or, en bijoux. La banque a prêté 12 500 roupies, le prêt du « visa ». Dans un peu plus de deux ans, si elle ne peut racheter son or, tout sera vendu à l'encan.

Telma, dans sa mésaventure, a presque de la chance.

D'avantage en tout cas que Roger Léonise Pereira, Sébastien Gomez, Florent D'Cruz, Floid Jockin. Chacun d'eux a payé 30 000 roupies le billet pour Koweït-Ville, et le droit d'être endetté pour plusieurs années. Tous mentent lorsqu'ils assurent que le prêteur sur gages leur a accordé un taux d'usure de moins de 40 %. La réalité est que les taux pratiqués dépassent souvent 100 %.

Leurs témoignages sont identiques, accablants : « J'ai tout perdu, je ne sais pas quoi faire », Sébastien Gomez est rentré début octobre, sans un sou en poche. Sa femme et ses deux enfants l'attendaient, anxieux de ne pas avoir reçu d'argent depuis deux mois. Dès le lendemain, le prêteur est venu s'enquérir de la situation de son débiteur. Sébastien n'avait pas le choix : il est allé immédiatement s'enrôler sur une pirogue de pêche, dans l'un des innombrables villages qui parsèment la côte de Malabar. Salaire : 500 roupies par mois. A ce rythme, il lui faudra une décennie pour rembourser sa dette... Sur environ 70 000 travailleurs originaires du Kerala qui ont été obligés de fuir le Koweït, environ 20 000 sont partis dans la précipitation, laissant tout derrière eux, persuadés qu'ils reviendraient vite.

Ils forment ce que les responsables de l'administration appellent pudiquement les « cas d'urgence ». Le gouvernement indien a procédé efficacement à leur rapatriement, par un pont aérien. Arrivés à Bombay, ils ont été nourris et hébergés par le gouvernement de l'Etat du Maharashtra. Priés de reprendre le chemin de leurs domiciles respectifs après quelques jours, ils se sont entassés dans des trains et des autobus. Le voyage était gratuit. Pour leur « réinsertion », ils avaient reçu un vistique, dont le montant varie,

selon les témoignages, de 100 à 500 roupies. Depuis, la solidarité du gouvernement du Kerala, comme celle du gouvernement central, se fait attendre.

M. E. K. Nayanar, chef-ministre du gouvernement communiste du Kerala, encadré des portraits de Lénine et du mahatma Gandhi, tempête contre « le gouvernement le plus incompétent qu'a connu l'Inde depuis l'indépendance ». Depuis plusieurs mois, il multiplie les demandes d'aide au gouvernement central. Sa proposition consistait à créer un fonds spécial pour le Golfe, doté de 9 milliards de roupies. Le gouvernement de l'ancien premier ministre, M. V. P. Singh, a fait une réponse prometteuse, mais évasive. Son successeur, M. Chandrasekhar, ne s'est pas manifesté. Le chef-ministre met donc en cause, péle-mêle, les « discriminations politiques » à l'égard du Kerala, et les « intérêts monopolistiques des multinationales », ces dernières étant responsables de la sous-industrialisation de cet Etat d'environ 28 millions d'habitants, allongé comme une immense cocoteraie le long de la mer d'Oman.

Le fardeau du chômage

Le Kerala est l'Etat le plus singulier de l'Union indienne, tant ses records sont contradictoires. Depuis trente ans, c'est le laboratoire social des économistes et des sociologues : un taux d'alphabétisation de plus de 75 % (contre 43 % de moyenne nationale), une croissance démographique presque maîtrisée, avec une densité qui dépasse 800 habitants au kilomètre carré, une couverture sociale et sanitaire qui n'a pas d'égale en Inde.

Le revers de la médaille tient en quelques autres chiffres : plus de 3,2 millions de chômeurs, soit 24 % de la population active sans travail.

Les diplômés représentant plus de la moitié des demandeurs d'emploi ! Le Kerala s'enorgueillit d'être le seul Etat à verser une indemnité mensuelle (60 roupies) aux chômeurs recensés. Des limites d'âge et de revenu sont cependant prévues, et il n'est pas sûr que les retournés (ceux qui reviennent) du Golfe puissent en bénéficier.

Leurs enfants ont cependant été admis en priorité dans les écoles (gratuites au Kerala), et un programme est en cours d'élaboration pour convaincre les rapatriés de se lancer dans une activité professionnelle, moyennant l'obtention d'un prêt bancaire : ouverture d'une échoppe, achat d'un taxi (voiture ou rickshaw). Pour le reste, le gouvernement avoue son impuissance financière : « Nous sommes un petit Etat sans ressources », plaide le chef-ministre, et l'arrêt des transferts de fonds des travailleurs du Koweït représente une marque de « gaspillage d'environ 4 milliards de roupies ».

Avant la crise, faute de pouvoir absorber dans l'économie keralaise toute la main-d'œuvre disponible, le gouvernement local ne voyait que des avantages à la multiplication des départs, qui allégeaient d'autant le fardeau du chômage : les Kéralais constituent sans doute près de la moitié des quelque 1,4 million d'Indiens expatriés dans les pays du Golfe. Devenu aéroport international, Trivandrum proposait au moins sept vols par semaine en direction du Golfe. Suspendus après le 15 janvier, les liaisons aériennes ont repris depuis une dizaine de jours, à destination de Mascate, Dubaï et Abou-Dhabi.

Des salaires mirobolants

Le départ est souvent la seule solution : « Dès que l'on a un diplôme, il faut s'exporter ou alors accepter un travail subalterne », souligne Michael Tharakan, sociologue à l'Institut des études de développement de Trivandrum. « Ce n'est pas que nous les encourageons, corrige le ministre du travail, M. Pankajaksharan, mais ils veulent du travail et nous ne pouvons pas leur en donner. Ils partent, c'est une nécessité. Les encouragements viennent sous la forme d'une campagne de publicité — notamment dans les journaux — proposant des contrats mirifiques « aux pays des mille et une nuits »... Malgré l'endettement, qui prend parfois des proportions dramatiques, les salaires perçus par les travailleurs du Golfe apparaissent mirobolants. Plus la formation et l'expérience sont importantes, plus la différence est sensible. Un technicien du bâtiment, un ingénieur, ou un médecin expatrié au Koweït multipliait parfois par sept ou huit son salaire indien. Priya et Abby Chandy font partie des vrais « millionnaires » du Golfe, même si, en vacances en Inde au moment du 2 août, ils ont bien peu de chances de récupérer leurs biens : Abby, ingénieur de haut niveau, gagnait 30 000 roupies par mois, et sa femme Priya, cadre dans une société de marketing, recevait un salaire de 30 000 roupies (2). Abby évalue le montant de leurs pertes « entre 1,5 et 2 millions de roupies » : télévision, magnétoscope, frigidaire, mobilier, voiture, armoires de salaires, compte en banque, chaîne hi-fi, etc.

« En Inde, dit-il, je ne pourrais jamais trouver un travail dans mes cordes, y compris à Bombay ou Bangalore. » Comme beaucoup de tra-

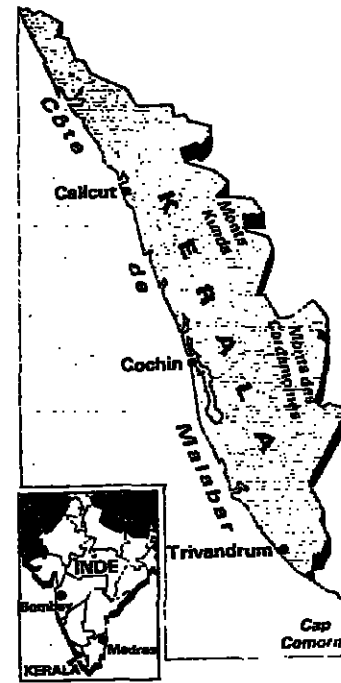
vailleurs d'un haut niveau, Abby a la nostalgie de la « belle vie » de la « société ouverte, libre » de Koweït.

Dans certaines localités, les travailleurs indiens vivaient presque en autarcie culturelle : les journaux du Kerala y étaient vendus le lendemain même de leur parution à Trivandrum ; presque tous les produits de base de l'alimentation étaient disponibles dans les épiceries tenues par des Kéralais. Les pauvres, eux, comme Sébastien, s'entassaient à dix dans une ou deux pièces, pour faire des économies et envoyer plus d'argent à leur famille ; au « pays », les épouses ne touchaient bien souvent qu'une infime partie de ces mandats, l'essentiel servant à rembourser les préteurs d'argent.

Sur la côte de Malabar, la guerre du Golfe a manifesté sa présence par l'arrêt des chantiers de construction. Le souci de la plupart des travailleurs immigrés était d'investir dans la pierre, d'acheter de la terre, ou de l'or. De multiples maisons non finies sont visibles dans les bourgades qui s'étendent le long du littoral, de Trivandrum à Cochin. L'« argent du Golfe » a provoqué une fausse prospérité au Kerala, l'une des régions de l'Inde où le boom de la consommation a été le plus fort.

Plus dure a été la chute pour les réfugiés du Koweït : d'un seul coup, leur statut social a rétrogradé de plusieurs niveaux. Criblés de dettes, obligés souvent de compter sur la solidarité familiale, se refusant à envisager un retour définitif, ils sont désemparés, victimes, comme le dit le ministre du travail, d'une « dépression psychologique et sociale ». Le rêve des jeunes filles n'est plus d'épouser un « travailleur du Golfe »...

Certains rapatriés regrettent la hâte avec laquelle ils ont obéi aux consignes de départ de l'ambassade de l'Inde à Koweït-Ville. Près de 7 000 Indiens ont refusé de partir. « Ils ont été plus courageux, et ils ont



compris ce qu'ils avaient à perdre », reconnaît Sébastien. A Trivandrum, l'administration a créé un bureau d'informations pour les familles de ceux qui sont restés au « pays de l'or noir ». Plus de deux cents demandes sont enregistrées chaque jour, mais la plupart restent sans réponse. Les retournés, eux, ont la même idée en tête : repartir, le plus vite possible.

de Trivandrum
LAURENT ZECCHINI

(1) 1 franc français vaut environ 3,30 roupies indiennes.
(2) En Inde, leurs salaires respectifs seraient d'environ 15 000 et 7 000 roupies.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Offre publique à trois volets et émission d'un emprunt obligataire



I - OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT PAR ADJUDICATION DES OBLIGATIONS :

- C.N.T. 10,30 % Octobre 1978
- C.N.T. 17,50 % Juillet 1981
- C.N.T. 13,40 % Septembre 1984
- C.N.T. 9,90 % Janvier 1979
- C.N.T. 15,60 % Janvier 1983
- C.N.T. 14,00 % Juillet 1980
- C.N.T. 14,50 % Août 1983

II - OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE PAR ADJUDICATION DES OBLIGATIONS :

- C.N.T. 9,00 % Mars 1980
- C.N.T. 8,70 % Octobre 1988
- C.N.T. 9,00 % Mai 1989

III - OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE DES OBLIGATIONS :

- C.N.T. 10,60 % Juillet 1979
- C.N.T. 16,00 % Décembre 1981
- C.N.T. 14,60 % Mars 1980
- C.N.T. 13,70 % Février 1984

LES ÉCHANGES SE FERONT CONTRE DES OBLIGATIONS NOUVELLES CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS MARS 2001 avec ajustement du taux nominal et des conditions en fin de période et versement d'une soulte en titres ou en numéraire. Parallèlement, une émission de nouvelles obligations CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS Mars 2001 sera prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par la Société Générale, la Caisse des Dépôts et Consignations et J.P. Morgan & Cie S.A. à hauteur de FF 1,1 milliard pour refinancer les rachats.

VALIDITÉ DE L'OFFRE PUBLIQUE DU 14 FÉVRIER AU 27 FÉVRIER 1991

L'offre de la CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS a été publiée le 13 février 1991 à la Cote Officielle de la Société des Bourses Françaises (Avis n° 91-500) et au BALO du 14 février 1991. Elle a fait l'objet d'une Note d'Information souscrite par la Commission des Opérations de Bourse (Visa n° 91-041 du 13 février 1991) que chacun pourra obtenir sans frais au : guichet des banques, des bureaux de poste, du Trésor et des Caisses d'Épargne. Cette Note d'Information donne également toutes les modalités d'application des procédures d'adjudication.

BANQUES PRÉSENTATRICES

- J.P. MORGAN & CIE S.A.
- CAISSES DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (Centralisateur)

CNT

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nous finançons l'avenir

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ENVIRONNEMENT

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

La « filière »

Le tout est d'obtenir un « NOC », un « Non Objection Certificate », une sorte de passeport pour le départ. Pour cela, il faut trouver un « sponsor », autrement dit un agent de recrutement, une sorte de chasseur de têtes. Ceux-ci travaillent pour des agences d'emploi, elles-mêmes en relation avec les employeurs koweïtiens.

Quand les employeurs cherchent de la main-d'œuvre, ils font appel aux agences spécialisées. Comme l'offre est supérieure à la demande, rien n'interdit aux « agents » de faire leur choix. Ce choix se paie. Cher. La commission atteint souvent 50 000 roupies. Pur bénéfice pour l'intermédiaire, puisque, dans la quasi-totalité des cas, l'employeur prend le coût du voyage à sa charge.

Une fois l'affaire faite, le NOC est délivré. Mais il peut y avoir des surprises : parfois, le contrat signé au Kerala ne correspond pas à la copie dont dispose l'employeur à Koweït-Ville. Le travail-

leur immigré doit alors attendre plusieurs mois, ou repartir, avec ses dettes.

Le NOC doit être présenté à l'office indien d'immigration, dont le nom exact, Bureau du protecteur des immigrants, est une lointaine survivance de l'époque coloniale. Moyennant une somme de 4 000 roupies, qui représente une sorte de garantie pour l'administration destinée à couvrir d'éventuels frais de rapatriement, le futur travailleur du Golfe reçoit l'autorisation de départ.

Avec le premier salaire, intervient la question du rapatriement des fonds. Deux solutions existent : les transferts officiels, de banque à banque, par virement ou mandat. L'autre voie est de faire appel au réseau — illégal — de « passeurs » professionnels. C'est le « pipe (tuyau, pipe-line) money ». Beaucoup plus intéressant : plus rapide, plus discret, plus avantageux aussi, puisque le taux de change est nettement supérieur.

L.Z.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

UNIRENTE
Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV UNIRENTE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 21 mars 1991, à 15 heures 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

SEGESPAR
TITRES
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

L'idole productivité

LA question qui intrigue au plus haut point les auteurs du dossier préparé par l'INSEE sur la productivité (Economie et statistique, novembre-décembre 1990) touche à un paradoxe avec lequel ils vivent mal depuis quelques années. Jamais peut-être tant d'efforts n'ont été accomplis au nom de la productivité ; pourquoi celle-ci montre des résultats apparemment si décevants, par comparaison, en tout cas, avec les très rapides progrès constatés pendant la période s'étendant de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la « rupture » de 1973, dont les effets se feraient donc encore sentir ?

Si la question est, pour nos statisticiens, lancinante, c'est qu'elle remue toute une série de contradictions entre d'une part ce qu'on croit savoir de la réalité et de l'autre les méthodes et les postulats sur lesquels reposent (encore) les analyses modernes de la productivité. Ces méthodes et ces hypothèses, les experts de l'INSEE n'en discutent pas directement les fondements. Ils ne participent pas à leur remise en question entamée ici et là, notamment par quelques théoriciens de grand renom, tel l'italien Luigi Pasinetti. Cependant, Jacques Meunier, qui introduit le débat, rappelle, d'entrée de jeu : « Les déterminants ou facteurs de la production et de la productivité sont nombreux, et ils sont souvent difficiles à appréhender et à analyser. Ils sont notamment encore plus difficiles à définir et à mesurer que la notion de productivité elle-même... »

L'enjeu n'est pas seulement de comprendre. L'usage abusif (on verra pourquoi) de la notion – correspondant bien sûr à un phénomène réel et profond – de substitution du capital au travail n'intéresse pas que les économistes professionnels, faiseurs de modèles. Qui dira l'influence que ce concept banni en brèche par Pasinetti et d'autres continue d'avoir sur les entrepreneurs (à leur insu, le plus souvent) et sur les gouvernements qui encouragent les mesures dites de dégraissage. La métaphore n'est, certes, pas jolies, mais elle traduit bien à sa manière l'absurde « fonction de production » dont se réclame la doctrine économique dominante. De cette fonction découle l'idée qu'il existe, distinctes, l'une de l'autre, d'un côté une productivité, qualifiée de « partielle » pour le coup, du travail, de l'autre côté une productivité (partielle aussi) du capital.

Une fois n'est pas coutume : des résultats présentés par l'enquête, le plus spectaculaire, je veux dire celui qui parle le plus

à l'imagination, est aussi celui qui sert de plus près – sous quelques grosses réserves, malgré tout – la réalité du phénomène. Les experts de l'INSEE sont arrivés à la conclusion que, au terme de la période de cent cinquante ans allant de 1830 à 1989, la production par actif occupé... vaut environ 13 fois ce qu'elle était au début du décollage économique ; la production par heure travaillée est encore plus élevée : 25 fois celle des années 1830.

On se doute bien que la collecte ou la reconstitution, selon le cas, des données n'ont pas été faciles.

Les incertitudes portent d'abord et surtout sur le numérateur, à savoir la valeur de la production courante, ou plutôt de la grandeur statistique (la « valeur ajoutée ») qui a été choisie pour en tenir lieu. Elles portent aussi sur le dénominateur, à savoir le nombre des « actifs occupés » et des heures travaillées (il a été admis qu'au cours de la période considérée la durée du travail a diminué de moitié). Tout cela est raconté. On aimerait, par contre, en apprendre davantage sur l'aptitude d'une variable « valeur de la production » à rendre compte de l'accroissement de la production physique. Il s'agit pourtant d'un point crucial, étant donné que le mécanisme à travers lequel une productivité en progrès diffuse ses effets positifs (sur le niveau de vie des salariés, notamment) est d'abaisser la valeur relative des produits qui en bénéficient.

Ce que je voudrais ici, par quelques remarques, me borner à suggérer est ni plus ni moins ceci : le concept dit de productivité « partielle » du travail est probablement le seul concept adéquat pour mesurer la productivité « globale ». Dans le mode de calcul retenu par l'INSEE et pour des motifs proprement idéologiques (j'essaierai de justifier ce terme), cette productivité globale résulte de l'adjonction – selon une alchimie mal ou pas du tout expliquée – des deux productivités partielles. Le point de départ de tout raisonnement doit ou devrait être celui-ci (qui est une grosse évidence) : si la valeur produite par heure travaillée a été multipliée par au moins 25 en cent cinquante ans, c'est par ce que les « actifs occupés » ont pu disposer, en quantité et en qualité considérablement accrues, de machines et

d'autres biens « utilisés dans la production... et nécessaires pour donner effet à leur travail », selon une définition célèbre tirée d'un grand classique du capital. Précisons encore ceci : le multiplicateur serait sans doute supérieur à 25 si on s'attachait, ce qui serait beaucoup plus logique, mais encore plus difficile à établir, non pas à la valeur (ajoutée) de la production mais à son volume.

Naturellement, l'amélioration de la productivité implique à la fois la formation des hommes, la mise en service d'équipements plus efficaces et une organisation plus économique de la production. Dans ce sens, on peut, si on veut, parler d'une productivité du travail (plutôt plus facile à acquiescer, soit dit en passant, que du temps des métiers arduement et d'une productivité du capital, équipement, à condition de ne pas oublier qu'il s'agit presque autant de décisions de caractère économique que de caractère technique car n'importe quelle innovation n'est pas rentable, c'est-à-dire économique (1). Cela résulte du fait que pour l'économie tout progrès technique améliorant la productivité concourt par définition, directement ou indirectement, à accroître le rendement du travail humain. Dans ce schéma, le capital est un adjuvant du travail. Ce n'est pas ainsi que la théorie moderne (d'inspiration « marginaliste » ou néoclassique) dominante et quasi officielle l'entend.

Sous l'influence de cette doctrine, la vision macroéconomique, censée s'attacher à représenter objectivement l'économie dans son ensemble, est étroitement conditionnée par le point de vue des chefs d'entreprise. Encore ce point de vue est-il lui-même singulièrement déformé et réinterprété pour le faire coïncider avec l'idée que s'en fait la doctrine. Pour cette double raison, celle-ci mérite d'être qualifiée d'idéologie.

Que, de temps immémoriaux, l'homme ait cherché à substituer à sa propre peine (pousser la charrue, porter son dos ou sur sa tête le fardes) le service rendu par un animal (cheval de trait) ou par une machine (moissonneuse-batteuse, camion, etc.), rien de plus évident et de plus connu. Cela ne veut pas dire que la tâche principale de l'entrepreneur, organisateur de la

production, consiste à choisir, mettons, entre l'embauche de dix hommes supposés avoir les épaules solides (pour porter des sacs) ou acquiescer à un énième camion. Or, dans la représentation simplifiée de la réalité que propose la théorie néoclassique pour construire ses modèles, cette alternative joue le rôle central. L'entrepreneur est censé avoir pour tâche primordiale d'arbitrer entre les deux facteurs de production retenus, le travail d'une part et le capital de l'autre.

Sur quel critère va-t-il se déterminer ? On l'aura deviné. Sur la productivité (marginale) comparée des deux facteurs de production en présence. Si c'est le travail qui coûte moins cher, il inclinera à le substituer au capital. En conséquence, il embauchera un ou plusieurs ouvriers en plus (le dernier étant qualifié de « marginal ») ; si c'est au contraire le capital qui est le moins cher, parce que sa productivité marginale dépasse celle du travail, celui-ci sera substitué à celui-ci. L'entrepreneur achètera un nouveau camion. Voilà la productivité marginale du capital, simple construction statistique, promue au rang de variable-clé de la vie économique. La substitution est l'instrument d'ajustement qui s'impose dès lors que la fonction de production traite comme facteurs de production deux variables aussi hétérogènes que le travail et le capital (celui-ci étant le produit de celui-là).

C'est cette conception qui dicte aux statisticiens la décision de représenter la « production » sous la forme de la « valeur ajoutée », laquelle regroupe, dans les comptes nationaux, la totalité des salaires, les profits, encore appelés « rémunération du capital » – le capital, dans cette conception, étant pratiquement limité au capital fixe (les immobilisations) – les amortissements et les impôts liés à la production, type taxe professionnelle. Pour que la valeur ajoutée soit considérée comme une représentation « correcte » du flux de la production annuelle, il faut, comme le disent très bien deux des auteurs du dossier de l'INSEE, Marc Fleurbaey et Pierre Joly, que les « facteurs » soient « rémunérés à leur productivité marginale ».

Cependant, cette façon de présenter les choses ne cadre pas avec ce que l'on sait de l'évolution du monde réel. Depuis 1983,

en France, depuis une date antérieure à cette année-là dans beaucoup d'autres pays capitalistes, on a assisté à une augmentation de la part relative des profits dans la valeur ajoutée, au détriment de celle revenant à la rémunération du travail. Il aurait dû en résulter, si le principe de substitution s'applique, une tendance prépondérante à embaucher et à freiner les programmes d'investissement. C'est au contraire qu'on a assisté. De l'étude de l'INSEE, il résulte que la corrélation entre les changements de « productivité marginale » et la substitution est faible (inférieure à 0,4 dans l'industrie), ce qui jette un doute sur l'existence (à une échelle significative) de cette relation.

Une autre contradiction résulte de l'actuel partage de la « valeur ajoutée » et de son évolution dans le temps. La part des salaires forme en gros 80 % du total ; celle des profits (plus amortissements et provisions pour paiement des impôts liés à la production) représente les 20 % restants. Comparons avec le partage tel qu'il apparaît dans les comptes du Mexique : dans ce pays, la proportion est presque inverse ! Elle est en gros de 27 % pour les salaires et de 73 % pour les profits. Admettons, ce qui est certainement le cas, que la part des profits ressort artificiellement grossie. Même si on est prêt à adopter un coefficient d'erreur égal à 10 %, ce qui est beaucoup, le contraste avec la France d'aujourd'hui est saisissant.

Quant à la France d'hier, elle présentait certainement un partage considérablement plus favorable aux revenus du capital que maintenant, comme c'est le cas pour les pays encore dans l'enfance du capitalisme. Doit-on en conclure que proportionnellement la France employait en 1889 (dernière année de l'enquête de l'INSEE) beaucoup moins de capital dans le processus de production qu'en 1830 ?

(1) Dans un livre publié pour la première fois en 1974 et portant le titre *« L'anticapitalisme, essai de réhabilitation de l'économie politique »*, édité en collection de poche chez Flammarion en 1979, je propose une analyse des relations entre le taux de profit et l'innovation technique en rupture avec le modèle néoclassique. Cet ouvrage, qui est une théorie du profit, vient de paraître aux Editions sous le titre *« Capital for Profit. The Triumph of Ricardian Political Economy over Marx and the Neoclassical »*, avec une préface de Michael Novak (chez Rowman and Littlefield Publishers).

La disparition de Bernard Rosier

Un économiste du développement

Economiste, Bernard Rosier, qui vient de mourir, a abordé différents champs d'analyse, mais, sous cette diversité, il y a une continuité, une fidélité créatrice. Dès ses premiers travaux, il avait ancré les techniques agricoles dans les structures sociales, insisté sur l'histoire longue, orienté sa démarche vers la question du développement, articulant réflexions théoriques et propositions pratiques. Enrivant avec René Dumont *« Nous allons à la famine »*, il soulignait l'extrême gravité d'une explosion démographique qui menace de plus en plus l'avenir du tiers-monde. Il expliquait que le développement économique devait se construire sur les paysannes et supposait une transformation sociale, donc certains rapports de forces politiques, mais que la fin ne justifiait jamais les moyens et qu'au contraire les moyens risquaient de polluer la fin.

Dans sa dernière étude de 1989 pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), non publiée, il fait une salubre et rigoureuse critique de la politique d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et même du libéralisme économique. C'est finalement du même mouvement que, conscient des nécessités qu'impose le marché, persuadé de l'importance d'une action collective impulsée de la base, il avait, avec des collaborateurs grenoblois, recherché un modèle de planification décentralisée.

Un séjour aux Etats-Unis, où il avait été fortement influencé par ses rencontres avec W. Leontief (auquel il consacra un ouvrage) et S. Marglin, et la crise économique mondiale l'amèneront, dès 1973, à une réflexion sur les mécanismes de la croissance, les rythmes économiques et les crises capitalistes. Cette recherche s'infiltre, au cours des années 80, vers l'analyse des « ordres productifs », ces formes spécifiques prises par le capitalisme à chacune de ses étapes, avec leurs modalités d'accumulation et de régulation et leur logique de « déformation ». Il met l'accent sur la relation entre

périodes de dépression longue et temps de désordre créateur, l'émergence d'innovations multiples aboutissant à la formation d'un nouvel ordre productif.

De ces travaux proéminents, logiquement, à la fin des années 80, retour à l'histoire longue par une relecture des grandes phases de mutation, la volonté de restituer les conjonctures sociales et économiques dans l'analyse d'une évolution heurtée, dans la lignée de Marx, de Schumpeter et de Brandler (on pourra lire en mars 1991 un numéro spécial de la *Revue économique* sur « Economie et histoire » qu'il a codirigé). Son but était la construction d'une théorie synthétisant l'approche régulationniste, néo-schumpétérienne, et les travaux des radicaux américains en s'appuyant sur une « économie historique » et sur l'analyse de la « dialectique entre innovations et conflits ».

Dans l'ensemble de l'œuvre, l'idée directrice, son « fil rouge », était que l'économie et la technique, la science même, étaient profondément marquées socialement. Pour l'Unesco, il avait multiplié études et textes théoriques sur les problèmes de développement. En conclusion de son livre *« Histoire ambiguë »*, il écrivait notamment qu'il est nécessaire d'« agir pour que l'aide extérieure soit reconstruite de la part des grands pays démocratiques (une action à mener au sein de ces pays mêmes) et des organisations internationales, pour qu'elle soit liée à la mise en place d'avancées démocratiques et de projets véritablement innovants et adaptés... » Formidable défi.

PIERRE DOCKÈS et RENÉ DUMONT

» Bernard Rosier a notamment écrit *« Nous allons à la famine »* (en collaboration avec R. Dumont), Seuil, 2^e éd. 1969 ; *Modèles de planification décentralisée* (en collaboration avec B. Boucon, J. Bourries, J.-H. Lorenz), PUF, 1973 ; *Croissance et crise capitalistes*, PUF, 2^e éd. 1984 ; *Rythmes économiques* (en collaboration avec P. Dockès), La Découverte, 1983 ; *W. Leontief, textes et itinéraires*, La Découverte, 1986 ; *« Histoire ambiguë »* (en collaboration avec P. Dockès), PUF, 1988.

L'Irak est-il pauvre ?

Suite de la page 21

L'Irak a développé pendant les années 70, comme la plupart des grands producteurs de pétrole, toutes les tares des économies de rente : l'agriculture stagne et se dépeuple, sa contribution au PIB tombe en dix ans de 17 % à 6 %, les importations quadruplent en dépit des sommes énormes injectées dans l'industrie, l'inflation s'emballe, réduisant le taux de croissance réel de l'économie aux alentours de 5 % par an. Seuls les infrastructures et le secteur tertiaire – commerce, services, transports et... administration ! – se développent au rythme prévu par le plan.

70 milliards de dollars, qui hypothèque le redressement d'un pays dévasté par la guerre.

Villes, ports, raffineries, usines, il faut tout reconstruire. Un institut japonais spécialisé estime le coût à 335 milliards de dollars, en comptant le manque à gagner pétrolier, les dépenses militaires et les destructions... Impossible à financer. Et pourtant l'Irak le tente.

Le gouvernement choisit d'« oublier » sa dette et se lance dans un plan de reconstruction estimé à 63 milliards de dollars en

dix ans : une ville nouvelle de cent cinquante mille habitants, reconstruction de Bessora, et du port de Fao, construction de mille trois cents villages, usines pétrochimiques, de phosphates, complexe sidérurgique, etc. Sans compter les dépenses d'armement, intouchées – et pour cause ! – depuis l'armistice, ni les projets stratégiques (nucléaire entre autres). Dans la seule année 1989, mille deux cents projets sont lancés !

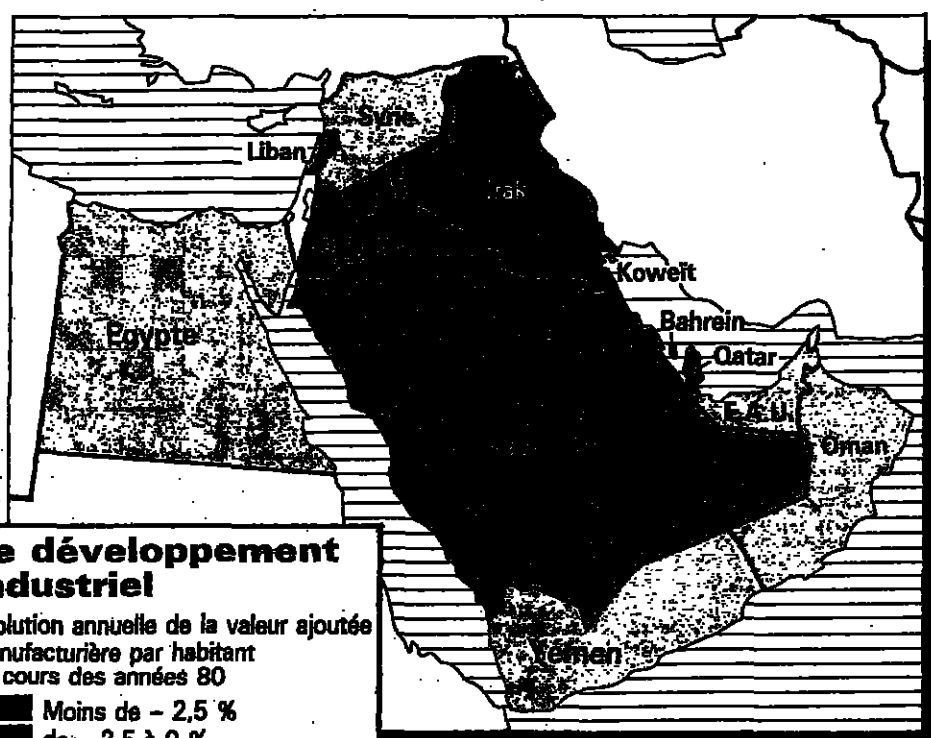
Un plan démesuré, compte tenu des possibilités financières du pays. Le compte est vite fait : d'un côté, à peine 15 milliards de dollars de recettes pétrolières dans les bonnes années, de l'autre, 20 milliards de dépenses : 11 milliards d'importations civiles et 5 d'importations militaires, 3 milliards d'intérêts sur la dette et 1 milliard de transferts des travailleurs immigrés. Ça ne passe pas, sauf à faire

appel de nouveau largement au crédit. L'Irak tente le pari mais se heurte bientôt à la mauvaise volonté des créanciers. L'un après l'autre, les grands pays industrialisés et même les pays en développement – Turquie, Roumanie, Tchecoslovaquie, etc. – ferment la vanne. L'Irak est coincé.

L'invasion du Koweït le 2 août 1990, le blocus puis la guerre, loin de tourner à son avantage, auront, quelle que soit l'issue de l'affrontement, achevé de détruire ce que huit ans de lutte avec l'Iran et deux années de reconstruction avaient laissé ou remis debout. L'Irak, de rainé qu'il était, aura cette fois sans doute réussi à devenir un vrai pauvre...

VÉRONIQUE MAURUS

(1) « Que faire de l'Irak ? », *Politique étrangère*, n° 470, IFRI.



Un plan démesuré

Lorsque, en 1980, l'Irak s'engage dans une guerre de huit ans contre l'Iran, il est donc totalement dépendant de ses revenus pétroliers – 60 % du PNB, 95 % des exportations et 90 % des recettes de l'Etat – et déjà largement endetté. En quelques mois la destruction du terminal de Fao sur le Golfe, puis la fermeture de son principal oléoduc par la Syrie le privent de l'essentiel de ses débouchés. Sa production de pétrole chute des deux tiers, ses revenus aussi.

Il faudra cinq ans à Bagdad pour reconstruire, via la Turquie puis l'Arabie saoudite, les oléoducs nécessaires et doubler son rythme d'extraction. Huit ans pour retrouver le niveau de production de 1980. Mais entre-temps les cours du brut se sont effondrés, si bien que de 1981 à 1989 incluse, les recettes pétrolières du pays ne dépassent pas 10 milliards de dollars par an, en moyenne. A peine 40 % des niveaux records atteints à la fin des années 70... Résultat : un endettement gigantesque, estimé à

Information SICAV

COMMUNICATION

Fragilisée par la récession et la guerre du Golfe
L'industrie audiovisuelle américaine
se tourne vers l'Europe

La télévision américaine est malade. Frappée de plein fouet par la récession et la crise financière qui secouent les États-Unis. Et piégée par la guerre du Golfe qui, en affaiblissant les publicitaires, met en position délicate les grands réseaux et, par extension, toute l'industrie audiovisuelle. Y compris en Europe.

Déjà malmenée en 1990, la télévision américaine ne cesse de revoir à la baisse les prévisions de ses revenus pour 1991. « Comment chiffrer l'impact du désastre? », commente un représentant de CBS. Chaque semaine supplémentaire de « Tempête du désert » nous enfonce un peu plus dans la tourmente. C'est la passe la plus périlleuse que la télévision ait dû franchir depuis plus d'une décennie. La guerre a eu raison en effet des derniers optimistes qui tablèrent sur une crise éphémère et croyaient l'industrie audiovisuelle à l'abri des soubresauts conjoncturels, comme si la maladie d'un des supports ne risquait pas de contaminer rapidement les autres et de remettre en question tout l'équilibre du système.

Les premiers touchés sont évidemment les grands réseaux (ABC, NBC, CBS). D'ores et déjà mis à mal par la concurrence croissante du câble, ils sont maintenant confrontés à une annulation ou à un report massif des campagnes de publicité. Certains annonceurs géants comme Procter et Gamble, General Motors, McDonald's ont réagi promptement aux événements du Golfe et gelé immédiatement de nombreuses campagnes. D'autres les ont suivis presque aveuglément, malgré l'importante baisse des tarifs proposés par les réseaux, transformés, selon l'expression d'un publicitaire, en « mendicants ». Un désastre d'ailleurs pour le câble et les télévisions locales dont les prix sont devenus, ipso facto, moins attractifs. Et un précédent fâcheux qui pourrait se retourner rapidement contre les réseaux. Comment, la crise terminée, pourraient-ils imposer un retour des prix à la normale?

Ce malaise a mis en évidence l'extrême vulnérabilité des trois grandes chaînes dont la part d'audience ne cesse de décroître (62 % en prime time contre 82 % il y a dix ans) et dont les recettes publicitaires augmentent désormais moins vite que celles du câble (+ 4,3 % prévues en 1991 contre + 15 % pour le câble). Des mesures d'économie draconiennes ont été prises dans chacune des sociétés. CBS, par exemple, a procédé à plusieurs vagues de licenciement, la dernière en date a mis à la porte près de 130 salariés et a fait appel à la firme de consultants Mac Kinsey pour réviser structures, finances et stratégie. Les grands équilibres de la télévision américaine ont donc en passe d'être remis en cause, les chaînes câblées grignotent les grands réseaux avec un appétit comparable à celui avec lequel les stations FM, en France, ont pris d'assaut les radios nationales.

Le marché intérieur
ne suffit plus

Mais la violence de la crise a tout bousculé. Moins d'argent du côté des diffuseurs implique moins d'argent dans les programmes et dans la production. « Classique », notait un producteur américain venu à Monte-Carlo lors du récent marché international. La santé des chaînes a des répercussions immédiates sur l'industrie des programmes. D'abord, les chaînes jouent la sécurité : elles réduisent les séries et les jeux à succès (« La roue de la fortune » et « Jeopardy ») sont assurés d'être vus par les trois quarts du public américain, au moins jusqu'en 1994; elles ne font plus le moindre pari sur des programmes plus ambitieux et diminuent le nombre de leurs commanditaires; enfin, elles ne paient plus un sou de télévision qu'à la moitié de sa valeur.

L'industrie a le blues. Elle produit moins, invente moins, raccourcit ses séries et se tourne avec inquiétude et avidité vers le marché international. « Pas pour se faire de l'argent de poche, soutient le même producteur, mais pour trouver un complément de financement indispensable à certains de leurs projets ou, au moins, les rentabiliser. Pour gagner de l'argent, le marché américain ne suffit plus. »

Le propos semblerait excessif s'il émanait d'une major ou d'un gros groupe de production (la Paramount ou la Fox) dont quelques produits vedettes, feuilletons ou sit-coms, n'en finissent pas de vivre une deuxième, voire une troisième, voire une quatrième vie sur le marché de la syndication. Il est symptomatique en revanche de l'attention extrême avec laquelle l'industrie américaine

aborde le marché européen. « C'est bien simple, déclare un représentant de la compagnie Hearst, nous ne mettons en chantier que des projets certains de connaître un débouché international. »

Le temps des conquérants arrogants et dominateurs serait-il terminé? Les relations entre partenaires des deux côtés de l'Atlantique ont, en tout cas, changé, qui trouvent producteurs et distributeurs américains un peu plus humbles face à leurs interlocuteurs européens, davantage à l'écoute de leurs besoins et de leurs contraintes. Il est vrai que l'évolution de l'audiovisuel du Vieux Continent ne leur laisse pas le choix.

D'abord parce que le boom des années 80 qui vit l'écroulement du vieux monopole des télévisions publiques et l'avènement des jeunes chaînes commerciales appartient déjà au passé. La France, l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Allemagne n'offrent plus les mêmes débouchés que ces dernières années. « Des stocks de centaines d'heures de programmes américains vendus à bas prix ont permis aux nouvelles chaînes de prendre leur envol et d'exister en terme d'audience et de revenus », remarque un représentant d'Orion. Mais aujourd'hui les « tuyaux » sont pleins et la dépendance est moindre à l'égard de l'Amérique. Tout juste les distributeurs regardent-ils aujourd'hui du côté du Portugal et de la Grèce ou encore vers la Scandinavie. Non solvables, les pays de l'Est ne suscitent quant à eux qu'un intérêt prudent.

La fin
des « europuddings »

Ensuite, parce que les acheteurs et programmeurs européens ont une démarche de plus en plus sélective. Toujours très demandeurs de produits américains, la Cinq ou M6 sont plus exigeants dans le choix des séries ou téléfilms et n'achètent plus un volume ni au poids. Antenne 2 recherche des produits spécifiques pour telle ou telle case de sa grille — notamment la perle rare destinée à prendre le relais de la série « Mac Gyver », « locomotive » du Journal télévisé de 20 heures — et TF 1 rappelle que rien ne vaut désormais une production française aux heures de grande écoute. « Il y a cinq ou six ans « Dallas » ou « Dynastie » pouvaient rafler la mise, estime M. Etienne Mougeotte, vice-PDG de la Une. Aujourd'hui, c'est exclu. Face à une fiction nationale aux produits américains ne peut espérer être leader. » L'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie ont fait le même constat.

Enfin — est-ce le mythe des fameux « quotas » ou la perspective du grand marché de 1993? — les télévisions européennes cherchent à jeter des ponts vers leurs plus proches voisins. « C'est une priorité, estime M. Gilberte de Turenne, directrice des achats et de coproductions internationales de A2. Et une réelle volonté politique. Nous regardons vers l'Allemagne, l'Angleterre (Channel 4), l'Italie. La qualité des produits européens s'est beaucoup améliorée. » Même écho du côté de TF 1. « Nous développons des projets de coproduction avec Berlusconi et l'allemand Beta-Taurus, affirme M. Etienne Mougeotte, car nous voulons des produits ambitieux et exportables, pas ces « europuddings » indigestes qui sont parfois le résultat hybride de compromis ridicules entre coproducteurs. » Pourtant, le résultat reste maigre. « Nous cherchons nous aussi des programmes d'origine européenne, explique M. Thomas Valentin, directeur des achats et coproducteur de M6. Nous allons aux projections à Paris, Londres, Berlin. Mais il faut reconnaître que les programmes européens demeurent moins efficaces en terme d'audience et moins « transnationaux » que les produits américains. Et que la démarche commerciale des vendeurs européens est beaucoup moins dynamique que celle des Américains. »

Autres cultures, autres mœurs. Là où les Anglais de la BBC, liés par des conventions collectives contraignantes avec les artistes, ne peuvent réduire un prix, là où les Allemands de la ZDF forts de leur leadership national n'acceptent pas la moindre discussion, les Américains s'adaptent et négocient les tarifs, échangent, font un lot... et préparent l'avenir. Car, ils en sont persuadés, la télévision européenne devra aussi se faire avec eux.

ANNICK COJEAN

CARNET DU Monde

Naissances

Philippe et Brigitte PIGAUD, Nathalie, sont heureux d'annoncer la naissance de

Henry,

le 18 février 1991.

Décès

M. Christiane Jarnes-Autin, Sandrine et Angélique, ses filles, M. et M^{me} Jacques Gruet, M. et M^{me} Stephan Autin, ses enfants, Tristan, Nathalie, Bénédicte et Bertrand, ses petits-enfants, M. et M^{me} Michel Veyron et leurs enfants, M^{me} Micheline-Marie Autin, M. et M^{me} Claude Claudie et leurs enfants, Ses sœurs, beaux-frères, neveux et nièces, Le docteur Pierre Labin, son oncle, Les familles Javillier, Bataille, Blavillain, Noyrey, Aulagnon, Le Riche, Verdouin et Devallois, ont la douleur de faire part du décès de

Jean AUTIN, inspecteur général des finances honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, survenu le 20 février 1991 à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 26 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, Paris-16^e, suivie de l'inhumation dans l'intimité au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

19, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris.

Le président et le conseil d'administration de Media Participations ont le regret de faire part du décès de

Jean AUTIN, président de Dargaud.

A sa famille, à ses amis, à ses collaborateurs, ils expriment leur tristesse et leur sympathie.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

La direction générale de Dargaud, la direction générale de Rustica, la direction générale de Dargaud Films, l'ensemble du personnel de nos sociétés, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur président,

M. Jean AUTIN,

survenu le 20 février 1991.

Ils prient sa famille de trouver ici leurs sentiments émus.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

Le conseil d'administration de l'Ecole normale de musique de Paris Alfred-Cortot, Le directeur général, Le personnel, Les professeurs, Les élèves, ont la douleur de faire part du décès de leur président,

Jean AUTIN,

survenu le 20 février 1991.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

Les membres du conseil d'administration et l'ensemble du personnel du Bureau de vérification de la publicité, ont la tristesse de faire part du décès de leur président,

Jean AUTIN.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 février 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

Le président du conseil d'administration, Les administrateurs, Le directeur et les professeurs de l'Ecole supérieure de journalisme de Paris, de l'Ecole des hautes études internationales, de l'Ecole des hautes études politiques et sociales, ont la douleur de faire part du décès du vice-président du conseil d'administration,

M. Jean AUTIN, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, inspecteur général des finances honoraire, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer,

survenu le 20 février 1991.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

M. Jean-Claude Michaud, président de SOFRATEV, M. Jean-Jacques P. Lefebvre, directeur général, Les membres du conseil d'administration, Et le personnel de la société, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean AUTIN, premier président-directeur général de SOFRATEV, de 1973 à 1975.

Ils présentent leurs condoléances aux membres de sa famille.

(Le Monde du 21 février.)

Les familles Boissin, Cans, Mighrian, Bédrossian, ont la douleur de faire part du décès de

Florence BOISSIN-CANS,

survenue le 15 février 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Joyeuse (Ardèche).

Nous remercions tous ceux qui s'associent à notre peine.

5, rue Ballo, 75009 Paris.

M^{me} Jean-Marie Clerc, M^{me} Lucie Clerc, M^{me} René Lafouge, M. et M^{me} Robert Clerc, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Michel Lafouge et leurs enfants, Les familles parentes, Alliées et amies, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie CLERC, fonctionnaire au Bureau international du travail,

leur époux, fils, gendre, frère, beau-frère, oncle,

endormi dans la Paix de son Seigneur, après une longue maladie, le 22 février 1991, dans sa soixante-troisième année.

Un service d'action de grâce aura lieu en l'église réformée de Feneay-Vallée (Ain), le lundi 25 février, à 11 h 30.

L'inhumation aura lieu le mardi 26 février, à Villavard (Haute-Vienne).

« Conduisez-vous comme des personnes qui appartiennent à la lumière, car la lumière produit toute sorte de bonté, de droiture et de vérité. » (Ephésiens, V, 9.)

47, chemin Moïse-Duboué, 1209 Genève (Suisse).

La comtesse Charles de Montalembert, née Hélène Boyer Chamard, Ses enfants, Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur

comte Charles de MONTALEMBERT, ancien élève de l'Ecole polytechnique, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

survenu à Paris, le 22 février 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 février, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou.

Ni fleurs ni couronnes.

M^{me} Pierre de Montera, Louis, Annie et Juliette, Pierre-René et Rosemarie, Constance, Stéphane et le petit Ladislav, Alexandre, Antoine, ont la douleur de faire part du décès de leur

comte Pierre de MONTERA, ainsi que toute leur famille, Dominique et Marie-Hélène, Nenna, Claude Sapin, La fidèle Bianca, ont la grande tristesse de faire part à leurs nombreux et chers amis, du décès de

Pierre de MONTERA,

qui les a quittés le 15 février 1991.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité familiale et suivi de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise.

Joël Ornstein, son fils, Gabriella Malone, sa belle-fille, Et Mignon Ornstein, son épouse, font part avec profonde affliction du décès de leur cher

Choura ORNSTEIN.

Ses obsèques seront célébrées le mardi 26 février 1991, à 14 h 30, au cimetière de Thiais (Val-de-Marne).

Les familles Dumont, Pascal et Ali ont la douleur de faire part du décès de

M. Klier PASCAL, retraité cadre EDF,

survenue le 21 février 1991, dans sa soixante-septième année, à Colombes (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu le mardi 26 février, à 14 h 15, au cimetière de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Monique Picavet, sa femme, Carole Picavet, sa fille et Thomas Guider, sa fille et son beau-frère, M. et M^{me} Jannig, sa sœur et son beau-frère, Toute la famille Fressard, ses collégiens, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Louis PICAVET, cinéaste, directeur de la photographie,

le 17 février 1991, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu le 22 février, dans l'intimité la plus étroite.

Il adorait son métier.

Gardez-le dans vos pensées.

On nous prie d'annoncer la mort de

professeur D. RADENKOVIC, directeur honoraire de recherches aux laboratoires de l'Ecole polytechnique,

survenue le 20 février 1991.

Un service aura lieu le mercredi 27 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5^e.

M^{me} Paul Yvan Remignon, Dominique et Alain Martin-Saint-Léon, et leurs enfants, Isabelle Remignon et Richard Garcia, Jean-Yves et Françoise Ramelli et leurs enfants, Anne-Marie et François Tremead et leurs enfants, M. et M^{me} Guy Minvielle et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Ariot et leurs enfants, M^{me} Monique Valette, ont la douleur de faire part du décès de

Paul Yvan REMIGNON, capitaine de frégate (CR), officier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 20 février 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le 28 février, à 13 h 45, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, Paris-17^e.

Ni fleurs ni couronnes, des dons pour l'œuvre de votre choix.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Juliette-Lamber, 75017 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5464

VERTICALEMENT

1. Quand elle est plate, il n'y pas beaucoup de liquide. Comme un champ de bataille. — 2. Peut être la punition de celui qui a goûté au « fruit » défendu. — 3. Dieu. Plus en musique. Peut s'opposer à la brune. — 4. De vrais goudrons. Branché. Bande d'étoffe. — 5. Adverbe. Présenté comme une rose. — 6. Comme un espace. — 7. Se sert. Qui ne fait pas avancer. — 8. C'est plus qu'une correction. N'a pas son compte d'électrons. — 9. Sont souvent couvertes de sang. Ne fit pas circuler.

1. Ceresse. Fumants. — 2. Avari-cieuses. Ar. — 3. Iris. Adulter. — 4. Sis. Ope. Lie. Es. — 5. Slip. Ure. Torero. — 6. Nullité. Ras. — 7. Ase. Piston. — 8. Pie. Liasse. — 9. Opta. Régate. Mi. — 10. Liasse. Nuis. Ami. — 11. Lo. Mort. Et. — 12. Roncerie. Acéré. — 13. Os. Ar. Rue. — 14. Isba. In. Frairie. — 15. Duel. Escient.

VERTICALEMENT

1. Caisse. Polaroid. — 2. Avril. Tipi. Ossu. — 3. Raison. Etain. Be. — 4. Ers. Par. Assoc. — 5. Si. — 6. Scapulaire. Raie. — 7. Eddisme. Mains. — 8. Eu. Eteignoir. — 9. Fuit. Taura. FI. — 10. Usait. Petit. Gré. — 11. Météo. Riés. An. — 12. Ase. Ras. Ecrit. — 13. Estimateur. — 14. Tarr. Oim. Rail. — 15. Sissone. Ide.

VERTICALEMENT

1. Caisse. Polaroid. — 2. Avril. Tipi. Ossu. — 3. Raison. Etain. Be. — 4. Ers. Par. Assoc. — 5. Si. — 6. Scapulaire. Raie. — 7. Eddisme. Mains. — 8. Eu. Eteignoir. — 9. Fuit. Taura. FI. — 10. Usait. Petit. Gré. — 11. Météo. Riés. An. — 12. Ase. Ras. Ecrit. — 13. Estimateur. — 14. Tarr. Oim. Rail. — 15. Sissone. Ide.

VERTICALEMENT

1. Caisse. Polaroid. — 2. Avril. Tipi. Ossu. — 3. Raison. Etain. Be. — 4. Ers. Par. Assoc. — 5. Si. — 6. Scapulaire. Raie. — 7. Eddisme. Mains. — 8. Eu. Eteignoir. — 9. Fuit. Taura. FI. — 10. Usait. Petit. Gré. — 11. Météo. Riés. An. — 12. Ase. Ras. Ecrit. — 13. Estimateur. — 14. Tarr. Oim. Rail. — 15. Sissone. Ide.

GUY BROUTY

CHEF D'INVESTISSEMENT

Juriste de contrats

TECH

هكذا من الأصل

Le Monde *des* Dirigeants

Postes à + de 400 KF

ECP, MINES, ESE...

CHEF DE DEPARTEMENT INVESTISSEMENTS ET GESTION TECHNIQUE

Une des premières banques françaises recherche le responsable d'un grand département qui a un rôle de maître d'ouvrage (travaux neufs et maintenance) pour un important parc d'immeubles de bureaux.

Il animerait une équipe compétente et étoffée (150 personnes) et gèrerait des budgets importants.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur Grande Ecole minimum 40 ans, ayant des qualités marquées de gestionnaire et d'animateur alliées à une solide polyvalence technique (électricité, électronique, chauffage, climatisation...). Il aura développé cette polyvalence grâce à une expérience réussie acquise dans une société d'ingénierie ou un grand service travaux neufs et maintenance.

Poste à Paris La Défense.

Ecrire sous réf. 8 A 2087-1M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Futur Secrétaire Général

Notre Société, un des leaders mondiaux dans la fabrication et la commercialisation de produits destinés aux Laboratoires d'analyses médicales, recherche son futur secrétaire général.

Collaborateur direct du Président du Groupe, ses compétences s'étendront aux domaines suivants : • négociations de contrats de licence et de distribution • contacts avec les administrations françaises et les instances communautaires, • contrôle de gestion d'une société aux Etats-Unis • diverses missions permettant d'exploiter ses aptitudes reconnues à la négociation.

Ce poste s'adresse à un cadre expérimenté de formation Sciences Po ou école de commerce avec une première expérience professionnelle réussie complétée par une solide culture juridique et économique et de bonnes connaissances en droit international et communautaire.

La pratique courante de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Poste à pourvoir dans la banlieue ouest de Paris :
Merci d'adresser votre candidature complète, sous réf. 14610, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

Le Monde *des* Juristes

Juriste de contrats

Vous souhaitez intégrer une entreprise largement ouverte sur l'international et dont le champ

d'action est à la mesure des évolutions récentes du monde industriel. TECHNIP, premier groupe français d'ingénierie (CA : 6 milliards de F), vous offre cette opportunité.

Rattaché(e) au Responsable de notre Département Contrats, vous assurerez un double rôle opérationnel et de conseil qui associera étroitement :

- l'élaboration des contrats et l'implication dans les négociations,
- le suivi juridique des affaires et le traitement du contentieux.

Titulaire d'un diplôme de droit de 3^e cycle et, dans la mesure du possible, d'une double formation (IEP, ESC...), vous souhaitez valoriser une expérience d'au moins 5 années, acquise dans le cadre d'une activité largement ouverte sur l'export. Une parfaite connaissance de l'anglais juridique est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. JC à TECHNIP, à l'attention de S. Dematquette, 92090 Paris-La Défense Cedex 23.



TECHNIP

Le Groupe Concept, composé de 33 entreprises, offre des services d'ingénierie et de conseil en informatique de gestion. Ses activités sont réparties en deux divisions : la division Informatique de Gestion et la division Informatique de Maintenance.

CONCEPT

GROUPE CONCEPT : l'informatique de gestion

spectral mis
la maintenance informatique

France, constitue une infrastructure unique dans le domaine de la maintenance informatique (HARDWARE).

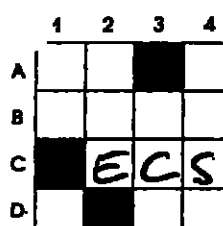
JURISTE D'AFFAIRES CONFIRMÉ

Au sein de notre direction financière, vous aurez en charge des missions variées nécessitant la mise en œuvre d'un réel savoir-faire. Préparation d'analyses juridiques et fiscales, conception et rédaction d'actes et de contrats et suivi des contentieux feront de vous un interlocuteur privilégié pour les différents services de la société.

Un DESS droit des affaires, 3 à 5 ans d'expérience minimum en entreprise ou en cabinet, des connaissances techniques en droit des sociétés, droit fiscal et contractuel constituent vos atouts professionnels.

Autonomie, initiative, sens des responsabilités constituent vos atouts personnels... Nous avons certainement des ambitions communes. Parlons-en.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. MY252, à Stéphane Charbonnier, Spectral Mis, 17 bd Ney, 75018 Paris. Poste basé à Villepinte (93).



ECS, leader européen de la location d'ordinateurs IBM, recherche pour son Département Juridique :

Juriste

Vous intervenerez, dans

tous les domaines de la fonction pour ECS, ses filiales françaises et internationales (Droit des Sociétés, affaires, assurances, marchés publics).

Titulaire d'une maîtrise de droit des affaires, vous avez une première expérience en entreprise ou en cabinet.

Vos qualités de rigueur, d'organisation et de contacts sont autant d'atouts déterminants pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser lettre, CV s/réf. CM 658 à ECS - Relations Humaines - 29 Av. Mac Mahon, 75017 PARIS.



VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

JURISTE

Nous sommes une importante entreprise de Travaux Publics spécialisés, œuvrant à part égale en France et à l'international. Dans le cadre de notre développement, nous renforçons notre Service Juridique et souhaitons accueillir un Juriste débutant que nous formerons à nos méthodes et à la culture spécifique de notre entreprise.

Basé à La Défense, au sein du Service Juridique, vous aurez une mission très opérationnelle et diversifiée de traitement des dossiers dans les domaines suivants : contentieux contractuel, suivi des filiales - principalement en France et occasionnellement à l'étranger -, assurances...

Vous avez une formation juridique supérieure (Maîtrise, DEA, DESS) ; Anglais satisfaisant. Vous ambitionnez de rejoindre une équipe motivée et très professionnelle ; vous êtes prêt à vous impliquer dans un environnement exigeant, nécessitant ouverture, disponibilité et mobilité.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8403/M avec CV détaillé, photo et niveau de rémunération à notre Conseil PELISSIER, GULLON & ASSOCIES, 93 rue Jouffroy, 75017 PARIS.

PELISSIER, GULLON & ASSOCIES



Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde
est la première source
d'information des cadres supérieurs.

(IPSO 90)

RESPONSABLE AUDIT
Banque - 280/320.000 F

Un important établissement financier, très implanté sur la région ouest de Paris, recherche son responsable audit. Basé au siège et rattaché au directeur général, il prendra en charge l'ensemble de la fonction audit (commercial et financier) pour l'ensemble du réseau (90 agences) et les différents départements du siège. Assisté d'une petite équipe, il sera chargé de la rédaction de notes et synthèses à destination de la direction générale, et du contrôle a posteriori des anomalies constatées. Ce

poste évolutif conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une bonne technicité dans le domaine de l'audit bancaire. La rémunération, de l'ordre de 280 à 320.000 francs sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/F9855F - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

GESTIONNAIRE DE CARRIERE
Banque - 200.000 F

Un important établissement financier très implanté sur la région ouest de Paris recherche un gestionnaire de carrière pour compléter l'équipe en place de 5 personnes. Basé au siège et rattaché au responsable développement ressources humaines, il sera responsable des carrières, du recrutement et de la gestion pour une partie du personnel de la banque. Il aura une aptitude à communiquer, notamment vis-à-vis des opérationnels de la

banque. Ce poste conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (CELSA, IGS...) ayant acquis une courte expérience (environ 2 ans) de la fonction personnel dans la banque ou en entreprise. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/F9856F - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

RESPONSABLE DE NOTRE CENTRE D'EVALUATION ET DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

PA Consulting Group, société internationale de Conseil en Management et Technologie, emploie 2.500 personnes dans le monde et réalise un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs. Leaders européens de Conseil en Ressources Humaines, nous avons créé, en France, un centre spécialisé dans la mise au point et le développement d'outils d'évaluation originaux, utilisés par les plus grandes entreprises françaises. Nous recherchons aujourd'hui le responsable de ce centre de profits, fort d'une dizaine de consultants (13 millions de francs de chiffre d'affaires). Doté d'un véritable talent d'animateur, il aura aussi le goût de la recherche.

Agé d'au moins 35 ans, impérativement diplômé de psychologie, il aura une expérience réussie du management et une bonne connaissance des méthodes d'évaluation acquise dans le conseil. Sa créativité, son enthousiasme, sa rigueur méthodologique, une forte éthique personnelle et un bon niveau d'anglais lui permettront de s'exprimer dans une structure évolutive. Ecrire à J.A. DENNINGER en précisant la référence A/064M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

**Minerve Industries**
Maintenance et Ingénierie Aéronautiques

Nouvelle filiale du Groupe de Transport Aérien MINERVE s.a.
Aéroport de NIMES - GARONS

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Après en avoir assuré la mise en place, il aura la responsabilité de l'intégralité des Services Administratif et Comptable de la Société. A ce titre il devra assurer :

- l'élaboration des situations comptables, la production du bilan, le suivi des coûts de production ainsi que l'ensemble des opérations de reporting comptable, financier, de trésorerie et de gestion
- la responsabilité de la gestion du personnel
- la gestion Administrative et Fiscale
- traiter les problèmes juridiques et sociaux.

De formation supérieure financière, juridique et comptable (niveau Expertise Comptable ou Ecole supérieure de Commerce + DECS), le candidat devra avoir une expérience de 7 ans minimum et parler couramment l'Anglais.

Si vous êtes motivé, disponible et intéressé par cette offre, envoyez lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. et d'une photo ss réf. PG/DAF à :

MINERVE INDUSTRIES — Aéroport de Nîmes - Garons, B.P. 23 - 30128 GARONS

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN**Jeune Financier Spécialiste Ingénierie****Produits de Taux**

■ Vous rejoindrez le secteur primaire au sein de la salle des marchés de taux et intégrerez l'équipe d'ingénierie en charge de l'étude, du montage et de la négociation d'opérations de restructuration de dette, de financements spéciaux, de gestion bilantaire... auprès d'une clientèle de grands émetteurs et d'investisseurs institutionnels.

■ Votre rôle sera centré dans un premier temps sur la recherche et l'analyse des divers montages pour évoluer, ensuite, vers la prise en charge totale des

dossiers y compris la relation commerciale. ■ Pour ce poste, qui exige autant de curiosité que d'autonomie, nous souhaitons rencontrer un candidat qui, au delà d'une bonne connaissance des techniques financières (BAC +5 gestion, actuariat ou finance), posséderait une bonne culture juridique et fiscale.

■ Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV), sous la référence 173, à **MEDIA PA** 50-54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

Cogesal

Le groupe UNILEVER recherche pour sa filiale COGESAL en pleine expansion (CA 1990 : 1,3 milliard de francs : CARTE D'OR, CAPTAIN IGLO, LA TARTELEURE...) un :

ANALYSTE DE GESTION et un ANALYSTE DE GESTION INDUSTRIELLE**Votre profil :**

De formation supérieure Bac + 4, vous êtes issu d'une grande école d'ingénieur ou d'une grande école de gestion. Vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience.

Votre mission :

Directement rattaché au chef du service Informatique, vous aurez à assister l'ensemble des départements du siège social (marketing, ventes, gestion) ou de l'usine (production, contrôle qualité, logistique...) dans le développement de nouvelles applications.

Vous aurez à effectuer le bilan de l'existant, à étudier l'ensemble des besoins utilisateurs et à réaliser les cahiers des charges.

Possibilités d'évolution ultérieure au sein des départements informatique, gestion ou logistique de la société ou du groupe UNILEVER.

Pour ces 2 postes, l'un basé en Région Parisienne, l'autre en Normandie nous désirons des candidats à forte motivation et large autonomie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 03/91 au Service Recrutement et Sélection des Cadres, 157 boulevard Haussmann, 75382 PARIS CEDEX 08



Unilever

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

AUDITEUR COMPTABLE INTERNE

(Réf. AC)

Au sein de notre service Contrôle de Comptabilité, vous veillerez à la bonne application des règles comptables, participerez au rapprochement et à l'analyse des résultats. Vous procéderez à des actions thématiques de contrôle, analyserez et mettez en œuvre les préconisations de l'inspection et des auditeurs externes.

Une expérience de 2 à 3 ans au sein d'un cabinet d'audit, d'une direction comptable ou d'un back-office est indispensable.

CHEFS DE PROJETS COMPTABLES

(Réf. OR)

Au sein de notre service Normes Comptables, vous définirez les principes de comptabilisation et des méthodes d'évaluation. Vous élaborerez les schémas comptables, veillerez à leur mise en œuvre et contribuerez aux études comptables générales.

• soit sur les opérations de marché : 2 à 3 ans d'expérience acquise au sein d'un back-office, d'une Direction comptable ou d'un cabinet d'audit serait votre atout,

• soit sur les opérations sur ressources et emplois clientèle : une bonne maîtrise de la mise en œuvre de projets informatiques est un plus.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V.) en précisant la référence choisie à la BNP - Direction du Personnel Recrutement - 35, rue du 4 septembre - 75002 PARIS.

**ROSS SYSTEMS**
THE DIGITAL STANDARD**ROSS SYSTEMS.**

Leader mondial des Projets d'Application

- Comptabilité, Finance, Distribution, Logistique, Ressources Humaines - sur matériel VAX de Digital.

Résultats 1990 : 33 millions de dollars de C.A.,

3,6 millions de dollars de bénéfices,

2800 Systèmes installés, présence dans 24 pays,

recherche pour sa filiale française en pleine expansion :

CONSULTANTS EXPERIMENTES**PROJETS D'APPLICATION SUR VAX****GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE****GESTION COMMERCIALE - LOGISTIQUE****Votre mission :**

• Conseiller et guider nos clients dans leur démarche "Projets".

• Aider à la mise en œuvre des applications Ross Systems.

• Former et assister les équipes de projet pendant le démarrage.

• Assurer le suivi et la maintenance des projets installés.

• Participer à la création de nouveaux systèmes d'information.

Vous êtes :

• Diplômé d'une grande Ecole de Gestion ou de Commerce.

• Enthousiaste, pragmatique, novateur.

• Dynamique, souriant, tenace.

• Communicateur et persuasif.

Vous avez :

• Une grande expérience des systèmes informatiques, de préférence sur DIGITAL.

• Des connaissances approfondies en Comptabilité, Finance, Gestion.

• La sérénité du service et du travail bien fait.

• Le don d'écouter et de comprendre.

• De très bonnes connaissances en Anglais.

Nous vous offrons :

• Une rémunération plus qu'attrayante.

• Une excellente ambiance de travail.

• De l'autonomie dans vos missions.

• Des contacts permanents avec notre centre R&D aux USA.

• Une formation aux technologies les plus récentes.

• De réelles opportunités vers le management d'un centre de profit.

Merci d'adresser votre dossier, C.V. et photo récente (en mentionnant la réf. RS/CA 915) à **ROSS SYSTEMS FRANCE SA** 38 rue de Bavanno 75008 PARIS.

هكذا من الأصل

Une double compétence Finance Marketing

... et un peu de magie ?

Au printemps 92, Euro Disney ouvrira ses portes. Dès aujourd'hui, entrez au royaume du rêve : des attractions fascinantes, des boutiques, des restaurants, 6 hôtels à thème... tout un univers pour mettre votre professionnalisme au service du divertissement.

ANALYSTE MARKETING PLANS ET PRÉVISIONS

A 30 ans environ, vous possédez une formation supérieure de haut niveau en finance. Votre expérience de 4 ans minimum, acquise dans un premier temps à travers la gestion d'importants budgets, vous a permis d'évoluer ensuite vers une fonction marketing appliquée à la finance.

Votre objectif, dans la mission que vous prendrez en charge, sera de gérer et consolider les budgets du département Marketing en coordination avec ses équipes et celles du département Finance.

De la planification des actions envisagées à leur évaluation budgétaire, votre double compétence marketing et finance vous permet d'intervenir avec pragmatisme et pertinence. Vous reporterez directement à notre Vice-Président Marketing.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. MK/1279/M, à Euro Disney, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.



les professionnels de l'imagination

L'A.P.E.I. de Saint-Amand Montrond qui regroupe environ 350 personnes, un atelier protégé et un C.A.T. recherche son

SECRETAIRE GENERAL HF

directement rattaché au Président, vous l'assisterez et assurerez la préparation de ses dossiers en vue des conseils d'administration et d'association.

Vous aurez également en charge le suivi des dépenses de l'association, la gestion et le placement de ses fonds.

De formation droit et/ou IEP gestion Administration vous avez une expérience de Secrétaire Général, d'une entreprise ou d'une collectivité locale.

Si vous avez envie de mettre vos capacités au service d'une association de parents d'enfants handicapés, et de vivre dans un environnement proche de la campagne (centre France).

Adressez lettre de motivation + CV + photo à FIDORGA - Marie-Pierre PERUSSEAU-LAMBERT - 18 bis, rue de Villiers 92300 Levallois-Perret.

Importante Banque d'Affaires, située à Paris Opéra recherche, pour son Département de la Comptabilité Générale,

R RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE - BILAN

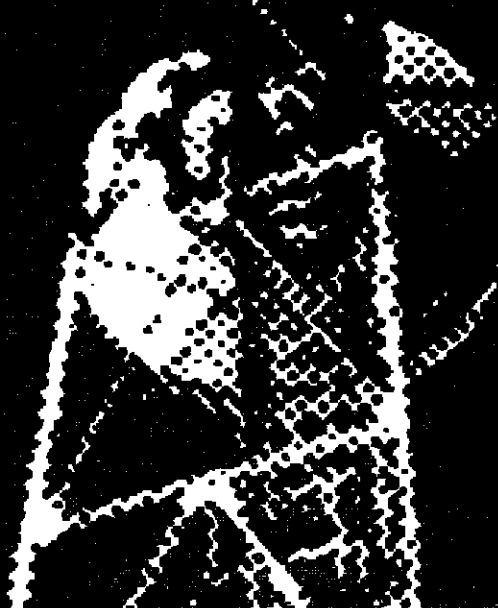
De formation supérieure complétée d'un diplôme type DESCF, vous maîtrisez la comptabilité réglementaire bancaire, et possédez de bonnes connaissances de la fiscalité des titres et des systèmes informatiques comptables.

Votre expérience acquise en milieu bancaire (5 ans minimum) et votre pratique du management opérationnel vous permettront d'animer les équipes dont vous aurez la charge et de leur apporter l'appui technique nécessaire.

En outre, vous participerez à la mise en place du nouveau progiciel comptable et des différents applicatifs comptables.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 3950 à PUBUPANEL - 13, rue Rosenwald - 75015 PARIS qui transmettra.

FRANCE TELECOM L'AVENTURE EN PLUS



BAC + 5, UN AVENIR A VOTRE MESURE

Diplômés ou futurs diplômés d'école de commerce ou d'université, débutants ou première expérience, FRANCE TELECOM vous propose, en avril 1991, 100 postes à la mesure de vos ambitions.

Leader mondial des télécommunications, nous poursuivons chaque jour la conquête de nouveaux marchés, nationaux et internationaux.

Pour vous permettre de participer à l'aventure des hautes technologies et d'enrichir vos compétences, d'exercer des responsabilités importantes et de mener une carrière évolutive, nous vous offrons de nombreuses opportunités.

En intégrant nos filières commerciales, gestion et ressources humaines, vous occuperez des postes de haut niveau : ingénieur commercial, responsable produit, contrôleur de gestion, gestionnaire des ressources humaines...

Élargissement de notre gamme de produits et services auprès du public ou des entreprises, optimisation de notre système de gestion, évolution de nos modes de management... tel est l'avenir que vous propose FRANCE TELECOM, celui d'un service public efficace et professionnel.

Cette aventure vous est ouverte en participant à la sélection écrite et orale qui débutera le 3 avril et aboutira à votre intégration, à FRANCE TELECOM, deux mois plus tard.

Contactez dès aujourd'hui notre service recrutement pour recevoir votre dossier d'inscription.

Date de clôture des inscriptions : le 7 mars 1991.

N° Vert 05 21 11 11

FRANCE
TELECOM

UN AVENIR D'AVANCE

36 15
C M

Le service téléphonique
expert des entreprises

UN MONDE OUVERT, DES HOMMES EN MARCHE...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidé dont près de 25 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

La direction immobilière des AGF recherche l'adjoint au responsable du service comptable

Cette entité gère un patrimoine de 650 immeubles, 15500 locations en habitation et en bureaux. Au sein du Département Contrôle de Gestion et Comptabilité, en liaison directe avec le responsable du service comptable, vous serez chargé :

- du suivi de la comptabilité des filiales (SCL...)
- de l'analyse des comptes et du contrôle des procédures.

De formation type DECS, vous avez 3 à 5 ans d'expérience de la comptabilité en cabinet d'expertise ou en entreprise, et une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Des compétences en comptabilité immobilière constitueraient un plus.

Merci d'adresser votre candidature, (lettre, CV, rémunération actuelle) à Christine LABBE, sous référence M91M
Département des Ressources Humaines
33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



LILLY: UN MONDE D'OPPORTUNITES

Première filiale du laboratoire pharmaceutique américain Eli Lilly, LILLY FRANCE (1,7 milliard de CA, 1200 personnes) a de grands projets d'investissements sur son site de production de Strasbourg et recherche

Nos collaborateurs sont la première richesse de notre entreprise. Nous voulons accueillir des Hommes et des Femmes de talent qui écriront, avec nous, l'Histoire de notre Avenir.

Responsable de la gestion financière des immobilisations

Vous assurerez la bonne gestion financière de toutes les immobilisations en étroite collaboration avec le Service engineering, ainsi que le reporting interne et externe. Débutant ou disposant de 2 à 3 années d'expérience, de formation école de commerce ou DECS, vous avez un goût prononcé pour la comptabilité et la fiscalité et de solides connaissances dans ce domaine, ainsi que des aptitudes à motiver une équipe ?...

... Alors, venez rejoindre un des grands de la Santé dans l'une des régions les plus agréables de France: l'Alsace... La maîtrise de l'anglais est indispensable. Si nos projets vous séduisent, adressez un CV avec lettre manuscrite et photo, à Anne-Sophie Dor, Lilly France, rue du Colonel Lilly, 67640 Fegersheim.

Contrôleur de gestion

Débutant(e) ou disposant de 2 à 3 années d'expérience, diplômé(e) d'une grande école de commerce, vous serez chargé(e) du contrôle de gestion de l'une des divisions de l'usine. Outre le calcul des prix de revient et les activités de reporting, la mission s'étendra largement vers le partenariat avec les opérationnels pour développer les budgets, investissements et analyses ponctuelles servant d'aide à la décision. Vous êtes passionné(e) par la micro-informatique et possédez le goût d'entreprendre dans un esprit de communication positive ?...



AU-DELA DES FRONTIÈRES

Pour accompagner son développement, le 1er Etablissement financier de l'Ouest Parisien recherche un

Responsable du Service Audit/Contrôle

Rattaché au Directeur Général, vous aurez pour mission d'élaborer et/ou de faire évoluer les systèmes de contrôle interne de l'entreprise, en en assurant la mise en œuvre. Votre action contribuera à garantir le respect de la réglementation et de la sécurité juridique et financière de l'entreprise. Par ailleurs, vous réaliserez des analyses globales ou plus spécifiques de management général, d'organisation, de gestion des services et agences. Vous effectuerez les contrôles sur l'ensemble de nos procédures (commerciales, comptables, budgétaires, administratives, juridiques et financières).

Enfin, vous encadrerez et animerez une équipe de 3/4 personnes. A 30/35 ans, de formation supérieure avec de solides bases en comptabilité (DECF, par exemple...), vous avez une expérience de la fonction d'audit de banque d'au moins 4 ans avec, notamment d'indéfectibles qualités de rigueur et de rédaction.

Contactez Yves le Levre au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération à Michael Page Banking & Insurance, 10, rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. YLL6391MO.



Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance



Conseiller de gestion

optimiser nos structures financières en régions



Deux marques de prestige AUDI et VOLKSWAGEN, une qualité de produits et de service incontestable permettent aujourd'hui à VAG France d'être le premier importateur automobile français.

Dans le cadre d'une mission très complète d'audit et d'assistance, vous intervenez auprès de nos concessionnaires et agents sur un secteur géographique déterminé. Responsable de la mise en place des structures et de l'application des méthodes financières et

comptables préconisées par la société, vous procédez à l'analyse des documents comptables et établissez les recommandations nécessaires à l'amélioration de la gestion des concessions. Vous contrôlez les projets d'investissement et veillez à leur adéquation avec la politique de la société. De formation ESC, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience de l'audit acquise dans un cabinet ou en entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions à Pascal Carreau, VAG France, Division du personnel et des relations sociales, BP 64, 02601 Villers-Cotterêts.

UNE IMAGE, DEUX MARQUES



Tax specialist

GREAT BRITAIN

Excellent package

THE COMPANY: A major subsidiary (T/O \$ 600 M) of one of the world's leading international service companies.

THE POSITION: Reporting to the Regional Tax Manager, with particular responsibility for all fiscal matters relating to France, you will also be exposed to other international tax regimes and involved in strategic tax planning.

THE CANDIDATE: A graduate with 3 to 5 years tax experience, you are familiar with French corporate tax and wish to expand this knowledge within an extremely international environment. For a young, mobile candidate, excellent career opportunities exist both inside and outside the tax function.

Please contact Charles SIMON-THOMAS in Paris on (1) 42.89.09.17 or send a detailed application (CV, letter and photo) quoting reference 1266 STM to NORMAN PARSONS 12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

Norman Parsons
JURIDIQUE ET FISCAL

LES MUTUELLES DU MANS ASSURANCES
recherchant pour PARIS un

Actuaire débutant

Au sein du secrétariat technique du Département des Assurances Collectives, il travaillera sur les études générales et actuarielles portant sur nos produits d'Assurance Vie et leur environnement.

Diplômé d'un Institut d'actuaire (ISUP, ISFA, DESS ACTUARIAT), vous êtes débutant et souhaitez vous investir dans une fonction évolutive nécessitant de la rigueur, de bonnes capacités à innover et à anticiper les besoins des différents services ainsi que d'excellentes qualités relationnelles.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous réf. CL/MTP à Catherine LECHANGEUR, Gestion du Personnel BP 342-09 - 75428 PARIS CEDEX 09



ETABLISSEMENT FINANCIER
SPÉCIALISÉ DANS
LE CAUTIONNEMENT

recherche
pour son département engagements

RESPONSABLE DE SERVICE ETUDES ET ANALYSES FINANCIÈRES

MISSION

Suivre 15 milliards d'engagement sur plus de 4000 entreprises, petites et moyennes, en assurant la supervision d'une équipe d'analystes financiers et d'un secrétariat (8-9 personnes au total).

PROFIL

H/F, 30-40 ans, solide formation supérieure comptable, juridique et financière. Expérience confirmée dans une fonction d'encadrement et d'analyse du risque crédit. Poste basé à Paris. Déplacements occasionnels.

Merci d'adresser C.V. et prétentions + photo à
PUBLICITÉ VÉRO FRANCE
49, rue de Rivoli - 75001 PARIS
N° 50 000

Cabinet de Conseil International
en Stratégie Marketing

recherche

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

Dépendant du Directeur Financier :

- établissement des budgets, contrôle budgétaire ;
- établissement et suivi de la comptabilité analytique ;
- gestion du personnel ;
- administration commerciale internationale ;
- diplôme demandé : Sup de Co/IUT ou titulaire d'une maîtrise de gestion. 1 ou 2 ans d'expérience dans une fonction similaire ;
- anglais indispensable.

UN CHARGÉ D'ÉTUDES QUANTITATIVES

- École de commerce : statistiques et/ou marketing ou statisticien économiste.
- Goût pour l'informatique : micro-informatique/station de travail.
- Bonne connaissance de l'anglais (3^e langue souhaitée).
- Disponibilité aux déplacements en Europe.
- 3 ou 4 ans d'expérience dans le marketing et/ou les études.

Écrire sous n° 8241 - LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy - 75007 Paris

INGENIEUR FINANCIER

NOUS SOMMES UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER A MARSEILLE.

Pour participer à notre développement et y contribuer à la réussite de nos mutations techniques et organisationnelles, nous recherchons un INGENIEUR FINANCIER.

A ce poste, vous êtes chargé de la mise en place de notre système d'information financière. Egalement responsable de la conception et du développement des modèles et outils de gestion financière, vous êtes garant de l'adéquation et de la cohérence de ces outils dans le domaine de la gestion du bilan de l'établissement et des interventions sur les marchés financiers.

De formation supérieure en mathématiques et statistiques (ENSAE, ISUP), vous avez acquis de solides compétences (5 ans) en technique de calcul financier et gestion du risque.

Homme de méthode et d'organisation, ce sont vos capacités à vous intégrer dans l'équipe de projet qui feront votre réussite.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions (réf. 82642) à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra en toute discrétion.



L'AMI FINANCIER de DOLE (Jura)
- 30 min. de Besançon et de Dijon - recherche

2 chargés de clientèle

Votre mission : rattachés au DG et en liaison avec les agents commerciaux, vous prendrez en charge le développement et le suivi d'un portefeuille clients.

Votre profil : 28/38 ans, Bac + 2, une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine bancaire sera appréciée. (Réf. FC 291 G)

1 agent commercial

Votre mission : rattaché au DG et en liaison avec les chargés de clientèle, vous contribuerez aux actions de conseil, vente, gestion et animation de la clientèle.

Votre profil : 28/38 ans, Bac + 2, une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine bancaire sera appréciée. (Réf. FC 291 H)

Rémunération à négocier selon l'expérience ; avantages, aide concrète à l'installation.

Envoyez CV, photo et prétentions, sous la réf. choisie, au Florian Mantione Institut, 10 rue Bastant, 25000 Besançon ; ou consultez Minitel 3615 code SOTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

هكذا من الأصل

BANQUE LUXEMBOURGEOISE filiale d'un groupe bancaire
français recherche

Chargé d'affaires

Vous avez une formation supérieure, quelques années d'expérience, une bonne compréhension des questions juridiques, fiscales et financières. Vous êtes dynamique et capable d'initiatives et vous possédez une solide culture générale et un excellent contact. Vous serez chargé de développer en France une clientèle de haut niveau, particuliers et entreprises, en lui proposant les services que notre banque commercialise. Vous participerez également à l'élaboration des nouveaux produits et services. Une extension de votre domaine d'activités vers d'autres pays européens pourra être envisagée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. 184 à

MEDIA PA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

BANQUE
LUXEMBOURGEOISE,
filiale
d'un groupe
bancaire français,
recherche un

OPÉRATEUR FINANCIER

De formation supérieure, type Ecole supérieure de commerce, vous avez au moins 4 années d'expérience.
Vous souhaitez mettre à profit vos compétences, vos qualités relationnelles avec la clientèle et votre dynamisme au service d'une banque internationale en plein développement. Bien sûr, vous avez le goût de la créativité financière. Vous serez chargé d'imaginer et de rechercher des arbitrages.
Vous réaliserez le montage d'opérations financières pour le compte d'entreprises françaises et européennes et superviserez les placements de trésorerie en FRF et devises de la banque et de notre clientèle.
Le lieu de travail est situé à Luxembourg.
Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 185 à
MEDIA PA 50/54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX
qui transmettra.

Société spécialisée dans les services et le négoce d'équipements
France, Amérique du Nord (C.A. 1,5 milliard de francs)
faisant partie d'un vaste groupe international
dans la distribution
recherche

SON CONTRÔLEUR DE GESTION

Rattaché au PDC, il a en charge les missions :

- analyser les résultats des filiales et assurer le reporting, participer aux budgets et à leur suivi ;
- dresser les tableaux de bord et plan de financement.

Qualités requises :

- grande rigueur, capacité à innover et suggérer, très disponible (déplacements en Amérique du Nord).

Profil :

- 30 à 40 ans environ.

Formation :

- ESC / HEC + 5 ans d'expérience minimum.

Anglais courant.

Envoyer C.V. + photo sous n° 8242
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy - 75007 PARIS

LYON

Contrôleur de gestion

senior

350 KF / an

Important Groupe de Distribution de Produits Techniques, implantation nationale, en forte expansion, n° 1 dans sa branche - CA annuel supérieur à 3 milliards de francs - recherche son contrôleur de gestion.

Bon droit du DAF, à la tête d'une petite équipe de spécialistes, il aura la charge d'organiser des procédures opérationnelles simples et efficaces ainsi que faire évoluer le contrôle de gestion. Il aura une bonne aptitude à la définition de cahiers des charges ainsi que de bonnes compétences en informatique, car il pourra lui être confié ultérieurement une Direction Gestion incluant le département informatique.

Ce poste très évolutif, basé à Lyon, sera confié à un candidat à fort potentiel d'environ 35 ans, diplômé d'études supérieures (HEC, ESSEC, ESC ou équivalent), ayant une large expérience et l'habitude du dialogue avec les opérationnels du terrain.

Une bonne connaissance de l'anglais est un plus. La rémunération proposée, de l'ordre de 350 KF/an tiendra compte de l'expérience du candidat.

Merci d'inscrire avec CV, sous réf. 335, à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

CHARGES D'AFFAIRES ENTREPRISES

LE CREDIT AGRICOLE
D'ILE DE FRANCE
CONFIRME
SA DYNAMIQUE
DE SUCCES :
PREMIERE BANQUE
REGIONALE.
252 AGENCES.
3 000
COLLABORATEURS.

De formation générale ITB ou équivalent, vous serez responsable du développement et du suivi d'un fonds de clientèle entreprises. Vous assurerez la promotion d'une gamme compétitive de produits et de services bancaires adaptés. Bonne maîtrise des risques.

Donnez un élan à votre carrière au sein d'une banque en plein essor.

Adressez pour cela votre candidature (lettre, CV et photo), sous réf. CA/LMO2, au Crédit Agricole d'Ile-de-France - Service du Recrutement - 26, Quai de la Rapée - 75012 Paris.



Le Monde Cadres

MUTUELLE NATIONALE RECRUTE D'URGENCE

CHEF DE GROUPE COMPTABLE

35/45 ans

Niveau BTS. Connaissance informatique progiciel (mini/micro).
Non cadre, salaire : 170 KF +
Ecrire sous réf. « SP » à MNPL
29, rue Turbigo 75002 PARIS

LE SERVICE HYGIENE
SANTÉ ENVIRONNEMENT
DE LA VILLE DU HAVRE
200 000 habitants
recherche
UN INGENIEUR ECOLOGUE

VOUS ETES :
De formation universitaire à dominante biologie de niveau maîtrise, complétée par un DEA ou DDES Ecologie.
Vous possédez un sens affirmé du dialogue multipartenaires et un intérêt marqué pour les techniques modernes de communication.

VOUS VOUS PROPOSEZ :
Placer sous la responsabilité du Directeur de Service, vous serez chargé de la mise en œuvre d'actions de prévention, d'information, de sensibilisation et d'éducation des différents publics : population, enseignants, enfants, associations de protection d'environnement.

Un recrutement en qualité d'ingénieur subordonné par voie de mutation. Détachement ou en qualité d'attaché.

Le traitement annuel brut de début net de 98 738 F avec prime de 10 % de la rémunération de base. Vous aurez également un salaire technique équivalent à 40 % du traitement de base et une prime de fin d'année. Un supplément familial pour enfants à charge est également versé.

Si vous êtes intéressé, vous pouvez obtenir de plus amples renseignements en consultant le journal n° 35-41-48-49 de la presse. Les lettres de candidature manuscrites devront être adressées à :
M. le Directeur,
Bureau Gestion des Emplois et des Carrières,
Médiane (G2222),
BP 51, 76004 Le Havre Cedex.
Accuse de réception d'un CV et de la copie des diplômes, si possible, au plus tard pour le 18 mars 1991.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION
recherche
DOCUMENTALISTES

propositions commerciales

LA COLLE
votre marché d'avenir
Une entreprise suisse
cherche un importateur
désireux assurer la distribution
de collés et d'adhésifs exceptionnels,
sans équivalent,
sur le marché mondial.

Ces produits
(conçus pour coller, lier, sceller
et assembler) s'adressent
à l'industrie, à l'artisanat
et aux commerces spécialisés.

Vous êtes intéressé ?
Prenez alors contact
avec S. Kaling et Co SA,
M. H.-P. Tanner,
case postale, CH-8010 Zurich.
Tél : (09-411) 437-80-80,
fax : (09-411) 437-82-05,
téléc : + 45-822-032 kichal.

Merci de joindre une attestation
de solvabilité à votre demande.

2 COLLABORATRICES

Libres réajustement pour assurer
dans revue professionnelle.
Excellente présentation,
bonne culture générale
indispensable.

Se présenter : lundi, mardi,
mercredi 18 h à 18 h.
A.M.P.
8, rue de Tolbiac 75009 Paris

ORGANISME SOCIAL recherche pour son SERVICE FORMATION 1 ANIMATEUR H/F

Chargé de la conception et
de l'animation de sessions
de formation (thèmes : Relations
humaines et communication).

Il est demandé un niveau
d'études supérieures et une
première expérience de la
fonction.

Adresser CV, lettre manuscrite
s/réf. 19237 à LTA
Anvers-Saint-Lazare,
4, rue de Polonoisville
75010 Paris qui transmettra.

SA RESPONSABLE ADMINISTRATIVE A TEMPS PLEIN

Pour :
- gestion du personnel ;
- responsabilité secteur
accueil, secrétariat et
services généraux ;
- relations avec corres-
pondants extérieurs.
Poste à pourvoir rapidement.
Candidature et CV à :
Patrick ALQUIST
Directeur du COMED BP 31
94272 La Croix-Blanche Cedex.

Le Comité Médical
pour les Enfants
recherche pour son
département de soins
pédiatriques.

Le Comité Médical
pour les Enfants
recherche pour son
département de soins
pédiatriques.

SOCIÉTÉ DE GESTION D'ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVÉS recherche

CHEF DU PERSONNEL

Bonne maîtrise du Droit
du Travail (niveau minimum DUT)
Expérience appréciée.
Tél. au 47-38-11-75
Mme AZAMBOURG pr r.v.

HOPITAL DE RUSSEL-MALMAISON recherche

UN CHARGÉ
DE FORMATION
CONTINUE
(niveau Bac + 2)
Écrire à :
M. l'Assesseur de Direction,
chargé des Ressources Humaines
1, rue Charles-Darwin
92501 Russe-Malmaison Cedex
Tél. 47-33-82-80, p. 11201
Joindre un curriculum vitae
et une photo.

automobiles ventes

moins de 5 CV
A VENDRE
AUDI 80
TURBO DIESEL COMFORT
nov. 88, mod. 88, Bleu
lagon métal. Alarms, ferm.
moteur, télescope, 1^{er} main.
118 000 F. 71 000 F.
30-80-00-18 après 19 h.

de 5 à 7 CV
A vendre
MERCEDES 190 E
CV, 5^{ème} vit. 1987
87 000 km, ABS, alarme.
Bruit métal. 88 000 F.
Tél. 42-00-91-00 (15-18 h)
+ 40-72-83-12 (sp. 18 h)

de 8 à 11 CV
A vendre URGENT
BMW 318 I
Janvier 1989, 18 000 km.
Delphine métallisé, toit
ouvrant électr., rétrov.
élect., télescope.
Bux : 64-88-48-22
dom. : 30-21-88-81

A VENDRE
ALFA ROMEO 90, 2 lit.
Injection. Année 1988. Très
options. 37 345 km.
38 500 F. A débiter.
T. 48-21-28-77, à part. 19 h.

plus de 16 CV
A vendre URGENT
PORSCHE CARRERA 2
Cibolito, année mod. 90
14 000 km, gris mét.
Options : pont auto-lev.
ouvert 7 jours sur 7.
25, bd de la Somme
95017
M^{re} Portet-Champant
Tél. : 42-67-78-77
ou 42-67-78-77

URGENT UPUT de France recrute pour le 1^{er} avril 1991 UN DIRECTEUR REGIONAL

Env. CVA M^{re} la Présidente
UPUT de France
10, r. du Volga 75020 Paris

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 27 ans, maîtrise A.E.S.
trilingue + 2 ans C.N.R.S.
Chargé de mission : + 1 an.
Direct. agence inf. de presse
respons. 47-44-43-33 jds.

J.F. 40 ans, cherche poste
D.G. ou INTERNATIONAL.
Prof. PME/PMI ou GIE.
Paris ou banlieue ouest.
Grande école, exp. grand
groupe, critérium P&G.
Rue L.E.E., 21, rue de Seine
Tél. 49-10-02-82

JOURNALISTE

H. 36 ans, btl. angl., 9 ans exp.
rédacteur quot. et périod.
Prof. PME/PMI ou GIE.
D.E.A. Info et Comm.
D.E.S. presse anglaise.
Étudie les propos. L.B. de suite.
Tél. 40-36-84-42

STANDARDISTE

Bilingue anglais, recherche
emploi 5-6 heures par jour.
Tél. 43-65-77-51.

L'AGENDA

COURS D'ARABE
EXTENSIF : méthode et lecture
du 4^{ème} au 29^{ème} jour.
AFAC : 42-72-20-88

Cours

Elève à l'Ecole normale
supérieure donne des cours
de français tous niveaux
(méthodologie, écrit et oral).
Tél. (soir) 40-45-09-27

COURS D'ARABE

EXTENSIF : méthode et lecture
du 4^{ème} au 29^{ème} jour.
AFAC : 42-72-20-88

Meubles

UNIC AMEUBLEMENT
vous offre des prix sacrifiés
sur un grand choix de salons.
35, rue du P. St-Amand
75011 Paris.
Tél. : 43-07-42-82

Vidéo

V.O. ONLY
spécialiste de vidéos en
v.é. en Europe (P&I, NTSC).
Plus de 2 500 titres
disponibles immédiatement.
Ouvert 7 jours sur 7.
25, bd de la Somme
95017
M^{re} Portet-Champant
Tél. : 42-67-78-77
ou 42-67-78-77

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^{ème} arrdt
BD DU TEMPLE
Beau 4 pces, et cft. Libre
+ logement concub. 2 pces
cuisine, l'ensemble :
2 300 000 F.
Tél. 42-00-99-62 (répond.)

8^{ème} arrdt
Prop. vend STUDIO 27 m²
dans immeuble classé.
Rue La Boétie (8^{ème}).
1^{er} F., s.d.b., kitchenette.
Bon état. Agence s'abstient.
Libre au 1/4/91.
Prix : 1 100 000 F.
T. 46-83-49-13 (de 19 h à 20 h)

17^{ème} arrdt
BONNE AFFAIRE
PORTE MAILLOT (pche)
Ch. av. 8^{ème} étage.
Trie bal appartement
env. 133 m², double living
48 m² endroit, 2 citrines.
Cuis. s.d.b., chb. asc. Acc.
Trie bon plan.
42-22-63-90
43-88-88-04, p. 22

18^{ème} arrdt
RUE VAUVENARGUES
P. et cft. balcon, récent.
2 100 000 F. occasionnel.

M. MARCADET
Rue Simit
Beau 2 pces, tout confort.
48 m², imp. 850 000 F.
RUE CUSTINE
Beau 3 pces, tout confort.
réc. natif. 1 250 000 F.
RUE LAMARCK
4 pces, et cft. imm.
p. de t. 2 400 000 F.
Tél. 42-00-99-62 (répond.)

20^{ème} arrdt
F3, 64 m². Dans immeuble
pièce-de-taille, 1^{er} étage.
Proche métro (A) et tous
commerces. Petites charges.
chauffage individuel.
Idéal profession libérale.
Prix : 1 100 000 F.
Tél. : 43-80-82-44.

77
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m de RER, proximité
école et commerces, logé
sur allée forestière en zone
piétonne. Prix : 720 000 F.
Tél. : 80-17-15-44 ap. 19 h.

91 - Essonne
VIRY-CHATILLON (91)
Part. VENDU très bel appart.
type F3. Résidence standing.
Entrée, séjour, cuisine
aménagement chère massif,
2 chambres, débarras, salle
de bain, w.-c. couleur.
Proche toutes commodités
(écoles, commerces).
Tél. : 69-24-56-57 ap. 19 h.
Agences s'abstient.

92
Hauts-de-Seine
SCEAUX CENTRE
appart. 112 m², cuis. équ.
pée, balcons, cave, garage.
3 200 000 F. 46-81-85-25.
Contactez par téléphone au :
44-44-51-55

appartements
achats
Rach. URGENT 100 à 120 m²
Paris préféré 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 14^{ème},
15^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème}. P. paiement
compt. 48-73-48-07

VOUS DESIREZ VENDRE
un immeuble, un appart.
ou une boutique.
Adressez-vous à un spécialiste
IMMO MARCADET
Tél. : 42-82-01-82

locations
EXCEPTIONNEL
ISSY-LES-MOULINEUX
(RER)
Bureau : 210 m². Immeuble
récent. Installations télépho-
niques privées. 7 bureaux et
sanitaires.
Bail : 9 ans, reste à court 6 ans.
Loyer : 21 110 F HT
Mobilier (chaises comprises)
Rapport : 550 000 F. (sans com-
mission d'agence).
Contactez par téléphone au :
44-44-51-55

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL, SNC, SAS
Constitution de Société.
Déclaration de tous services.
Parrainement téléphonique.
43-55-17-50

A PARTIR DE 50 F HT/mois
Venez ADRESSER COMMERCIALE
PARIS 1^{ère}, 8^{ème}, 9^{ème}, 12^{ème}, 15^{ème}, 17^{ème}.
LOCATION DE BUREAUX
INTERCOM. 43-43-31-45.

MARCHÉS FINANCIERS

L'enquête annuelle de l'UFB-Locobail

Les PME-PMI continuent à investir malgré le ralentissement de l'économie

L'année 1990 est restée largement positive pour les PME-PMI, même si un premier ralentissement de la croissance a été observé par rapport aux années de haute conjoncture (1988-1989), révèle l'enquête annuelle d'UFB-Locobail, numéro un du crédit-bail mobilier en France, menée auprès d'une dizaine de milliers d'entreprises de six à deux cents salariés.

La moindre progression de l'activité des PME-PMI en 1990 n'a pas eu de répercussions sensibles sur leurs efforts d'investissements réalisés dans le courant de l'année. Toutefois, les plus petites des PME se sont montrées davantage réticentes à investir. D'une manière générale, le niveau des commandes était, fin 1990, identique à celui de fin 1989. Quant aux perspectives pour 1991, les chefs d'entreprise se montrent naturellement moins optimistes : ils anticipent de nouveaux ralentissements de la croissance, avec des répercussions plus importantes au niveau de la rentabilité et des effectifs qu'à celui des investissements, sur lesquels ils ne comptent pas marquer un arrêt brutal, même si la progression sera plus modérée.

De son côté, l'enquête de conjoncture du Crédit d'équipement aux PME (CEPME) révèle également le maintien de l'effort d'investissement. Les patrons, toutefois, craignent une baisse de la demande et ne tablent plus sur un renversement rapide de la tendance, la crise du Golfe ayant été seulement le révélateur d'un ralentissement général de l'économie plus que son point de départ.

Les deux enquêtes se rejoignent sur le diagnostic pessimiste pour le bâtiment et les travaux publics, avec une baisse des effectifs et de la rentabilité. En ce qui concerne

les services, l'un des secteurs moteurs en 1990, avec un rythme de développement supérieur à la moyenne, la croissance se ralentira en 1991 mais restera positive, sauf pour la micro-informatique, littéralement stérilisée.

Enfin, l'UFB-Locobail signale une montée générale des impayés, surtout dans les entreprises créées depuis 1987, avec une extension de la pratique des dépôts de bilan « secs », c'est-à-dire sans avertissement préalable. Ce phénomène, qui oblige de plus en plus d'établissements spécialisés dans le crédit à l'équipement à instituer d'importantes provisions pour créances douteuses, est aussi relevé par la Société française d'assurance-crédit (le Monde du 22 février).

FRANÇOIS RENARD

La FNTP demande le lancement d'un emprunt d'Etat. La Fédération nationale des travaux publics (FNTP) a demandé, le 23 février, le lancement d'un emprunt d'Etat obligatoire émis auprès des particuliers, qui mobiliserait l'épargne nationale pour soutenir le développement économique et l'emploi. Pour la FNTP, cet emprunt d'Etat serait remboursable à échéance de trois ans, comme celui lancé en 1983 par M. Jacques Delors. La FNTP explique sa démarche par ses craintes de voir bientôt prises des décisions de réduction de l'investissement public. Selon son président, M. Philippe Levaux, les réductions concernant les investissements en équipements du pays portant sur les mesures nouvelles inscrites au budget de 1991 passeraient de 10 % à 30 %. Les annulations budgétaires de 1984 s'élevaient à 8,7 % pour les travaux publics et par la suppression de 27 000 emplois.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

UNIVERS ACTIONS

Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV UNIVERS ACTIONS sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 21 mars 1991, à 16 heures 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

SEGESPAR
TITRES
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

INFORMATION SICAV

INTERSELECTION FRANCE

SICAV DOMINANTE ACTIONS FRANÇAISES

DIVIDENDE 1990 : 20,16 F, mis en paiement le 24 janvier 1991 (+ crédit d'impôt de 3,27 F pour les personnes physiques, ou de 3,32 F pour les personnes morales).

RÉINVESTISSEMENT DU COUPON : En exonération de droits d'entrée jusqu'au 24 avril 1991.

PERFORMANCE AU 28/12/1990 : + 10,18 % par an sur 5 ans, coupon net réinvesti.

OBJECTIFS DE PLACEMENT : Investissement en valeurs françaises dont 60 % d'actions minimum. Le dividende distribué bénéficie de l'abattement sur les revenus de valeurs françaises de 8 000 F pour une personne seule ou de 16 000 F pour un couple marié.

SEGESPAR
TITRES
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	14 février 1991
Total actif	841 953
dont	
Or	161 543
Disponibilités à vue l'étranger	117 548
Ecos	54 830
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 882
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 369
Concours au Trésor public	41 330
Titres d'Etat (bons et obligations)	39 466
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	880
Effets privés	104 784
Effets en cours de recouvrement	25 112
Total passif	841 953
dont	
Billets en circulation	250 370
Comptes courants des établissements assésés à la constitution de réserves	25 439
Compte courant du Trésor public	62 553
Reprises de liquidités	25 673
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	7 827
Ecos à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	55 177
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	182 056

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,25 %
- Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
- Taux des avances sur titres	12 %

Le CBV souhaite une montée en puissance rapide du système RELT

Le Conseil des bourses de valeurs (CBV) a souligné sa volonté de voir la montée en puissance du système RELT (réglement livraison titres informatisé) s'effectuer aussi rapidement que possible. Le conseil, qui s'est réuni les 30 janvier et 20 février, a constaté que l'idée consistant à retarder la généralisation du système RELT jusqu'à la suppression du marché à règlement manuel devrait être écartée. Rappelant qu'une évolution est « indispensable » mais ne doit pas être précipitée, le CBV a expliqué que « l'instauration d'un marché unique au comptant n'est concevable que précédée de la mise en place de systèmes appropriés à tous les investisseurs des avantages de souplesse et de liquidité équivalents à ceux de l'actuel règlement manuel ».

D'autre part, le CBV a formé trois groupes de travail chargés de concevoir les dispositifs futurs de substitution au marché à règlement manuel. Au sein de ces groupes, n'a été fixé pour l'évolution des marchés, mais le CBV estime que l'horizon fin 1993 « apparaît le plus raisonnable ».

Club Méditerranée : 395 millions de francs de bénéfices. Le Club Méditerranée a réalisé, au cours de l'exercice 1989-1990, un bénéfice de 395,4 millions de francs, en augmentation de 8,3 % par rapport à l'exercice précédent. La marge brute d'autofinancement s'est élevée à 819,2 millions de francs (+ 6,9 %). D'autre part, pour compenser la chute de la demande due à la guerre du Golfe, qui a déjà causé un manque à gagner d'une soixantaine de millions de francs, le Club envisage d'avancer d'un mois l'ouverture de ses villages de vacances de Vittel, de Grolle et d'Espagne et de faire fonctionner tous ses villages de montagne.

Marceau Investissement va prendre le contrôle d'Acto. Marceau Investissement, le holding de M. Georges Péberon, va prendre, en deux temps, le contrôle d'Acto, conglomérat diversifié (immobilier, distribution, industrie) inscrit au second marché et basé à Grenoble. Les dirigeants actionnaires d'Acto vont dans un premier temps apporter 51 % qu'ils détiennent à un holding en cours de formation, avant de rétroceder 49,9 % de celui-ci à Marceau Investissement. En outre, le holding de M. Péberon dispose d'une promesse de vente du solde (50,1 %) du capital pour une période de dix-huit mois. Le prix d'achat des 49,9 % est fixé à 185 francs par action.

La France et l'Allemagne renforcent leurs positions dans la potasse. Les sociétés françaises et allemandes Kali und Salz (groupe BASF) s'approprient à grande échelle le contrôle total de la mine de potasse canadienne de Clover Hill, dont ils commercialisent déjà la totalité de la production à travers leur filiale commune Potash. EMC et Kali und Salz ne détenaient jusqu'alors que 40 % du capital de la mine, le solde étant détenu par la société Denison Mines, qui assurait les fonctions d'opérateur industriel. La décision des groupes européens a été motivée par la mise en défaut de la société exploitante de la mine, celle-ci n'ayant pas honoré une de ses échéances financières.

PARIS, 25 février ↑

Optimisme prudent

La Bourse de Paris a, lundi, salué positivement le déclenchement de l'offensive terrestre des armées coalisées au Koweït et en Irak, tout en observant une certaine modération n'ayant pas forcément été de mise lors du début des hostilités le 16 janvier dernier.

En nette hausse de 1,45 % des premiers échanges, l'indice CAC 40 ne devait plus varier par la suite. La tendance ne s'est pas figée, mais un problème technique survenu à l'issue d'un quart d'heure d'échanges, sur l'un des trois groupes de cotation des valeurs du règlement manuel, a entraîné son calcul. Ce groupe représentait environ 40 % des 40 valeurs habituellement traitées. A la reprise des transactions sur ce groupe, aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises affichaient une hausse de 1,52 %.

La cotation de Peugeot restait, en revanche, suspendue pour des raisons tout aussi techniques. Le cours d'ouverture de 519 francs était erroné et devait être recalculé.

En début d'après-midi, l'avance de l'indice de la place n'était que de 1,73 % au plus tard dans la journée, peu avant le début des transactions à la Bourse de New-York, l'indice CAC 40 gagnait 1,75 % sur son niveau de clôture précédent.

Comme la plupart des places asiatiques, quelques heures auparavant, et les places européennes dans la journée, Paris a salué les premiers résultats de l'offensive terrestre, nombre d'opérateurs tablant sur une guerre de courte durée. La paix, selon les experts, pourrait être le facteur de relance des économies occidentales, relance qui serait stimulée par un environnement des taux d'intérêt bien disposés. La détente du foyer de l'épargne étant toujours envisagée aux Etats-Unis, en France et en Espagne.

Sur le marché de l'or, le lingot gagnait 590 francs à 59 500 francs, le napoleon perdait un franc à 398 francs.

TOKYO, 25 février ↑

Au plus haut depuis août

La Bourse de Tokyo a fortement progressé lundi, l'indice Nikkei affichant en clôture un nouveau record en s'établissant au plus haut de l'année, sur l'espoir qu'un succès décisif dans la bataille terrestre mettra rapidement un terme à la guerre du Golfe. L'indice Nikkei s'est apprécié de 559,95 points à 26 482,76, soit un gain de 2,16 %. Le volume des transactions s'est légèrement étoffé, passé de 850 millions vendredi à 880 millions.

Selon un opérateur, la hausse a été due autant au manque de vendeurs qu'à la pression des acheteurs. Les fonds de placement sont en nette progression et les quatre grandes sociétés de courtage sont convaincues que la guerre sera vite terminée, a-t-il ajouté.

VALEURS	Cours du 25 février	Cours du 24 février
Akai	880	789
Belong	1 350	1 150
Canon	1 410	1 200
Fujitsu	2 510	2 250
Hitachi	1 370	1 410
Mitsubishi Electric	1 780	1 830
Mitsubishi Heavy	838	838
Sony Corp.	6 750	6 920
Toshiba Motors	1 730	1 830

FAITS ET RÉSULTATS

Club Méditerranée : 395 millions de francs de bénéfices. Le Club Méditerranée a réalisé, au cours de l'exercice 1989-1990, un bénéfice de 395,4 millions de francs, en augmentation de 8,3 % par rapport à l'exercice précédent. La marge brute d'autofinancement s'est élevée à 819,2 millions de francs (+ 6,9 %). D'autre part, pour compenser la chute de la demande due à la guerre du Golfe, qui a déjà causé un manque à gagner d'une soixantaine de millions de francs, le Club envisage d'avancer d'un mois l'ouverture de ses villages de vacances de Vittel, de Grolle et d'Espagne et de faire fonctionner tous ses villages de montagne.

Marceau Investissement va prendre le contrôle d'Acto. Marceau Investissement, le holding de M. Georges Péberon, va prendre, en deux temps, le contrôle d'Acto, conglomérat diversifié (immobilier, distribution, industrie) inscrit au second marché et basé à Grenoble. Les dirigeants actionnaires d'Acto vont dans un premier temps apporter 51 % qu'ils détiennent à un holding en cours de formation, avant de rétroceder 49,9 % de celui-ci à Marceau Investissement. En outre, le holding de M. Péberon dispose d'une promesse de vente du solde (50,1 %) du capital pour une période de dix-huit mois. Le prix d'achat des 49,9 % est fixé à 185 francs par action.

La France et l'Allemagne renforcent leurs positions dans la potasse. Les sociétés françaises et allemandes Kali und Salz (groupe BASF) s'approprient à grande échelle le contrôle total de la mine de potasse canadienne de Clover Hill, dont ils commercialisent déjà la totalité de la production à travers leur filiale commune Potash. EMC et Kali und Salz ne détenaient jusqu'alors que 40 % du capital de la mine, le solde étant détenu par la société Denison Mines, qui assurait les fonctions d'opérateur industriel. La décision des groupes européens a été motivée par la mise en défaut de la société exploitante de la mine, celle-ci n'ayant pas honoré une de ses échéances financières.

PARIS :

Second marché (élection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3300	3319	Groupe Ogrhy	596	606
Amisul Assurances	256	266	Guinot	956	956
Anyval	105	105	I.C.C.	236	237
B.A.C.	167 30	172	IDA	287	283 10
Bique Vigne (ex BICM)	820	820	Idenova	130	130
Bolton (Lyl)	389	381	Innov. Hosières	723	718
Bolton (Lyl)	194	194	LP&M	280	280
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	398	396	Loca invest	95 10	91 20
Calson	398	398	Loca invest	153	157
Cavil	584	584	Meca Com	122	122
C.E.E.P.	180	180	Meca Com	153	157
C.F.P.I.	283 80	282 20	Oliva Logist.	590	599
C.N.I.M.	805	805	Oliva Logist.	84	84
Codator	379	379	Publ. Papacchi	356	353
Comarag	288	288	Rail	566	566
Conform	810	833	Rhone-Alp. Ecu. Lyl	330	330
Crédit	245 20	275 80	S.H. Matignon	174 90	172
Daplan	382	386	Selec Invest (Lyl)	93	95 90
Dalnos	775	790	Senbo	290 50	406 10
Danachy Worme Co.	380	400	S.M.T. Coupl	175	175
Dauphine et Gir.	250	247	Sopra	205	205
Develuy	1004	1012	Thermador H. Lyl	280	257
Devilly	289	288 10	Unilog	170	175
Dollon	149 90	150	Viel et Co	116	116
Edisons Belland	250	250	Y St-Laurent Group	590	700
Europ. Population	380	385			
Fleury	126	126			
Frankig	149	149 80			
G.F. (group. Lyl)	275	268			
Gilbert	385	385			
Grand Live	222	216			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 février 1991

Nombre de contrats : 56 554.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dernier	104,98	105,42	105,60
Précédent	104,92	105,44	105,40

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 91	Juin 91	Mars 91	Juin 91
105	0,27	1,67	0,36	1,16

CAC 40 A TERME

Volume : 5 640.			
(MATIF)			
COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 718	1 733	1 743
Précédent	1 712	1 728	1 731

CHANGES

Dollar : 5,144 ↑

Le dollar s'échangeait en hausse lundi 25 février après le lancement de l'offensive terrestre en Irak. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,144 francs contre 5,0765 vendredi à la cotation officielle. Cependant, l'essentiel de la hausse est intervenue vendredi dans la soirée à New-York. Lundi matin, les cours des devises étaient relativement stables, et les transactions limitées.

FRANCFORT	25 février	25 février
Dollar (en DM)	1,965	1,917
TOKYO	25 février	25 février
Dollar (en yen)	138,85	132,13

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (25 février) : 9 1/16-3/16 %
New York (24 février) : 4 1/2 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises	21 février	22 février
Valeurs étrangères	112,7	113,40
Indice général CAC	453,47	456,37
Indice général CAC	453,47	456,37
Indice CAC 40	1 709,72	1 716,88

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	21 février	22 février
Industrielles.....	2 891,83	2 899,36
LONDRES (indice « Financial Times »)		
100 valeurs.....	2 312,40	2 314,30
30 valeurs.....	1 844,60	1 846,70
Mines d'or.....	130,38	137
Fonds d'Etat.....	85,72	85,57

FRANCFORT

Dax	1 566,32	1 582,52
TOKYO		
	22 février	25 février
Nikkei Dow Jones ..	25 902,81	26 462,76
Indice général	1 922,88	1 961,44

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut
\$ E.-U.	5,1415	5,1435	+ 108	+ 118	+ 210	+ 678
\$ Can.	4,255	4,2618	+ 30	+ 57	+ 69	+ 83
Yen (100)	3,8877	3,8922	+ 29	+ 57	+ 62	+ 103
DM	3,4016	3,4052	+ 4	+ 22	+ 8	+ 33
Florin	3,0182	3,0211	+ 1	+ 16	+ 3	+ 65
FR (100)	16,0897	16,5412	+ 38	+ 87	+ 19	+ 559
PS	3,5672	3,5718	+ 31	+ 48	+ 47	+ 286
L (1 000)	4,5440	4,5498	+ 133	+ 76	+ 264	+ 177
E	9,9642	9,9732	+ 311	+ 266	+ 620	+ 1 327

TAUX DES EUROMONNAIES

COURS	6 1/16	6 1/2	6 3/4	6 7/8	6 15/16	6 1/16	6 1/2	6 3/4	6 7/8	6 15/16	6 1/16	6 1/2
\$ E.-U.	8 7/16	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
Yen	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
DM	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
FR (100)	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
PS	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
L (1 000)	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
E	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
Franc	9 1/8	9 1/8	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Lundi 26 février
Maurice Tchenio,
associ

Second march: PARIS

100-443887-100

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

22/2

Le Monde-RIL

7-27-75 and RFL

100

Après la saisie du matériel d'une télévision pirate

Violences et pillages à la Réunion

Plusieurs quartiers de Saint-Denis-de-la-Réunion ont été le théâtre de violences et de pillages, samedi 23 et dimanche 24 février. D'épaisses fumées d'incendies s'élevaient encore, lundi, au lever du jour et, dans la matinée, de nouveaux affrontements opposaient des groupes de jeunes aux forces de l'ordre dans le quartier populaire du Chaudron. La saisie du matériel d'une télévision pirate est à l'origine de ces violences.

SAINT-DENIS

de notre correspondant

Pour la seconde fois en moins d'un an, une manifestation de soutien à la télévision pirate Free-Dom a donné lieu à des scènes d'une violence extrême dans les rues de Saint-Denis-de-la-Réunion tout au long du week-end.

Samedi après-midi, en plein centre de Saint-Denis, une quarantaine de policiers et de CRS

avaient été blessés par des jets de galets au cours d'affrontements sporadiques avec quelques centaines de manifestants qui avaient bravé l'interdiction préfectorale. Dimanche, des manifestants ont tenté d'utiliser un rouleau compresseur pour démolir l'entrée de l'hôtel des impôts. Au cours de la nuit de dimanche à lundi, après la saisie et la mise sous scellés, à la demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), des émetteurs de Télé Free-Dom dans la matinée de dimanche, la situation virait à l'émeute avec des actes de pillage dans le quartier populaire du Chaudron.

Unanimes, il y a encore quelques semaines, pour soutenir l'action du patron de Free-Dom, M. Camille Sudre, afin de trouver un compromis pour la survie de la première télévision pirate d'outre-mer, les principaux dirigeants de l'île ont vivement condamné, lundi matin, les saccages.

Ces scènes de violence ont mis le maire socialiste de la ville, M. Gilbert Annette, dans une position inconfortable. M. Sudre est en effet son troisième adjoint, et la télévision pirate ne lui avait pas ménagé son soutien lors des élections municipales de mars 1989. Un peu dépassé par les événements, M. Annette, sous la pression d'autres élus de sa majorité, devrait reconsidérer la position de M. Sudre au sein de son équipe municipale. Ces derniers jours, le président de Free-Dom avait multiplié les appels à la « révolte » et à la « résistance » à longueur de journée, n'hésitant pas à utiliser des morceaux choisis de musique militaire pour agrémenter ses slogans. Les animateurs de sa radio lui ont même décerné le titre de « général Sudre », galvanisant les « combattants de la liberté ».

Ces événements – les plus graves depuis 1973 – dépassent largement le seul cadre de la défense de cette télévision pirate qui émet sans autorisation légale depuis plus de cinq ans. Ils sont l'expression d'un malaise social qui affecte les couches les plus jeunes de la population : celles qui n'ont d'autres perspectives que le chômage ou le revenu minimum d'insertion (RMI).

Le préfet de la Réunion, M. Daniel Constantin, a déclaré, lundi, que l'île « n'a pas besoin d'un tel climat de violence et d'incertitude, ni pour son équilibre social, ni pour ses libertés, parce que ces libertés sont garanties. Ces déboires ne sont pas un soulèvement de la population réunionnaise, mais le fait de deux à trois cents personnes ».

AUX DIJOUX

Réuni à Budapest

Le pacte de Varsovie a dissous ses structures militaires

Les ministres des affaires étrangères et de la défense des pays membres du pacte de Varsovie ont décidé lundi 25 février à Budapest de prononcer la dissolution de la structure militaire de l'ancien bloc soviétique.

Plusieurs fois retardée à la demande de l'URSS, cette session du comité consultatif avait été saisie d'une proposition de M. Gorbatchev, transmise aux Etats membres le 11 février, visant à liquider avant le 31 mars le haut commandement « unifié » du pacte, dont le siège est à Moscou, ainsi que son état-major, qui dirige le général soviétique Vladimir Lobov. Selon des experts est-européens qui ont siégé samedi et dimanche à Budapest, le document final de la session a mis fin aux obligations militaires du pacte, qui prévoyait dans son article 4 « une assistance immédiate » en cas d'agression « contre un ou plusieurs des Etats signataires (...) par tous les moyens qui lui sembleront nécessaires, y compris l'emploi de la force armée ».

En revanche, l'avenir de la structure politique du pacte devra faire l'objet de nouvelles consultations et ne sera tranché que lors d'une prochaine session, le 1^{er} juillet à Prague. Le ministre polonais des affaires étrangères, M. Skubiszewski, avait souhaité que soit décidé à Budapest le « démantèlement total » de l'alliance, sur les plans tant politique que militaire, tandis que l'URSS voulait limiter les présentes discussions aux seuls aspects militaires.

Fondé en 1955 entre huit Etats (Albanie, Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et URSS), le pacte de Varsovie avait perdu deux membres (l'Albanie en 1968 et la RDA en 1990) et en fait toute raison d'être depuis la signature d'accords sur le retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie et de Hongrie. Dans ces deux pays, le départ de l'armée rouge se poursuit selon le calendrier prévu et devrait être achevé au 30 juin. En revanche, Moscou refuse de retirer ses 50 000 soldats stationnés en Pologne avant le retrait de ses dernières troupes en Allemagne et en 1994, alors que Varsovie souhaite voir cette opération s'achever avant la fin de cette année.

Le démantèlement économique de l'ancien bloc soviétique suivra de près le démantèlement militaire. Mercredi, les responsables des relations économiques extérieures des six pays du pacte de Varsovie ainsi que de la Mongolie, du Vietnam et de Cuba, prononceront la dissolution du conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon), créé en 1949. Le lendemain devrait être créée une nouvelle « organisation de coopération internationale ». (AFP, Reuters)

La guerre du Golfe

Les Irakiens ont levé les bras à la vue des chars français

FRONT IRAKIEN

de notre envoyé spécial

Les responsables militaires de « Daguet » ont donné, lundi 25 février, de premiers détails sur la progression en Irak des troupes françaises dans la journée de dimanche.

Partis au cœur de la nuit, selon l'état-major, alors que de nombreux témoignages font état d'un déploiement antérieur en territoire irakien, les Français n'ont rencontré aucune résistance dans les vingt-cinq premiers kilomètres, se déplaçant à la vitesse exceptionnelle de dix kilomètres à l'heure. Rien d'autre que des véhicules irakiens de reconnaissance observant la progression alliée. Ce n'est qu'en milieu de matinée que les Marsouins du 3^e RIMA ont décelé la présence d'une première ligne de défense irakienne composée de six chars, contre laquelle ils ont immédiatement procédé à des tirs de mortier.

Le général Bernard Janvier, commandant la division « Daguet », a alors requis l'aide de troupes hélicoptères américaines, placées sous commandement opérationnel français, pour

attaquer la position irakienne sur la droite. Dans le même temps, des Gazelle françaises pionnières ont pris position avec leurs missiles Hot, tandis que le 3^e RIMA et le 4^e Dragons (équipé de chars AMX 30) se préparaient à un assaut terrestre à l'aide de blindés, soutenus par des tirs massifs de l'artillerie américaine.

« Dès qu'ils ont vu les chars, les Irakiens ont levé les bras », ont expliqué les militaires au pool des journalistes français.

Ainsi, sans rencontrer aucune résistance, les Français ont fait 600 à 700 prisonniers. A 16 heures, la position irakienne était réduite. Toutefois, en fin d'après-midi, il semblerait que des éléments isolés irakiens aient tenté une contre-attaque, qui a été « tuée dans l'œuf » par les hélicoptères Gazelle. La pool de presse a pu visiter en détail la position irakienne abandonnée. Si les trous, les embryons de tranchées et les fortifications paraissent façonnés dans les règles de l'art, l'ensemble dégage tout de même l'impression que ces unités étaient abandonnées à elles-mêmes depuis longtemps.

D. S.

Les marchés financiers réagissent prudemment

Les marchés pétroliers, boursiers et des changes ont accueilli avec prudence les premiers succès annoncés par les forces alliées après le déclenchement de la phase terrestre de la guerre dans le Golfe. Malgré les incendies de puits au Koweït, le prix du baril de pétrole était à nouveau en baisse légère à Londres, lundi 25 février dans la matinée. Par rapport à vendredi, il était en recul de 0,40 dollar.

□ Baisse du PIB au quatrième trimestre 1990. – Le produit intérieur brut (PIB) marchand, a régressé de 0,4 % au quatrième trimestre 1990. La précédente baisse remontait au premier trimestre 1987 (-0,4 %). Cette baisse fait suite à une forte augmentation au troisième trimestre (1,3 %) difficilement explicable.

Sur l'ensemble de l'année 1990, le PIB a augmenté de 2,8 %.

□ IRLANDE DU NORD : un catholique assassiné à Belfast. – Un catholique de vingt-quatre ans a été assassiné à son domicile, dimanche 24 février. Une petite fille de trois mois a été légèrement blessée au cours de l'attaque. Selon la police, l'assassinat est vraisemblablement l'œuvre de loyalistes protestants. – (AFP)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Guerre du couple

GÉNIAL, ce sondage de la SOFRES pour *Voici* sur les mille et une manières de se disputer avec son partenaire. Une mine d'idées. Je passe sur les sujets bateau. Les gosses, responsables de 54 % des scènes de ménage : l'as vu l'heure qu'il est et il se sont pas encore couchés ! – A qui la faute ? Je bosse, moi aussi, et j'avais promis de rentrer tôt. Le trio (37 %) : Non, mais je rêve, 570 balles pour un fer à vapeur, alors qu'ils sont en promo au BHV ! La télé (36 %) : France-Espagne, ras-le-ballon, Patrick Sabatier, ras-le-bonbon !

Une bonne bagarre bien menée, bien menée, ça ne s'improvise pas, ça se prépare, ça se mijote, ça se mitonne et ça se sert réchauffé au bain-marie : Tiens attrape et essaie de pas avaler de travers ! Exemple, profiter de ce qu'elle roupille à poings fermés et lui donner un coup de coude : Tu dors ? Non, parce qu'il faut que je te parle, ça ne peut pas continuer comme ça... Attends qu'il ait claqué la porte et qu'il dévale l'escalier, il est en retard, il a pas entendu le réveil sonner, pour lui lancer par-dessus la balustrade : Dis donc, ta

mère, c'est quand qu'on l'invite à déjeuner ? A Noël ou le 1^{er} janvier ?

Autres trucs très efficaces : exhumier un vieux grief. Il s'est acheté une chaîne vidéo pour votre anniversaire il y a quinze ans et vous le jour où il refuse de pleine poire le volant sous prétexte que vous conduisez trop vite ou trop lentement. Se souvenir qu'elle culpabilise à mort question loirs des enfants, elle a pas le temps de les conduire à la piscine et au judo, pour s'inquiéter de la mauvaise mine de Marion ou du dos rond de Kevin. Se tenir quand elle crie. Crier quand il se tait. Refuser de se réconcilier. Exiger des excuses. Ne pas les accepter. Faire la gueule pendant quarante-huit heures et ne l'ouvrir que pour demander : Qu'est-ce qu'il y a encore qui ne va pas ?

Parfait que ça fait partie de la respiration des couples, ces bourrasques à répétition. C'est une façon d'attirer l'attention de l'autre, d'abolir les distances, de rétablir l'équilibre fragile enu qui en fait trop ou pas assez. Moyen de communication, soupape de sûreté. Pour vivre heureux, vivons fâchés.

THAÏLANDE : lendemains de coup d'État

La confiscation du pouvoir par l'armée s'est faite dans l'indifférence

Nous publions ci-dessous le premier article de notre nouveau correspondant à Bangkok. Jean-Claude Pomonti vient en effet de rouvrir le bureau du Monde en Asie du Sud-Est.

BANGKOK

de notre correspondant

L'armée, qui a confisqué le pouvoir samedi 23 février, (*le Monde* date 24-25 février) a annoncé des élections générales dans un délai de six mois. Le coup de force, sans effusion de sang, a été « déploré par Washington ». Pour avoir eu un effet « déplorable » à l'étranger, le coup d'État n'a guère fait de vagues sur place. On doit y lire la fois la désaffection à l'égard du gouvernement renversé de M. Chatichai Choonavan et, bien entendu, une familiarité avec les ingérences des militaires dans la vie politique.

Depuis quelque temps, les affaires de corruption empoisonnaient plus qu'à l'accoutumée la vie publique et, depuis le renversement de la monarchie absolue en 1932, c'est l'armée qui a fait ou défait la plupart des gouvernements. D'un autre côté, la Thaïlande n'est pas la Birmanie et les militaires, liés aux milieux d'affaires, y ont un intérêt évident à ce que la stabilité prévale.

Aussi, signe d'une certaine improvisation, les événements se sont-ils déroulés en deux temps. Dans le premier, une fois l'ancien premier ministre arrêté, les chefs de l'armée ont annoncé une série de mesures d'urgence : proclamation de la loi martiale, abolition de la Constitution, censure de la presse, mise en place de comités chargés d'expédier les affaires courantes.

Dans un second, dimanche, les généraux ont fait une légère marche arrière. Après avoir été reçus la nuit précédente par le roi

– qui leur a donné « conseils et avertissements », en leur demandant notamment de « ne pas abandonner le peuple » – ils ont levé la censure et se sont engagés à organiser des élections dans un délai de six mois. Entre temps une commission d'experts sera chargée de rédiger une nouvelle Constitution.

Il est vrai que l'hostilité à la prise du pouvoir par l'armée ne s'est guère manifestée. Plusieurs personnalités, dont M. Kukrit Pramoj, vétérans de la vie politique et ancien premier ministre, l'ont approuvée. Les quelques blindés qui avaient fait leur apparition à Bangkok samedi se sont faits discrets depuis. Aucune résistance n'a été signalée et les arrestations ont été peu nombreuses. La population a manifesté une indifférence qui en dit long sur le désintérêt d'une classe politique dont les scandales ont depuis longtemps sur la place publique.

La vie parlementaire était dominée par des coalitions qui se faisaient ou se défaisaient en fonction d'intérêts bien compris, ce qui explique pourquoi les gouvernements y étaient si rapidement censurés. Pour survivre, il suffisait à un premier ministre de changer de majorité en récupérant, dans la constellation des partis, une ou deux formations de l'opposition, quitte à perdre le soutien d'une fraction de la coalition gouvernementale en place. C'était un art dans lequel M. Chatichai, nommé premier ministre au lendemain des élections de 1988, était passé maître.

Redresser l'image du royaume

Encore fallait-il que le loupsoin des chefs de gouvernement ménageât les intérêts des commandants de l'armée, et surtout ne leur fit pas peur. M. Chatichai a ainsi chuté sur une fausse manœuvre. En nommant vice-ministre de la défense, le 20 février, M. Arhit Kamlang-Ek, ancien commandant des forces armées, il a révélé le souvenir d'un sombre complot avorté datant de 1982.

Que M. Arhit fût déjà vice-premier ministre ne dérangeait pas trop les chefs de l'armée. Qu'il mette le pied au ministère de la défense en faisait peut-être un premier ministrable, et surtout semblait assurer l'impunité aux comploteurs. Ce qui plaisait beaucoup moins. Ce n'est pas un hasard si l'homme le plus recherché du royaume est aujourd'hui le général Manoon Roopakachorn, ancien conseiller influent de M. Chatichai et que la junte accusée d'avoir organisé les tentatives d'assassinat de 1982.

Mais ce putsch ne se résume pas à un règlement de comptes. En Thaïlande, le chef de l'armée de terre est généralement considéré comme l'homme fort de l'établissement militaire. Celui du moment,

le général Suchinda Kraprayoon, est donc amené à jouer un rôle-cle dans la réorganisation de la vie politique. Mais il faudra rapidement nommer un chef de gouvernement. Parmi les favoris figurent, outre le général Suchinda, son prédécesseur, l'ancien général Chavalit Yongchaiyuth, que M. Chatichai avait cavalièrement évincé du gouvernement l'an dernier, en acceptant une démission – il était alors ministre de la défense – qui n'aurait dû être qu'une fausse sortie.

Ni effusion de sang, ni coups de feu, et un minimum d'arrestations : les militaires ont même annoncé que M. Chatichai retrouverait « bientôt » sa liberté. Mais un coup d'État reste un coup d'État et il va falloir calmer les appréhensions des alliés du royaume, à commencer par Washington, qui a coupé son aide économique et militaire.

A l'étranger, le dommage est fait. La preuve est apportée, s'il le fallait, que le système parlementaire thaïlandais a encore un long chemin à parcourir avant de parvenir à maturité et que l'armée reste bien davantage que l'arbitre de la vie publique. Les généraux vont donc s'employer à redresser l'image de ce royaume connu surtout pour ses attractions touristiques et dont la forte expansion économique a déjà souffert des répercussions de la guerre du Golfe. Les aéroports n'ont pas été fermés et tout a été entrepris pour que le coup d'État ne perturbe pas la vie quotidienne et les affaires. L'avenir des institutions thaïlandaises est cependant d'une autre nature.

JEAN-CLAUDE POMONTI

DECORATION, CHACUN VOIT OÙ EST SON INTERET!

Certains boutiques ou show-rooms de tissus d'ameublement ont bien du charme... Seulement voilà, il y a le problème des prix, du stock, du choix. Et là, souvent, rien ne va plus ! Votre intérêt : c'est tous nos tissus en stock, des prix qui évitent de coûteux intermédiaires, l'invitation à comparer. (depuis 40 F le mètre)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

La guerre du Golfe... 2 à 11

Pologne : le congrès de Solidarité M. Marian Krzaklewski, nouveau président du syndicat... 12

L'épidémie de choléra Après le Pérou, des menaces pour les autres pays d'Amérique latine... 13

Voile en solitaire Les vingt rescapés du Boc Chalenge... 14

CULTURE

Cinéma à Berlin L'industrie cinématographique de l'ex-RDA s'interroge sur son avenir. Une cinquième, venue de l'Est, enquête sur son passé... 15

ÉCONOMIE

Le logement des étrangers Les sociétés d'ILM sont-elles « racistes » ?... 19

L'économie japonaise La guerre du Golfe n'a presque aucun impact sur une croissance soutenue... 18

Varsovie et le FMI Le Fonds monétaire international accorde un crédit de 2 milliards de dollars... 19

Jeunes agriculteurs Une enquête révèle la diversité de leurs situations... 20

CHAMPS ÉCONOMIQUES

● L'Irak est-il pauvre ? ● Le retour en Irak des « millions » déçus ● La chronique de Paul Fabra : l'idole productivité... 21 à 23

COMMUNICATION

Malaise dans les « networks » Producteurs et distributeurs américains se tournent avec espoir vers le marché européen... 24

Services

Abonnements... 13
Annonces classées... 25 à 29
Carnet... 24
Loto... 14
Marchés financiers... 30-31
Météorologie... 18
Mots croisés... 24
Radio-Télévision... 18
Spectacles... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24-25 février 1991 a été tiré à 570 250 exemplaires.

هنا من الأصل